# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925



Numéro 483 — Nouvelle série N° 182

MAI 1963 - PRIX : 1,50 F

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois ........ 8 NF ( 800 fr.)
Un an ........ 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois ........ 10 NF (1.000 fr.)
Un an ........ 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris


## Sommaire du N° 483 - Mai 1963



# ENTRE NOUS...

A lire ce numéro, on ne retrouvera pas le style pessimiste que l'on nous reproche parfois.

Après les émotions de la grande bataille des Mineurs, il semble que l'on peut envisager l'avenir avec plus de confiance. On reprend confiance en la combativité de la classe ouvrière, et l'on peut espérer un meilleur avenir pour l'unité syndicale et pour la paix mondiale, sans illusions excessives ni scepticisme décourageant.

Optimisme qui se manifeste chez nous par un concours plus important de nos abonnés et se traduit par une rentrée de fonds supérieure à la moyenne mensuelle et le succès de notre souscription en faveur des Mineurs.

Optimisme aussi, quant à l'abondance de la copie qui a agréablement surpris et quelque peu tourmenté notre « cuisinier ». Difficile de restreindre la place offerte à des militants ouvriers, traduisant ici leur expérience propre. Difficile d'amputer la chronique internationale. Difficile de limiter la place consacrée aux problèmes de l'unité ouvrière comme à ceux de l'union européenne et de la paix mondiale. Et si le rajeunissement des thèmes de Germinal nous a semblé particulièrement actuel, nous regrettons de n'avoir consacré qu'un morceau de page à l'évocation de la grande figure de Simone Weil, qui, avant de devenir une martyre de la résistance passive, avant de s'évader vers une mystique supra-terrestre, fut une militante convaincue, sensible et passionnée au service de la classe ouvrière.

La diversité des articles reçus pouvait-elle trouver place dans le volume habituel de notre numéro ? On a, pour la première fois depuis longtemps, décidé d'augmenter le nombre de pages. Solution audacieuse qui appelle un effort supplémentaire de nos amis. Si on n'entend pas cet appel, il faudra compenser la charge supplémentaire de ce mois par un allègement du prochain numéro.

On le voit. Notre optimisme demeure vigilant et conditionnel. Et c'est à Simone Weil que nous demandons de conclure, en rappelant la phrase par laquelle elle terminait sa glorification de juin 1936 : « Y aura-t-il autre chose ? L'avenir le dira. Mais cet avenir, il ne faut pas l'attendre. Il faut le faire. »

Cela vaut aujourd'hui comme en 1936 pour l'avenir du mouvement ouvrier. Cela vaut aussi, dans un domaine baucoup plus restreint, pour l'avenir de la R.P.

# UNITÉ OU ÉTOUFFEMENT ?

Tout n'est pas dit sur le congrès de la C.G.T. Ces lignes sont écrites après la première journée. Seul, Benoît Frachon a parlé. Mais enfin, s'il devait y avoir une inflexion quelconque de l'orientation de cette vieille direction communiste, elle se serait annoncée dans le rapport inaugural. Qui, mieux que Benoît Frachon, sait d'avance ce qui doit sortir de ces sortes de cérémonies ? Il n'en sort rien de plus que ce qu'il y a mis.

Laissons de côté le style irremplaçable de cet interminable discours dont la lecture est précédée et suivie du cérémonial habituel. Mais on nous avait dit qu'une ouverture nouvelle serait faite dans la voie de l'unité syndicale, et que nous serions étonnés de son audace. On ne peut préjuger absolument ce que nous réserve le concile de Saint-Denis. Mais si l'on s'en tient au rapport du général de l'ordre, il n'y a rien de nouveau. Le « tournant » annoncé ne se produit pas. Les mutations ne sont pas encore mûres, parce qu'elles ne le sont pas encore à Rome, c'est-à-dire à Moscou. L'heure de Rome est même en avance sur celle de Moscou : l'encyclique de Jean XXIII nous en apprend davantage sur son Eglise que le long exposé de Benoît Frachon sur la sienne.

Etudions un peu ce rapport dans le texte même que publie « L'Humanité » du 13 mai. L'exemple que Benoît Frachon met en avant, c'est « l'unité » de 1944 et des années suivantes. Exemple indispensable, en effet. Tous les militants et tous les ouvriers qui ont vécu cette période, savent ce qu'il en faut penser. C'était le type de la fausse unité, où toute parole d'opposition était sacrilège, et qui était porteuse de tous les germes d'une scission inévitable. Elle s'est produite, effectivement, après les grèves « Molotov » de 1947, après l'intervention de Staline contre le Plan Marshall qu'avait accepté un moment la Tchécoslovaquie elle-même. (Staline régnait alors dans toute sa gloire, sous les bénédictions adoratrices de Benoît Frachon). Ceux qui, à l'époque, contestaient si peu que ce soit cette gloire, étaient dénoncés comme « épousant les haines de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs des pays socialistes », selon les termes qu'emploie encore actuellement Benoît Frachon contre ceux qui ne pensent pas comme lui.

Cette « unité »-là, cet étouffement de l'initiative ouvrière, la probabilité est très faible pour que Benoît Frachon la fasse avaler de nouveau. Quant aux fruits de cette unité-là, les travailleurs en dégustent encore aujourd'hui l'amertume. La plupart des entraves dont ils essaient aujourd'hui de se dépêtrer remontent à cette époque : émiettement du salaire avec prolifération des primes de toutes sortes ; violation de la durée légale du travail ; introduction des heures supplémentaires majorées dans la vie normale des entreprises ; établissement d'une invraisemblable « grille » hiérarchique des salaires ; projet particulièrement autoritaire d'un statut de la fonction publique. Ceux qui, à l'époque, voulaient s'opposer à ce courant de réaction étaient évidemment des « provocateurs ». Quant à la grève, c'était « l'arme des trusts ».

C'est donc cette unité-là, cette unité avec le pouvoir, que Benoît Frachon préconise encore. Il ne fait pas de doute qu'il sera compris. Précisons bien : ce n'est sans doute pas avec le pouvoir d'aujourd'hui que Benoît Frachon propose « l'unité », mais avec ce pouvoir « démocratique » de demain qui se constituerait à l'exemple de celui de 1944 (que présidait d'ailleurs le général De Gaulle). C'est justement contre cette confusion et cette corruption que l'unité syndicale ouvrière est ressentie comme un besoin par les travailleurs Lisons donc Benoît Frachon :

« *Les travailleurs n'ont jamais considéré que la diversité des opinions et des partis devait les entraîner à des divisions syndicales. Quand les scissions se produisent, ils les subissent comme un accident déplorable dont ils supportent les conséquences néfastes et qu'il faudra réparer un jour ou l'autre* ». Bravo ; il n'y a rien à dire à cela, sinon que pour « réparer » convenablement il faut rechercher les causes qui ont provoqué « ces accidents déplorables ».

« ...*Une organisation syndicale digne de ce nom ne peut s'identifier à un parti ou à une religion. D'autre part, c'est faire preuve de beaucoup de légèreté dans l'analyse des faits, ou de parti pris dans la recherche de faux prétextes, que de parler d'unité syndicale sans tenir compte qu'en régime capitaliste existent des opinions, des partis, des idéologies qui influencent diversement les travailleurs.* »

Parmi ce flot de vérités premières que personne n'a jamais mises en doute, hormis, au cours d'une longue pratique, Benoît Frachon lui-même et ses amis, il faut néanmoins relever avec soin cette réserve : c'est *en régime capitaliste* seulement que les opinions, les idéologies différentes sont admissibles. Dans un régime déclaré non capitaliste, il est évident qu'il n'y en a plus, que « l'unité » est monolithique autour du pouvoir. (1)

« *Une organisation syndicale unique ne peut être qu'une organisation sans-parti, rassemblant les travailleurs sans distinction d'opinion politique ou de croyance, sous peine de devenir, elle-même, la caricature d'un parti ou d'une religion et de restreindre son champ d'organisation et d'influence* ».

Oui, à condition toutefois qu'organisation « sans-parti » ne signifie pas organisation qui ne prend pas parti, organisation mineure laissant à l'avant-garde « éclairée » le soin de traiter des grands problèmes. Et pourquoi donc, au lieu de ces propos innocents, ne pas dire tout simplement ce que les travailleurs n'ont oublié que pour leur malheur : l'organisation syndicale unifiée est indépendante des partis, quels qu'ils soient ; des gouvernements, quels qu'ils soient ; du patronat, quel qu'il soit, patronat privé comme patronat d'Etat ? Voilà le langage simple que tout le monde comprend et qui ne laisse place à aucune équivoque. C'est sans doute, précisément, ce qu'il ne faut pas.

Continuons notre lecture et notre édification : « *Une organisation syndicale, dans un pays capitaliste, ne peut épouser les haines de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs des pays socialistes sous peine de heurter les sentiments de ceux qui saluent en eux la marche de l'humanité vers un avenir lumineux.* » Analysons cette phrase. Benoît Frachon nous l'a dit tout à l'heure : en régime capitaliste, des idéologies différentes « influencent » les travailleurs. Il faut donc s'attendre qu'ils ne voient pas tout l'avenir de la même façon, qu'il soit ou non « lumineux ». S'ils disent comment ils le voient, les accusera-t-on de « heurter » les sentiments des autres ? En

(1) A ce sujet, Benoît Frachon retarde sur son chef de file Thorez, lequel vient de découvrir en 1963, que « la théorie du parti unique en régime socialiste était une erreur de Staline ».

réalité, Frachon révèle clairement — dans une phrase sans clarté — qu'il ne veut pas de la libre expression des tendances et qu'il considère sa propre idéologie comme privilégiée.

Au fond, ce rapport de Frachon ne nous apporte rien de nouveau. Il ne fait pas faire un pas à l'unité syndicale. Au contraire, il confirme les conditions qui ont provoqué la scission et qui l'entretiennent. Cela ne tire pas tellement à conséquence, et n'affaiblit nullement ce désir et ce besoin d'unité qui, effectivement, se manifestent parmi les ouvriers. Les partisans réels de l'unité syndicale connaissent les garanties, les règles intérieures de démocratie ouvrière que l'Association pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique a rappelées encore à l'occasion du Premier Mai, et dans une réunion récente sur le thème du refus d'intégration du syndicalisme dans l'Etat (précisons encore une fois : dans l'Etat, quel qu'il soit). Il est bien possible que Benoît Frachon change encore son langage (A Saint-Denis, il a très peu modifié ses formules habituelles). Ce ne serait pas la première fois qu'il serait amené à changer. Mais il ne s'agit pas d'un quelconque changement de langage. C'est sinon d'idéologie, du moins de méthode dont il faut changer définitivement.

On veut une charte pour l'unité ? Elle existe. C'est la Charte d'Amiens, sans adjonction d'aucune sorte. C'est sa brièveté et sa densité qui en font toute la valeur. Bien entendu, ceux qui, d'un côté ou de l'autre, veulent domestiquer les syndicats, disent qu'elle est « dépassée ». Publiez donc son texte, et l'on verra qu'il n'a jamais été aussi actuel (elle est au moins aussi vraie contre le patron-Etat que contre le patronat privé). Tout y est : affirmation de l'unité de classe, de l'indépendance syndicale ; définition du double but de l'organisation syndicale : revendication des améliorations immédiates de la condition ouvrière, puis aspiration à la gestion syndicale de la production et de la répartition (administration des choses, et non gouvernement des hommes) ; liberté politique extérieure du syndiqué ; séparation de l'action directe des syndicats et de celle que mènent, « en dehors et à côté », les partis et les sectes.

Même ceux qui accommodent à leur sauce la Charte d'Amiens (ils l'ont déjà fait et ils sont capables de recommencer) ne nous feront pas confondre l'unité, qui suppose autonomie et liberté, avec l'étouffement par le monstre bureaucratique, même s'il lui poussait tout à coup une petite tête à côté de la grosse. Ce n'est d'ailleurs pas parce que celle-ci est grosse qu'elle est pleine.

**Raymond GUILLORE.**

P.S. — Le camarade Aimé Pastre nous est connu comme un des promoteurs du M.S.U.D. Au cours de la seconde journée du Congrès de la C.G.T., il est intervenu pour exposer et soutenir les conditions de démocratie intérieure et de libre expression des tendances qui sont la charte du M.S.U.D. (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique).

Toute la presse souligne l'accueil tolérant, et même cordial, qu'on a fait à ce propos. Allons ! A défaut d'un « tournant » réel dans l'esprit syndical, il y a du moins un changement circonstanciel d'atmosphère !

Voici comment « L'Humanité », du 14 mai, rend compte de l'intervention de Pastre :

« Pastre, secrétaire national du Syndicat des Personnels pénitentiaires, dit les points sur lesquels portent ses désaccords avec le rapport d'orientation. Il s'agit notamment de l'intervention des syndicats dans la planification et des problèmes touchant à l'unité syndicale. Pastre dit que son syndicat ne votera pas le rapport. Cette abstention traduit, dit-il, notre accord sur la finalité du mouvement syndical et nos divergences sur les moyens pour y parvenir. »

C'est un peu sommaire, comme compte rendu. Nous espérons avoir plus et mieux pour notre prochain numéro. Une simple remarque : nous ne sommes pas tellement sûrs que Frachon soit d'accord avec Pastre sur « la finalité du mouvement syndical ». Et même, nous ne le voudrions pas. Car si nous nous en tenons à toute l'orientation de Frachon, et encore à ce qu'il a dit dans ce congrès, il semble bien que, pour Frachon, « la finalité du mouvement syndical », ce ne soit pas autre chose que la fin du syndicalisme !

# La réforme « gaulliste » de l'Enseignement

Je n'ai pas l'habitude de baptiser « gaulliste » tout ce que je condamne, mais si jamais ce qualificatif fut mérité, c'est bien à propos de ce projet de « Réforme de l'enseignement » présenté à l'opinion sous le titre de plan Fouchet.

Les principales caractéristiques des méthodes gouvernementales s'y retrouvent :

— Battage préalable par les indiscrétions calculées de quelques journalistes favorables ;

— Elaboration de textes en dehors de toute discussion avec les organisations syndicales intéressées ;

— Relance publicitaire, intervention radio-télévisée du ministre, hymne à la gloire et à l'efficacité du Pouvoir dès que fut arraché un vote favorable du Conseil National de l'Education Nationale.

Sur le fond, l'orientation gaulliste se retrouve de la même façon :

— Camoufler d'une phraséologie « de gauche » une politique parfaitement réactionnaire ;

— Parer de couleurs modernes la nostalgie de l'enseignement de grand-papa ;

— Présenter sous couleurs de réorganisation des mesures qui ne visent qu'à surmonter les difficultés actuelles sans frais et même si possible en faisant des économies.

Enfin, et c'est peut-être le seul point rassurant de cette prétendue réforme, faire beaucoup de tapage sur les intentions, mais ne réaliser que fort peu de chose.

Lorsqu'on laisse de côté un exposé des motifs, fort bien fait (où l'on ne parle que de démocratisation et d'autres nobles préoccupations) pour examiner les textes eux-mêmes, on constate que cette « réforme » ne change presque rien au système actuel.

— Aujourd'hui, les enfants sortant du cycle élémentaire entrent soit dans des établissements « secondaires » où ils choisissent entre section classique et section moderne, soit dans des C.E.G. ou les écoles primaires où ils reçoivent un enseignement général (presque toujours moderne) ou un enseignement pratique dans les classes de fin d'études.

Le projet Fouchet présente comme une révolution le fait de grouper ces sections dans des établissements dits collèges de premier cycle et coupés des écoles primaires.

Rien ne sera changé : les initiés savent qu'un enfant débutant dans une section pratique n'aura aucune chance de rejoindre l'enseignement long, que le choix entre ceux qui seront manœuvres et ceux qui pourront devenir médecins ou polytechniciens continuera à se faire à 10 ou 11 ans, mais

on pourra affirmer aux parents des milieux ouvriers que la démocratisation est faite puisque les enfants fréquentent la même école.

On peut dans ces conditions se demander pourquoi un tel tapage autour de si peu de chose.

En fait le gouvernement était dans l'obligation de faire face à certaines difficultés, à certains impératifs. Il espère par là amorcer plus que réaliser un ensemble de mesures qui lui permettrait de faire face à ces difficultés au moindre prix.

a) *La prolongation de la scolarité.*

Elle est inscrite dans la réalité économique, elle est même inscrite dans les textes, elle impliquait donc une régularisation des classes qui reçoivent les enfants de 11 à 16 ans. La classe dite de fin d'études devait disparaître.

L'articulation avec les lycées techniques (enseignement technique long) et avec les collèges d'enseignement technique (enseignement technique court) devait être précisée.

b) *Les nécessités industrielles et politiques de classe.*

Le développement industriel exige la formation en plus grand nombre de techniciens et de cadres. La pression démographique et les besoins de l'économie, l'insuffisance des moyens mis à la disposition de l'enseignement technique, tout concourait à diriger vers l'enseignement supérieur un grand nombre d'élèves. Malgré toutes les difficultés et tous les obstacles, sous une forme chaotique et désordonnée, une certaine démocratisation de l'enseignement était en train de se faire. Par masses importantes, les élèves issus des C.E.G., demandaient à poursuivre leurs études dans l'enseignement long et l'enseignement supérieur devait envisager de tripler au moins ses effectifs dans les années à venir.

Cette évolution risquait de compromettre sérieusement le monopole de fait que détient la bourgeoisie sur les postes de direction du pays.

Ici, la volonté des couches dirigeantes de conserver le contrôle de l'économie se heurte directement aux besoins de l'expansion.

Le pouvoir pense résoudre cette contradiction en développant un secteur « cadres d'exécution » qu'il réservera aux élèves d'un enseignement technique plus ou moins long et aux bénéficiaires d'une « promotion ouvrière » aussi contrôlée que possible mais en réservant soigneusement le secteur « cadres de conception » et « organisation » aux enfants de la bourgeoisie.

Sur ce point, le projet de réforme leur donne tout apaisement. Une ségrégation dès l'âge de 11 ans permettra de trier ceux qui passeront par le cycle pratique et deviendront ouvriers, ceux qui entreront en moderne puis dans le technique long et formeront l'armature technique de l'industrie, ceux qui après passage dans l'enseignement classique seront appelés à devenir les cadres réels du pays.

A cet âge, une orientation, même honnête, reflète le milieu social dans lequel se développe l'enfant beaucoup plus que ses aptitudes réelles. L'élève, aidé par sa famille, bénéficiant de bonnes conditions matérielles du travail prendra presque toujours le pas sur l'élève issu de famille modeste ; les ambitions de la famille feront le reste, la classe au pouvoir peuplera les « bonnes » sections et les fils d'ouvriers seront ouvriers comme leur père ou, s'ils sont très doués, atteindront peut-être une Ecole d'Arts et Métiers.

Quant aux fils de bourgeois par trop cancres, l'enseignement privé et les leçons particulières leur permettront tout de même d'atteindre le baccalauréat, l'enseignement supérieur et un métier qui ne soit pas « indigne » de leur origine.

c) *Les difficultés matérielles.*

Le gouvernement doit faire face à la demande de l'opinion publique. A chaque rentrée scolaire la presse souligne cruellement la carence des pouvoirs publics en matière d'Education Nationale : l'incroyable pagaille qui règne dans le second degré, le scandale que constitue le barrage à l'entrée dans l'enseignement technique, la pénurie de locaux et de maîtres.

Le projet Fouchet permettra de cacher d'un voile pudique ces « insuffisances ».

Le report des débuts de l'enseignement technique donnera au ministre un délai d'un an ou deux. La transformation de classes de 4e et 3e en classes de seconde doit, dans l'esprit du ministre, permettre d'assurer la prochaine rentrée dans le technique.

— Le développement des établissements de premier cycle permettra de faire assurer cet enseignement par des instituteurs ou des chargés d'enseignement (payés à l'indice 460), de réserver les certifiés( indice 550) au cycle terminal et de repousser les agrégés (indice 650) dans les propédeutiques.

Lorsque l'on sait qu'aujourd'hui une partie importante de l'enseignement du second degré emploie de la 6e aux classes terminales des certifiés et agrégés, on constate que le gouvernement peut espérer réaliser avec sa réforme de substantielles économies.

Un fait symbolique important illustre cette orientation.

Pour la première fois depuis la libération, le nombre de postes mis au concours à l'agrégation et au CAPES (Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement Secondaire) est moins élevé que celui de l'année précédente.

d) *Casser les syndicats universitaires.*

Ce projet peut avoir enfin un autre objectif, inavoué celui-là ; casser les structures syndicales en changeant les structures administratives.

Il est de fait que les structures scolaires sont inadaptées et devront être repensées. En annonçant sans préparation un tel bouleversement sans d'ailleurs le réaliser, le pouvoir espère sans doute briser le S.N.I., au niveau des C.E.G., et le S.N.E.S. au niveau de la classe de seconde.

Il se créerait sans doute un syndicat important de l'enseignement du premier cycle, mais ce dernier, extraordinairement disparate dans ses éléments, serait pour une longue période, absorbé par des tâches d'organisation.

Le gouvernement aurait ainsi contribué à neutraliser ces syndicats universitaires dont l'opposition au régime a toujours été affirmée.

e) *Sauver la face avec prudence.*

Malgré tout, le gouvernement n'imposera sa réforme qu'avec une grande prudence et de façon très progressive.

D'abord par souci de propagande. Il a besoin d'affirmer qu'il fait face aux problèmes, il convient de pouvoir le plus longtemps possible étaler des « projets » que l'on ne peut parer de couleurs séduisantes que dans la mesure où ils restent à l'état de projets, les réalisations risquent d'être beaucoup moins appréciées.

Ensuite parce que le pouvoir reste prudent, il veut pouvoir reculer sans perdre la face, au cas d'une véritable résistance des organisations syndicales. Il y a aussi une résistance à l'intérieur même de la bourgeoisie qui répugne à abandonner même de façon fictive le « Lycée de papa ».

Dans l'immédiat, une fois encore la montagne aura accouché d'une souris, mais cette simple amorce de « réforme » est lourde de dangers pour ceux qui souhaitent une véritable démocratisation.

Nous n'aurons donc en principe qu'une mise en place « expérimentale » de la Réforme.

**Paul RUFF.**

# FAUT-IL RÉCRIRE « GERMINAL » ?(1)

Zola avait déjà réuni une documentation considérable sur la mine et les mineurs lorsque éclata, le 21 février 1884, la grève d'Anzin. Cet incident le décida à visiter les lieux où il envisageait de situer l'action de son prochain roman en compagnie de son ami Giard qui avait attiré son attention sur l'intérêt social et romanesque de la mine. Le député radical de Valenciennes, au cours de la tournée qu'il entreprit dans sa circonscription à l'occasion de la grève, le présenta comme son secrétaire. De cette façon Zola, qui en outre était porteur d'une autorisation de la Compagnie des Mines d'Anzin de visiter au fond et en surface ses établissements, put interroger mineurs, ingénieurs et simples particuliers sans éveiller leur méfiance.

Pendant quelques jours, il parcourut le pays minier, assistant aux réunions du député Giard, bavardant avec les mineurs dans les estaminets. Finalement il descendit à la fosse Renard. Si l'on compare les notes prises par Zola lors de ce voyage avec les passages descriptifs de **Germinal**, on se rend compte que les impressions qu'il recueillit alors lui ont servi à imaginer le cadre et la couleur même de son roman. Tout y est déjà, les terrils de Montsou et les corons, les installations du Voreux, les usines voisines, la route pavée, la plaine et le canal (1).

Sans rêver de retrouver sur les lieux que visita Zola le paysage, le milieu social et humain de **Germinal**, nous avons voulu essayer de confronter la noire vision qu'il nous donne du pays minier et de la condition de ses habitants avec nos observations de voyageur sans passion.

Il nous faut noter d'abord que c'est à la fin de l'hiver, en pleine crise sociale, alors que le bassin d'Anzin était en effervescence que Zola s'y rendit il y a trois quarts de siècle, tandis que nous le vîmes baignant dans la quiétude un peu béate d'un été exceptionnellement beau, en pleine période de congés, alors que les mineurs s'apprêtaient à partir en vacances ou en revenaient.

### TERRILS MOINS NOIRS

A quelques kilomètres au-delà d'Arras les hautes taupinières coniques des terrils, noirs sur l'horizon, signalent, les premières, au voyageur venant de Paris l'approche du pays minier. Puis il aperçoit les chevalements des puits d'extraction et bientôt distingue leurs molettes. Terrils et silhouettes d'usines se multiplient et se succèdent dès lors jusqu'à l'arrivée. Qu'il vienne par la route ou par le chemin de fer, le voyageur ne manque pas de remarquer que les premières traces de la guerre 1914-1918 qu'il peut discerner, cimetières militaires, monuments commémoratifs de Vimy ou de Notre-Dame de Lorette apparaissent au sol au moment même où il pénètre dans le pays minier. Néanmoins, sous le soleil d'août, les agglomérations de maisons basses en briques rouges groupées en corons prennent un petit air pimpant. Les terrils semblent moins noirs, les cokeries, les centrales électriques, les lavеries où s'opère le tri et le calibrage des charbons ne déversent ni fumées ni poussières sur le calme paysage du Nord, qu'assainit aujourd'hui une jolie brise de mer.

Nous débarquons à Douai, dont la reconstruction moderne a quelque peu gâché le charme historique, et nous nous mettons aussitôt en route pour la fosse Renard où Zola descendit en 1884. Nous filons sur les pavés du nord au milieu d'agglomérations et de cités ouvrières dont le passant remarque d'abord la similitude. Il est difficile de distinguer la longue rue commerçante d'une localité, prolongée de cités ouvrières d'une autre. Sur la route de Marchiennes à Denain nous atteignons bientôt la fosse Renard. Désaffectée en 1948, ses bâtiments déserts ne ressemblent plus guère à ceux que vit l'auteur de **Germinal**. Les installations du jour, le chevalement, la recette avaient été reconstruits après la première guerre mondiale dans le style industriel de l'époque, qui faisait largement appel au ciment armé. Un vieil ouvrier en bleu de chauffe garde le carreau désert. Son visage aux traits épais donne une impression de lourdeur et de passivité qui nous fait songer au vieux Bonnemort, la première personne que rencontra Lantier en arrivant à Montsou. Tout près de la fosse s'alignent des corons dont la disposition rappelle celle de ceux de **Germinal**. Le coup d'œil rapide que nous jetons sur ces lieux nous remémore la visite des corons organisée par Mme Hennebeau, la femme du directeur de la mine, à l'intention d'amis parisiens. Nous aussi, sous le gai soleil d'août, alors qu'à quelques centaines de mètres nous apercevons des champs de blé fraîchement moissonnés et des prairies verdoyantes, nous serions tentés d'imaginer, comme le faisaient les belles dames de Paris, la vie des mineurs sous les couleurs riantes d'une existence à demi bucolique. A Renard, il ne reste plus que des vestiges. Ce n'est pas là que nous pourrons sentir la porte pulsation de la mine dont **Germinal** nous a fait si profondément vivre l'intensité. Il nous faut aller plus loin pour voir une fosse en pleine activité. Là, la poussière de charbon fait son apparition. Elle imprègne tout, hommes et bâtiments. Cela dit, à la lumière du jour, les installations d'une fosse n'ont pas, aux yeux d'un observateur détaché et peu lyrique, le caractère redoutable que leur prête Zola. Elles ressemblent à des bâtiments industriels comme il y en a tant dans les banlieues des grandes villes. Lorsqu'elles sont de construction récente, comme c'est aujourd'hui souvent le cas dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, ces installations en briques roses, entourées d'arbres et de pelouses n'ont rien de rébarbatif. Les vestiaires, dans les plus modernes des sièges, offrent au visiteur un coup d'œil saisissant. Dans une vaste halle les vêtements des mineurs, lourdes chaussures et casques compris, pendent au plafond. Silhouettes vides qui se balancent à vingt mètres du sol, défroques que viendront tout à l'heure remplir et animer les ouvriers maintenant au repos. Ainsi l'espace au sol est-il débarrassé des armoires individuelles qui l'encombraient auparavant et les risques de vol sont presque éliminés.

### UNE GARE DE TRIAGE

Dans la lampisterie, qui sert toujours également au contrôle des descentes et des remontées, on ne voit plus guère de lampes Davy brillant de l'éclat de leurs cuivres. Elles ont été remplacées par de petits phares électriques à deux allures, alimentés par un accu que les mineurs mettent à la recharge dès qu'ils remontent du fond.

La recette du jour ressemble à une sorte de gare de triage où circulent sans cesse, dans un tintamarre de tampons heurtés, les berlines qui remontent du fond pleines de charbon gras et

(1) V. Paul Van Tieghem, *Introduction à l'étude d'Emile Zola : Germinal*, Centre de Documentation Universitaire, Paris 1954, p. 15 à 38.

luisant d'humidité et celles qui y descendent vides. Leur ronde est orchestrée par le « pianiste » qui manœuvre les aiguillages. La machine d'extraction mue à l'électricité et non plus à la vapeur comme au temps de Zola, trône toujours un peu à l'écart dans une vaste salle silencieuse aux proportions de cathédrale. Un énorme volant entraîne le câble qui précipite les cages au fond du puits et les en ramène à la vitesse de dix-huit mètres à la seconde. Aujourd'hui le visiteur de ce sanctuaire serait tenté d'imaginer le Dieu caché dont on célèbre ici le culte, non plus sous les traits d'un capitaliste avide et jouisseur, mais plutôt sous ceux d'un technocrate impassible perdu dans un rêve, désincarné comme une épure. Le machiniste dans sa petite cabine de verre ne fait plus que suivre des yeux une aiguille sur un cadran. Il n'a pas à intervenir pour les départs et les arrivées des cages sauf en cas d'accident.

Bien que l'extraction de la houille soit essentiellement une industrie de main-d'œuvre, c'est-à-dire une industrie où environ quatre-vingts pour cent du prix de revient du produit livré à la clientèle représente les salaires et les charges sociales, nous n'avions guère vu d'ouvriers en visitant les seules installations de surface. Pour les rencontrer il nous fallut aller les surprendre sur le lieu même de leur travail, à près de cinq cents mètres sous terre. Pour descendre au fond le curieux doit se dépouiller entièrement de ses vêtements et revêtir la tenue de travail du mineur, la rude chemise de toile, la combinaison bleue, le béguin qui protège la chevelure de la poussière insinuante du charbon, le casque en matière plastique et, serré dans la ceinture de cuir, le petit accumulateur qui alimente la lampe fixée au chapeau. L'embarquement dans la cage grossière, souillée de charbon, revêt quelque solennité. Le silence se fait un instant dans la recette du jour en attendant le signal du départ vers le monde souterrain que les plus aguerris et les plus blasés redoutent toujours un peu. La descente commence, à petite allure. Les lampes allumées on ne remarque plus l'obscurité du puits. La conversation reprend bientôt, détendue, et c'est déjà l'accrochage. Nous débarquons dans un souterrain brillamment éclairé qu'on pourrait prendre pour une station de métro en construction.

Des trains de berlines y sont garés en attendant la remontée. Nous faisons quelques pas jusqu'au poste d'aiguillage de cette gare souterraine. Là, la galerie se divise en deux branches. Un petit train de wagonnets, tiré par un locotracteur à accus, nous attend. Nous embarquons et nous nous enfonçons dans l'intérieur de la mine. Les galeries sont solidement étayées avec des arceaux métalliques que relient de fortes tringles. La roche est ainsi solidement maintenue. Pourtant les terrains exercent de place en place de si fortes poussées qu'elles tordent et écrasent les étais. Plus nous nous éloignons de l'accrochage, plus la galerie se rétrécit. Bientôt nous devons abandonner notre train et progresser à pied. Rien d'effrayant ni même d'oppressant encore. De temps en temps, il faut baisser la tête, mais la circulation reste facile, l'air vif et frais. Soudain nous arrivons à l'extrémité de la galerie et nous voyons s'ouvrir à son flanc une étroite fissure que des bois posés en tous sens entr'ouvent à peine. C'est la taille. Nous nous y glissons en rampant, obligé d'enjamber le convoyeur mécanique à bande qui entraîne le charbon fraîchement abattu vers les points de chargement en berline. Une fine poussière flotte dans l'air. Les marteaux-piqueurs pneumatiques crépitent autour de nous avec de brèves pauses. Ici règne l'obscurité et la chaleur. Les hommes travaillent accroupis. Ils sont torse nu, et il est difficile de distinguer la couleur de leur peau et leurs traits sous le maquillage de charbon qui les recouvre. Nous nous défendons mal contre la hantise de l'étouffement, de l'écrasement lorsque nous sentons, du dos et des coudes les parois si rapprochées du toit et du mur qui nous enserrent. Malgré le boisage très dense, renforcé dès qu'on s'éloigne un peu du front de taille par de forts étançons métalliques à coulisse, de temps en temps des fragments de roche se détachent du toit et frappent notre casque. La taille représente un boyau d'environ un mètre de hauteur sur deux mètres cinquante à trois mètres de largeur où la circulation est fort difficile. Nous parcourons ainsi deux tailles, l'une de cent soixante mètres de longueur, l'autre de soixante mètres. Il y a un ouvrier à l'abatage tous les quatre mètres qui fait progresser son chantier d'environ deux mètres par jour. Au fur et à mesure de l'avancement, les ouvriers de l'équipe de nuit remblaient l'espace laissé vide dans la taille par l'abatage effectué par les deux équipes de jour.

### TRAVAIL A LA TACHE

Le mineur de fond d'aujourd'hui est payé à la tâche et non plus au marchandage comme dans **Germinal.** Son salaire est donc individuel et varie avec sa production. Mais les normes de rendement et le prix du mètre cube de charbon abattu restent fixés unilatéralement par les houillères ; ce qui explique que les mineurs se plaignent que leur employeur élève les normes et abaisse le prix du charbon au fur et à mesure qu'ils améliorent leur rendement. De plus, seuls les mineurs à l'abatage sont payés à la tâche. Tous les autres reçoivent un salaire fixe, selon leur catégorie. En règle générale, bien qu'ils vivent la vie du mineur avec ses dangers et son insalubrité, leur salaire ne dépasse guère celui d'un ouvrier de l'industrie d'une qualification analogue à la leur. Il plafonne aux alentours de cinquante mille francs.

Une heure de reptation dans les tailles nous a courbattu, moulu et maculé de la tête aux pieds. Nous reprenons avec plaisir le chemin de l'accrochage. Les galeries d'accès, de service et de roulage que nous empruntons à nouveau nous semblent plus vastes et mieux aérées encore qu'à l'aller. Noir de charbon nous débarquons bientôt au jour. Nous avons reçu le baptême de la mine, qui, si elle ne nous a pas livré tous ses secrets, s'est quand même dépouillée pour nous d'un peu de son mystère.

Le personnel d'un siège d'extraction reste aujourd'hui fortement hiérarchisé. On distingue très nettement les ingénieurs, la maîtrise, les employés, des ouvriers qui accomplissent les gros travaux. Cependant le passage d'une catégorie à l'autre demeure possible, ou plutôt est devenu possible, alors qu'il ne l'était sans doute pas lorsque Zola se documentait sur la mine. Les jeunes qui ont reçu une certaine instruction générale et sont passés par les centres de formation professionnelle ou les écoles techniques peuvent devenir assez rapidement porions, voire ingénieurs, s'ils se classent dans les tout premiers de leur promotion.

### BIENFAITS DE LA NATIONALISATION

Néanmoins, la nationalisation, en 1946, est loin d'avoir opéré une révolution sociale dans le bassin minier. Elle a tout au plus accéléré une évolution. Les ingénieurs et les cadres supérieurs des houillères avec qui nous avons pu nous en-

tretenir comptent parmi les plus chauds partisans des nationalisations que nous ayons rencontrés jusqu'alors. Leur témoignage met particulièrement en valeur l'œuvre économique et sociale de la IVe République. Pourtant, lorsqu'ils ne tarissent pas d'éloges sur les bienfaits de la nationalisation, ils s'expriment avant tout en techniciens. La nationalisation a permis, en effet, dans un laps de temps relativement court, d'opérer une concentration de l'exploitation, une modernisation de l'équipement, une compression du personnel dans des conditions qu'aucune entreprise privée, aucun cartel n'auraient pu réunir. L'exemple de la Belgique, dont les mines traversent actuellement une crise très grave, parce qu'elles sont restées livrées sans contrôle à l'initiative privée depuis la fin de la guerre et qu'elles ont été gérées par leurs propriétaires avec le seul souci de réaliser des profits immédiats, vient à l'appui de leur thèse. Alors que les mines belges sont acculées à la fermeture avec tous les problèmes sociaux que cela entraîne, les mines nationalisées de France ont pu procéder aux indispensables compressions de personnel sans licenciements et avec le minimum de déplacements. Les investissements nécessaires à la modernisation de l'équipement ont été financés par la nation. Quant à la situation personnelle des ingénieurs et des cadres supérieurs, elle n'est pas substantiellement différente, depuis la nationalisation, de ce qu'elle était au temps des compagnies minières. Naguère, et Zola l'a bien montré dans **Germinal**, l'ingénieur tranchait sur la foule misérable des ouvriers grossiers et incultes. Il était un chef et un « Monsieur », respecté, envié, admiré. Aujourd'hui l'autorité de l'ingénieur est moins absolue que jadis. Il doit compter avec les ouvriers et leurs délégués. On voit couramment maintenant un ingénieur appeler un ouvrier par son nom et lui serrer la main. Attitude impensable avant la deuxième guerre mondiale, à une époque où les ouvriers mineurs en train de faire « briquet », c'est-à-dire de casser la croûte, se levaient au passage d'un simple porion. L'ingénieur s'est rapproché de ses ouvriers sur le travail et, pendant les loisirs, il ne se distingue plus radicalement d'eux comme par le passé. Il est pris lui aussi dans l'engrenage des distractions de masse, il va au cinéma, il regarde la télévision et il se promène en auto. C'est à peine, nous assurait l'un d'eux, s'il peut se payer une Dauphine alors que l'ouvrier circule en deux chevaux Citroën. D'ailleurs, il y a peut-être plus de distance entre le grand directeur des houillères, entouré de son état-major, où les politiciens jouent un rôle plus important que les techniciens, et l'ingénieur de fosse, qu'entre ce dernier et l'ouvrier qui peine dans la taille, tant au point de vue salaire et statut social qu'au point de vue influence réelle sur la gestion de l'entreprise. Sartre notait naguère que les ingénieurs et les savants sont les seuls bourgeois qui soient rarement réactionnaires parce qu'ils vivent en contact permanent avec la réalité matérielle du travail, leurs fonctions ne les isolent pas totalement des choses, de la matière qui résiste, car elles ne consistent pas uniquement à diriger, à manier des hommes. Ceci semble particulièrement vrai des ingénieurs des mines, qui, outre leurs fonctions d'organisateurs du travail, contrôlent son exécution et en partagent les dangers.

### LES DANGERS DE LA PROFESSION

Autre avantage de la nationalisation, des progrès sensibles ont pu être réalisés depuis 1946 en matière de sécurité. Le délégué mineur, élu par ses camarades mais rétribué par le service des mines, qui veille à l'application des prescriptions de sécurité, a été l'un des agents les plus efficaces de ces progrès. Connaissant admirablement les conditions locales d'exploitation ainsi que le personnel ouvrier, les délégués mineurs peuvent détecter dangers et insuffisances de précautions dans un chantier mieux que quiconque. D'ailleurs, ils ne sont pas seuls à assurer la sécurité dans les tailles. Les houillères ont intérêt de leur côté à y veiller tant pour sauvegarder leur matériel et leurs investissements que pour maintenir, chose indispensable au bon rendement du personnel, le moral à un niveau élevé. L'effort de sécurité porte essentiellement aujourd'hui sur la prévention des maladies professionnelles, en particulier de la silicose. En effet l'emploi de moyens mécaniques d'extraction, marteaux-piqueurs pneumatiques, rabots, haveuses, convoyeurs a augmenté la diffusion des poussières dans la taille. Aussi pour éviter que les ouvriers ne respirent trop de ces dangereuses particules infinitésimales en suspension dans l'air qui causent la silicose, a-t-on imaginé toutes sortes de procédés d'arrosage, d'injection d'eau dans les veines qui évitent, lors de l'abatage que les poussières se répandent dans l'atmosphère. Tous ces procédés ne sont pas tout à fait au point. Parfois leur application se révèle difficile ; en outre des négligences se produisent et la pratique du salaire au rendement incite parfois les ouvriers à négliger de prendre certaines précautions afin de maintenir leur production, tout comme le faisait Maheu et son équipe dans **Germinal.** Pourtant on peut légitimement espérer limiter à brève échéance les progrès de la silicose.

La silicose, voilà le grand danger dont on nous a entretenu partout au cours de notre voyage, tant chez les ingénieurs que chez les ouvriers. Les catastrophes minières, coups de grisou, éboulements, rupture de câbles, qui tiennent tant de place dans les journaux et dans la littérature, frappent les imaginations. Pourtant elles sont souvent plus dramatiques, plus émouvantes que véritablement significatives. Les statisticiens nous assurent qu'il est moins dangereux de travailler à la mine que dans le bâtiment. Le public s'en persuade parfois difficilement, de même qu'il a peine à croire que les voyages en avion sont plus sûrs que les promenades dominicales en automobile. Pourtant les chiffres en font foi. Mais l'avion, comme la mine, tue un grand nombre de personnes à la fois lorsqu'il se produit une catastrophe et, à juste titre peut-être, on ne le leur pardonne pas, même s'ils ne frappent que rarement.

Peut-on dire que la nationalisation a changé la condition des ouvriers mineurs, leur a fait perdre ce sentiment qu'ils avaient d'être écrasés par les Compagnies qui régnaient sur eux grâce à leurs machines, à leurs bureaux, à leurs capitaux que contrôle un « dieu inconnu accroupi au fond de son tabernacle » parisien, comme l'écrit Zola dans **Germinal** ? En aucune façon. Le patron a changé de raison sociale, mais c'est toujours le patron qui se préoccupe avant tout de pousser au rendement avec un minimum de frais. Nos informateurs ouvriers qui, d'une façon très significative, parlaient toujours du patron pour désigner la direction de leur fosse ou de leur groupe, nous ont même assuré qu'à leur point de vue l'intensité du travail au fond devenait de plus en plus grande. La tension et la fatigue nerveuse qu'entraînent les nouvelles techniques d'abatage, le perfectionnement de l'outillage usent l'organisme plus rapidement qu'avant la guerre. Très peu de mineurs peuvent tenir le coup à l'abatage du charbon passée la trentaine. Or, et c'est là

l'un des drames du métier, le mineur voit sa situation se détériorer dès que ses forces déclinent à cause de l'âge, de la maladie, des blessures reçues au travail. Alors il doit renoncer à occuper les postes de première ligne, les seuls qui soient bien payés. A cinquante ans, après vingt ans de fond et trente ans de service, le mineur est mis à la retraite avec une maigre pension et un organisme souvent délabré.

Cela dit, il faut reconnaître que les avantages sociaux dont jouissent les mineurs sont bien supérieurs à ceux des ouvriers des autres corporations. Ils sont logés gratuitement par les houillères, qui leur fournissent en outre le charbon dont ils ont besoin pour l'usage domestique. De plus, le système particulier de sécurité sociale auquel ils sont affiliés leur assure en cas de maladie des soins entièrement gratuits. Mais le logement gratuit, dont ils peuvent également jouir pendant leur retraite, les lie étroitement à leur lieu de travail, à leur profession. S'ils sont aidés ainsi par les houillères, ils en sont aussi un peu les prisonniers, et ils forment avec leurs familles une sorte de réserve de main-d'œuvre captive obligée d'aller à la miner pour gagner sa vie.

**DANS LES SABLES DE L'ADMINISTRATION...**

Le patron de jadis était souvent brutal, cynique et autoritaire mais il tranchait du moins en dernier ressort toutes les affaires qui lui étaient soumises. Ses subordonnés, ingénieurs et cadres, appliquaient sans délai les décisions qu'il avait prises. Aujourd'hui, chaque fois qu'un conflit s'élève entre les ouvriers et la direction d'une fosse, même s'il porte sur une question de peu d'importance, on ne trouve jamais personne qui accepte de prendre une décision. Le directeur du siège renvoie au directeur du groupe, qui renvoie au directeur du bassin, qui renvoie à la direction générale à Paris qui elle, renvoie au ministère de tutelle. Arrivée là, l'affaire se perd dans les sables de l'administration ou bien, si elle revêt assez d'importance et si elle est suivie par des délégués du personnel suffisamment énergiques, elle aboutit sur le bureau du ministre. C'est dire que la nationalisation n'a pas donné à l'ouvrier le sentiment que la mine lui appartenait un peu, que sa voix et ses idées pourraient être entendues dans les sphères où se prennent les décisions qui engagent l'orientation et l'avenir de l'industrie toute entière. Bien au contraire il se sent peut-être plus radicalement coupé que jadis des milieux dirigeants.

Aujourd'hui, donc, le problème des rapports entre ouvriers et patrons ne se pose plus dans des termes analogues à ceux de **Germinal**. Pourtant le résultat, d'un point de vue ouvrier, n'est guère différent. Rouage essentiel, mais pratiquement muet, d'une énorme industrie internationale, industrie, de plus extrêmement sensible aux variations de la conjoncture économique, profondément affectée par le progrès technique, le mineur reste un prolétaire aliéné, utilisé par un vaste mécanisme qui tend à des fins profondément étrangères à son épanouissement personnel. C'est ainsi, par exemple, que la concurrence des combustibles liquides et gazeux a déjà diminué l'importance des charbons dans l'industrie. Demain, ils ne seront peut-être presque plus utilisés pour le chauffage domestique. Qu'y peuvent les mineurs ? Pas grand'chose à eux seuls. Il leur faut espérer que la nation qui a bénéficié de leur travail, pourvoira à leur reclassement et acceptera, à l'avenir, de servir les pensions gagnées par les vieux ouvriers si le nombre des mineurs en activité diminue dans de telles proportions qu'ils ne pourraient plus alimenter par leurs seules cotisations leurs caisses de secours et de retraite.

**RECRIRE « GERMINAL » ?...**

Dans certaines publications officielles des Charbonnages de France, on suggère ouvertement qu'il serait grand temps de récrire **Germinal.** Ce roman, qui demeure le meilleur et le plus pathétique des ouvrages populaires qui aient été publiés sur la vie des mineurs, avec son imagerie aux traits appuyés et ses épisodes dramatiques, aurait beaucoup vieilli. Il aurait contribué à donner au grand public une certaine idée du « pays noir », de tous ceux qui y peinent et y vivent, qui serait aussi fausse que démodée ! Certes les conditions physiques du travail du mineur sont différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a un siècle. Cependant l'organisme humain en pâtit peut-être aussi durement que jadis. L'une des conséquences les plus visibles de cet état de chose c'est que si le mineur confirmé, né au pays, abandonne rarement son métier, par contre il ambitionne pour ses enfants une tout autre carrière. C'est si vrai que les Houillères de France depuis 1918 vivent en grande partie grâce à l'apport d'une main-d'œuvre étrangère. Après la première guerre mondiale soixante-dix mille mineurs venus de Pologne, dont beaucoup ont fait souche, assurèrent la relève. Depuis 1946, les Italiens, les Algériens, les Marocains et les Espagnols ont fourni l'appoint nécessaire.

La pénurie relative de main-d'œuvre dont souffrent les charbonnages justifie sans doute l'ampleur de la politique sociale dans laquelle ils se sont lancés. Elle explique également l'importance des « relations humaines », l'importance que revêtent à la mine les rapports personnels entre chefs et subordonnés. L'ingénieur, en effet, passe beaucoup plus de temps à débrouiller des questions de salaires, de primes, d'horaire de travail, de formation des équipes, de logement, etc..., qu'à résoudre les problèmes techniques que pose la production. Interchangeable et anonyme en apparence, le mineur est un individualiste qui garde pourtant le sens collectif de la solidarité. Mais celui-ci ne se manifeste dans toute sa pureté que dans les périodes de crise, ou à l'occasion de quelque catastrophe. Dans les moments plus calmes, les petites ambitions personnelles prennent le pas sur la considération des grands intérêts collectifs. Sait-on qu'aujourd'hui trente pour cent seulement des mineurs sont syndiqués dans les trois centrales et que leurs revendications ne dépassent guère le niveau des querelles de classification et de rajustement de salaires, alors que les comités d'entreprises, tombés en demi-sommeil, ont vu leur compétence limitée aux questions de colonies de vacances et d'œuvres sociales ? Ni Rasseneur, ni Pluchart, ni Souvarine, ni Lantier n'auraient à changer leur attitude ou leurs convictions s'ils revenaient aujourd'hui à Montsou. Ils auraient encore fort à faire pour éveiller la conscience politique des ouvriers et les organiser (2). La faiblesse du mouvement syndical dans les mines provient sans doute en partie du fait que les militants sont soumis à bien des pressions, exposés à bien des tentations. Eléments d'élite d'une population ouvrière qui compte un fort pourcentage d'étrangers, ils n'ont pas de peine à « monter », à recevoir de l'avancement s'ils le désirent. Sans être aussi noirs qu'un Chaval, beaucoup d'entre eux n'ont pas une foi

(2) Cette étude a été écrite avant la dernière grève. Son auteur exprime sur les syndicats des mineurs une opinion quelque peu désabusée. Les événements ont sans doute rétabli sa confiance. Les syndicats se sont révélés plus efficaces qu'il ne le pensait. Et les mineurs nous ont prouvé que Germinal revient toujours... même après Brumaire. — N.D.L.R.

et un dévouement suffisants pour pratiquer sans faiblesse le « refus de parvenir ». Devenus porions ou cadres, ils sont perdus pour le mouvement ouvrier. En outre, il ne semble pas qu'il se soit révélé dans les nouvelles générations des éléments assez cultivés, assez désintéressés, assez nombreux, pour savoir formuler et faire entendre, face à celle du gouvernement et des technocrates, une politique du charbon d'inspiration purement ouvrière, où le souci de l'homme et de la justice saurait s'allier à celui d'une parfaite organisation technique et à une rentabilité élevée. Demander le retour à la semaine de quarante heures en cinq jours de travail et faire de cette revendication l'extrême pointe du programme d'action ouvrière nous semble révéler un singulier manque d'imagination et de perspective. Comme nous l'écrivait naguère Pierre Monatte, l'ancien directeur de la *Vie Ouvrière*, nous sommes décidément en période de basses-eaux.

Sur une étroite bande de terre de cent vingt kilomètres de longueur, qui s'étend de la frontière belge au Pas-de-Calais, cent cinquante mille ouvriers travaillent à la mine, autour de la mine ou pour la mine. Ils font vivre, directement ou indirectement, plus d'un million de personnes. Tout ce monde est soumis à ce rythme particulier de l'existence qu'impose le travail en trois postes du matin, de l'après-midi et de la unit. Jamais l'activité ne s'interrompt complètement dans le bassin houiller. Le prodigieux pullulement d'humanité qu'on y rencontre crée une ambiance particulière au pays noir. Le travail incessant de la mine en forme la toile de fond, la substance en est fournie par les qualités profondément humaines des mineurs dont la chaude cordialité semble vouloir combattre la rigueur impersonnelle de l'organisation industrielle à laquelle ils sont soumis. Que de rêves et d'espoirs fermentent sourdement dans ces agglomérations prolétariennes ! Quelles révolutions inconnues s'y préparent peut-être !

Si on le compare à la réalité contemporaine de la vie de la mine et des mineurs, **Germinal,** en dépit de sa grande valeur artistique et de ses qualités documentaires, demeure bien un roman bourgeois, écrit par un bourgeois, d'un point de vue et dans un esprit essentiellement bourgeois. Zola ne met jamais en doute l'efficacité du système capitaliste alors qu'il donne toujours des couleurs d'utopie aux doctrines révolutionnaires des militants ouvriers. Il identifie presque toujours révolution avec catastrophe, triomphe des barbares voire avec apocalypse. Et le départ de Lantier pour Paris où il va se lancer dans la politique suggère la renaissance inévitable de nouvelles hiérarchies, de nouvelles injustices. Aussi, serait-il bon de récrire aujourd'hui **Germinal** du point de vue de l'ouvrier mineur saisi dans l'engrenage d'une société industrielle de plus en plus bureaucratisée et mécanisée. Car, moins brutalement qu'autrefois, mais avec une plus subtile et dangereuse efficacité, elle modèle le travailleur dans ses mœurs, ses aspirations et jusqu'au fond de ses pensées que l'esprit de révolte ne vient plus guère féconder. Moins durement **exploité** que jadis, le mineur plus savamment « manipulé » demeure profondément « aliéné » et c'est son drame.

Pierre AUBERY.

---

# Parmi nos LETTRES

## Paternalisme et développement

D'Augustin SOUCHY, ces lignes adressées à Louzon :

*Je viens de lire, dans le numéro 481 de la « Révolution Prolétarienne » du mois de mars 1963, ton article « Paternalisme et Développement », et je suis très content d'y retrouver les mêmes idées que je suis en train de propager ici en Allemagne dans mes conférences depuis deux ans. C'est justement l'exemple du Japon et des pays d'Amérique Latine que j'ai cité, toujours pour faire comprendre que l'aide pour les pays sous-développés sert, dans la plupart des cas, pour augmenter la corruption, et que le proverbe espagnol « Ayudate y Dios te ayudera » peut s'appliquer surtout dans les pays d'Amérique Latine où j'ai vécu pendant de longues années.*

## Sur la grève des mineurs

De DUVAL (de Paris) :

*Chaque mois, quand je reçois votre revue, c'est un ami que je revois, et qui m'aide à ne pas désespérer de cette évolution qui, hélas ! se fait bien lentement.*

*Cependant, une chose que je ne comprends pas. Les mineurs gagnaient en 1939 entre 1.000 et 1.200 francs par mois. Puisqu'il faut multiplier par 100, normalement, ça devrait faire au moins 100.000 francs anciens ou 1.000 F, puisque le coût de la vie a pris ces proportions-là. Alors, quand je vois le résultat de la grève : 6 % d'abord et 5 % en trois fois jusqu'à la fin de l'année, et sur un salaire de 700 F, je ne considère pas ça comme une victoire.*

*Je ne comprends pas non plus le fait que les délégués des trois syndicats aient signé des accords sans une réunion générale des grévistes.*

*Enfin, pourquoi ne pas avoir demandé la retraite à 55 ans pour les mineurs, puisqu'il est reconnu que la mortalité est énorme !...*

*Je crois que c'est comme en 1936 : il faut savoir terminer une grève...*

---

## Notre souscription pour les mineurs

*Dans notre numéro de mars, nous faisions appel au versement d'une journée de travail pour les mineurs en grève. Nous demandions à chaque camarade de faire ce versement à son organisation syndicale, ou bien à notre compte courant postal. Bien que notre appel ait paru tardivement et alors que la plupart de nos amis avaient déjà contribué aux souscriptions syndicales, nous avons reçu les versements suivants.*

*Ils sont, ensemble, un des témoignages de la solidarité ouvrière qui s'est manifestée autour de la grève des mineurs, en même temps qu'ils révèlent la confiance que beaucoup de militants gardent en notre vieille revue syndicaliste.*

René Autuche (Alpes-Maritimes), 30; Alfred Bardin (Seine), 50 ; Félix Bide (Loire-Atlantique), 115 (représentant la journée de travail de trois ouvriers) ; Charles Bonnafy (Paris), 20; Antoine Borie (Gironde), 30; Jacques Bouye Seine), 50; Germaine et Robert Buren (Côte-d'Or), 50; Georgette Cattanès (S.-et-Oise), 100; Suzanne et Gaston Chasson (Ardèche), 50; Pierre Colonna (Var), 9; H. Delaporte (Paris), 20; Claude Desobry (Paris), 30; Dionnet, 30; P. Divet (Ille-et-Vilaine), 10; Gustave Duyck (Paris), 20; Guillaume Geslin (Seine), 20; J.-M. Geslin, 10; Paul Giron (Lot), 40; Félix Guyard (Seine-et-Marne), 30 ; Roger Lapeyre (Seine-et-Oise), 30 ; Dr Jean Lefèvre (Vienne), 30 ; Jean Loriot (Côte-d'Or), 50 ; Dr Louis Malliet (Jura), 100; Jules Marie (Seine-et-Oise) 20; Guillaume Mons (Seine-et-Oise), 50; Pagès, 20; R. et J. Paupy-Martinet, 100; Camille Philippon (Cher), 50 ; Gabriel Pons (Ain), 20; Paul Sirieix (Rhône), 30; L. Taragnat (Seine), 10; Teilhac (Gironde), 50; Union des syndicalistes, 111; Vega (Haute-Marne), 20; Joseph Volovitch (Paris), 15; Gilbert Walusinski (Seine-et-Oise), 50. — Total : 1.470 fr. (dont 479 en mars et 991 en avril).

*Cette somme a été transmise au camarade Emile Menu (Pas-de-Calais).*

# De l'unité d'action à l'unité totale

## CE N'ETAIT PAS LA PEINE... DE CHANGER DE GOUVERNEMENT

A l'incohérence, à l'incapacité des gouvernements de la IVe République, on allait opposer le pouvoir fort, compétent qui impose les solutions conformes à l'intérêt général.

Jamais gouvernement n'avait bénéficié d'autant qu'on ne l'avait supposé, ils affirment que le développement de l'économie et une plus juste répartition des revenus. Il pouvait donc faire comme il l'avait promis, de l'année 1963, une année sociale, c'est-à-dire une année particulièrement favorable aux classes des derniers échelons de la hiérarchie sociale.

Mais pour bien répartir, il faut autant que possible continuer à assurer une quantité croissante de produits et de services, c'est-à-dire développer l'expansion et, ensuite, bien connaître les défauts des injustes répartitions du passé pour les rectifier.

Or, quoi qu'en dise Charles le Grand, on assiste à un ralentissement de la production et le gouvernement ne s'aperçoit des tares des méthodes de répartition que lorsque les victimes de ces méthodes l'y obligent. Les mécontents sont alors considérés comme des intrus, des révoltés qu'il convient de plier aux volontés de « son gouvernement ». On les réquisitionne donc. Décision hâtive, car l'injustice est tellement flagrante que l'ensemble du pays, des cadres aux classes moyennes, des élus des conseils généraux, U.N.R. y compris, aux évêques, se solidarise avec les révoltés. Mais nos hommes forts ne pouvant reconnaître leurs erreurs, font appel à des « sages » Or, ceux-ci, non contents de proclamer que le retard des révoltés, les mineurs, est plus important qu'on ne l'avait supposé, ils affirment que le personnel des services publics et semi-publics est aussi en droit de réclamer un rattrapage, introduisant ainsi un élément nouveau dans le problème des rémunérations : l'indexation des salaires publics sur les salaires privés.

Le pouvoir continue cependant à refuser de traiter avec les révoltés, il ne veut reconnaître ses erreurs et les rectifier en tenant compte de l'avis des techniciens qu'il a lui-même choisis. La lutte continue, mais, finalement, il traite avec les révoltés, et il assure une rectification jugée insoutenable six semaines avant.

Le gouvernement de fer de Charles le Grand se trouve discrédité, vaincu. Mais il restera. Personne n'a encore trouvé un successeur inspirant la confiance à l'ensemble de la population.

## LA VRAIE RAISON DU SUCCES DES MINEURS

Et pourquoi cette victoire des mineurs ? Parce que les révoltés ont formé un bloc compact sur des positions solides, justifiées et non orientées au profit d'une idéologie d'un parti.

Les organisations syndicales n'ont en vue que l'intérêt des mineurs, aucune n'a vraiment cherché à tirer les draps à elle.

L'union dans l'indépendance du mouvement, pour la seule défense des intérêts ouvriers, voilà la condition nécessaire du succès. Condition nécessaire pour l'unité dans des actions bien déterminées, condition nécessaire aussi pour l'unité organique dont on parle déjà beaucoup.

Nous nous arrêtons sur ce point parce que de jeunes militants nous ont amené à le faire.

— Les jeunes veulent l'unité ! Et l'unité est possible. Vous avez vu les mineurs en grève.

— Eh oui, l'unité est possible. Mais il faut simplement avoir l'assurance que la condition nécessaire pour s'unir soit réalisée. A dix ans d'intervalle, nous avons vu deux fois l'unité se réaliser, et deux fois elle a été compromise dès le début ; deux fois, elle a été rompue, et les deux fois pour la même raison : une fraction du mouvement n'a pas voulu respecter l'indépendance promise, elle a voulu profiter de l'union pour se débarrasser des camarades qui avaient des opinions différentes et qui s'opposaient à sa conquête méthodique des directions syndicales, pour placer le mouvement au service du parti dont elle appliquait servilement les directives, et, par le parti, utiliser ce mouvement pour appuyer la politique du plus sinistre oppresseur des travailleurs que le monde ait connu.

— D'accord, mais le sinistre oppresseur n'est plus et le parti a renoncé au sectarisme, au fanatisme d'avant 1958. On peut s'entendre, maintenant, avec ses représentants, travailler avec eux.

— Il y a apparemment quelque chose de changé dans le camp communiste et, en URSS, une orientation nouvelle s'est dessinée qui peut aboutir à une ambiance de paix et de tolérance. Mais le régime russe reste un régime totalitaire avec tout ce que ça comporte de limitations des libertés et d'assujettissement de l'homme aux chefs d'Etat détenteurs de la vérité léniniste. Et le parti communiste français est intégré dans ce système totalitaire, épousant ses changements d'orientation, ses déviations. Nous avons donc des raisons de rester quelque peu méfiants. Ce n'est pas la première fois qu'on nous tend les bras, mais nous ressentons encore trop la douleur des dernières embrassades pour dissiper toute crainte.

Pour nous, les intérêts du prolétariat ne peuvent se confondre avec ceux d'un Etat, quel qu'il soit et, tant qu'un Etat se présentera comme le seul artisan de l'émancipation des travailleurs, nous aurons des raisons de rester sur nos gardes avant de signer un pacte d'union définitive. Le totalitarisme n'est pas compatible avec l'indépendance nécessaire d'un mouvement qui englobe des travailleurs de toutes les tendances décidés à déterminer eux-mêmes leurs moyens d'action et les fins de leur action.

— Alors, pas d'unité possible ?

— Si, mais une unité d'hommes libres pour défendre toutes les libertés, et dans tous les pays. C'est une unité possible ; la seule possible et durable.

Les unités d'action peuvent se réaliser avec n'importe quel groupement de travailleurs ; une union totale, définitive, exige une entente préalable sur des bases assurant dans la liberté et en dehors de toute ingérence extérieure, non seulement la gestion de l'organisation, mais la libre détermination des moyens d'action, de la pensée et des buts de cette organisation qu'on veut représentative de tous les exploités et de tous les opprimés.

Il faut être franc. L'unité totale du mouvement syndical implique la condamnation préalable du totalitarisme, quel qu'il soit, de ses méthodes de propagande et d'asservissement de l'homme et de sa pensée.

## A VOUS LES JEUNES DE PRENDRE LA TETE DU MOUVEMENT D'EMANCIPATION

Vous voulez l'unité, les jeunes. Vous êtes sincères. Et vous avez raison. Vous, qui n'avez pas

été mêlés aux luttes de tendance d'hier, qui ne voyez que le mouvement dans l'union pour briser tout ce qui se dresse contre la réalisation de vos aspirations généreuses d'émancipation, prenez la tête d'un grand mouvement libre, à but bien déterminé et non lié aux forces du passé qui n'ont pas su réaliser l'union des travailleurs ; un mouvement généreux, enthousiaste qui place au-dessus de tout les intérêts généraux des travailleurs qui veulent se libérer de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Au fond, il n'est même pas nécessaire de créer de nouvelles organisations. Le mouvement syndical réunit toutes les conditions pour le libre développement d'un tel courant. Si vous voulez lutter et créer dans la liberté et le respect de l'homme et de ses pensées, votre but se confond avec celui du mouvement syndical, but dont il s'est malheureusement écarté avec l'intervention de forces extérieures. Vous, vous pouvez imposer cette ambiance d'union pour la lutte et écarter les diviseurs. Vous pouvez engendrer un dynamisme qui rendra inefficace, voire impossibles les interventions partisanes. Et nous suivrons dans une telle voie.

**Et pourquoi ne pas reprendre la phrase célèbre de l'Internationale comme point de ralliement ?** « L'Emancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

— Elle est bien vieille !

— Oui, mais elle reste jeune par cet appel à l'effort propre, à la conscience propre qu'elle contient. Comptons sur nous, voyons clair, agissons nous-mêmes, apportons nos propres solutions aux problèmes posés... Alors, c'est vieux, ça ? Tout le contraire, de la sénilité. Ça détourne des forces extérieures qui vous offrent des recettes toutes préparées pour réaliser votre bonheur, mais qui vous considèrent seulement comme une force de manœuvre pour se hisser au pouvoir. C'est un appel à l'action directe, indépendante, contre tout renoncement. C'est cette méthode qui a réussi aux mineurs et qui peut constituer le point de départ d'une unité durable.

**U. THEVENON.**

# LA VOIX DES SYNDICALISTES DE LA LOIRE

## GERMINAL 1963 A SAINT-ETIENNE

Les Bourses du Travail de la Loire et singulièrement celle de Saint-Etienne ont polarisé pendant quatre semaines la vie du département sous le signe de la grève des mineurs, et cette atmosphère règne encore sur la ville noire (1). La façade de « l'Hôtel de Ville des ouvriers », pavoisée de grappes de drapeaux tricolores et d'immenses bannières rouges porte toujours en exergue, sur un grand panneau blanc, la tête du mineur casqué qui est devenue le symbole de la lutte des travailleurs du sous-sol. Ce ne sont pas seulement les autres corporations engageant leurs grèves tournantes, leurs actions revendicatives menées avec succès dans les métaux, ou divers secteurs de l'industrie privée, dans le sillage du « grand combat » qui ont contribué ainsi à faire pendant un mois, de la Bourse du Travail, une sorte de Préfecture sociale du département, mais aussi les perpétuelles allées et venues des délégations et des individualités qui ont assuré le courant continu d'une exceptionnelle solidarité des commerçants, des églises, des écoles, des associations de parents d'élèves, des spectacles et des manifestations sportives. Les panneaux de communiqué dans le hall, les séries d'affiches sur les murs depuis la première, jaune sur fond rouge : « Solidarité aux mineurs », jusqu'aux toutes dernières présentant sous le titre : « Les mensonges du gouvernement gaulliste », des photos de fiche de paie de 54.000 francs anciens mensuels pour les plus fortes catégories ont été les bases permanentes d'information d'une opinion publique presque unanimement favorable. Les grands quotidiens ont fourni régulièrement des pages entières aux photos et communiqués. Les cars de transports se sont alignés devant la Bourse pour l'exode des enfants organisé par la Fédération des Œuvres laïques, les quêteurs casqués ont sillonné toutes les localités des départements limitrophes, les campagnes et les quartiers où des comités ont été partout constitués. Des voitures ornées de drapeaux et d'affiches ont parcouru, les samedis et dimanches les quartiers du centre, et c'était parfois celles de la presse locale munies de leurs haut-parleurs faisant la course avec celles de la préfecture à leur recherche dans le dédale des rues stéphanoises pour leur signifier l'interdiction de l'utilisation de ce dispositif publicitaire. Les défilés monstres — les conférences de presse — les réunions d'informations intercorporatives ou consacrées aux seuls grévistes se sont succédé à un rythme ininterrompu, toujours à salles combles, toujours dans des salles trop petites, sans que se soit manifesté jamais le moindre signe de lassitude, de doute ou d'incompréhension.

Et dans cette extraordinaire atmosphère de combativité ouvrière, dont il faudrait des pages entières pour montrer tous les aspects, pas un incident, pas une difficulté, des piquets de grève symboliques à peu près inutiles et une sorte de stupeur admirative de toute la population devant cette formidable machine humaine tournant avec une parfaite régularité dans ses réalisations quotidiennes, même les plus improvisées. Il suffisait qu'on demandât par exemple des accompagnateurs enseignants et syndicalistes, des monitrices pour aller vivre avec les enfants réclamés par les colonies de vacances des départements voisins, par voie de presse un matin, en trois lignes, pour avoir trente volontaires le lendemain et assurer en deux jours l'encadrement et le départ de huit cents enfants dans l'Ain, le Puy-de-Dôme, l'Isère, le Rhône.

Quand a été lancé l'objectif inusité et impensable des cent millions pour la solidarité à recueillir en quinze jours, cela a paru une gageure quelque peu hasardée.

Mais la progression franchissant par bonds successifs des palliers discordants devait stupéfier beaucoup plus encore que le but fixé :

3 millions le 10 mars.
42 millions le 22 mars.
80 millions le 26 mars.
90 millions le 27 mars.
100 millions largement dépassés le 28.

Et la solidarité continue avec des listes quotidiennes de 2, 3, 4 millions. On a pu enregistrer des versements individuels de 9 à 10.000 francs et plus, des versements d'organisations de 6 millions 500.000 francs comme celui de la section de la Loire du Syndicat National des Instituteurs — d'importants versements de petits retraités, de petites organisations à faible trésorerie comme le P.U.M.S.U.D., d'organisations déjà polarisées sur d'autres solidarités permanentes comme S.I.A. (Solidarité Internationale Antifasciste).

Des efforts sans précédents comme celui du département du Rhône avec ses trente millions at-

(1) Cet article a été écrit le 6 avril 1963.

teignant près du quart du total de la souscription actuelle. Des photographies souvenirs inoubliables comme celle de cette équipe de collecteurs revenant de Lyon un samedi soir avec un énorme ballot de 500 kg de pièces de monnaie.

On pourrait multiplier ces images qui maintenant reviennent toutes à la fois comme celles d'un film trop chargé, mal décantées après coup. A l'heure où nous écrivons et où la grève se termine, la première impression est sans doute comme ailleurs, que le résultat obtenu par cette mobilisation ouvrière et humaine sans précédent qui a commencé en brûlant tranquillement, comme la bulle du pape dont on ne craint plus les foudres, un ordre de réquisition, n'est pas à la mesure de l'effort accompli.

Les spécialistes nous diront certes les progressions enregistrées dans la dernière semaine de pourparlers, du 5,77 % au 6,50 % au départ pour aboutir au 12,5 % au 1er avril 1964 en passant par le 8 % au 1er octobre 1963. Ils nous diront les quatre semaines obtenues pour 1963 sans préjudice des congés d'ancienneté, les rendez-vous supplémentaires précis, les questions d'avenir précisées pour la corporation minière, le plan de demande accrue pour les Charbonnages de la Loire au point que ce sera peut-être demain le manque de main-d'œuvre minière qui sera un problème.

Ils nous diront tout cela comme nous l'a dit notre ami Raberin de (Force-Ouvrière) comme le disent Chantre (de la C.G.T.) ou Rechatin (de la C.F.T.C.) sous des formes différentes. N'empêche qu'en maintenant l'étalement des 8 % et en exaspérant par sa radio le mécontentement qui s'en est suivi, le pouvoir a fait preuve de psychologie et a su provoquer le choc pour donner une impression de demi-échec.

Mais ce n'est pas cela qui importe le plus. Le désenchantement latent c'est l'impression d'avoir donné un grand coup qui a ébranlé le mur gouvernemental sans l'abattre. On regrette de n'avoir pas porté un tel effort dès les 1er et 2 février où la situation charbonnière multipliiait l'efficacité. Mais on se demande si la portée dans l'opinion publique eût été la même. On se rend compte de l'énorme potentiel de lutte, d'organisation et de capacité sociale du syndicalisme, où une minorité organisée concentre cependant la vitalité d'une corporation tout entière et l'on s'irrite de voir l'adversaire se dérober devant cette force. On comprend que les ralliements de couches sociales traditionnellement conservatrices et réactionnaires sont en partie tactiques mais en partie révélateurs d'une profonde évolution mais on l'analyse mal et on se rend compte que les organisations responsables n'ont pas de politique syndicale précise devant ces faits nouveaux. On a la nostalgie de la grève générale évitée, mais on n'est pas sûr qu'elle eût été possible dans les départements sans bassins miniers. On se demande alors à la fois pourquoi dans les départements de charbon au moins elle n'a pas été lancée, mais on n'est pas sûr que l'intensification quotidienne de la solidarité n'a pas été autant ou plus démonstrative. Un meeting unitaire des quatre partis politiques P.C., S.F.I.O., P.S.U., Parti Radical, qui a expliqué pourquoi la grève était politique sans avoir été et sans devoir être politisée, a réuni un auditoire important mais peu convaincu par des perspectives aussi contradictoires que le Front socialiste avec Conseils ouvriers d'une part et l'Union des démocrates de toute obédience, d'autre part.

Après la bataille, quelles seront les réactions de De Gaulle ? Il y a de fortes chances pour qu'il fasse payer aux syndicats leur « incartade », en relançant ses projets de Sénat Economique, question qui embarrasserait les Confédérations et pour le moins fissurerait l'unanimité d'action née de la grève des mineurs. On se demande aussi si les monceaux de louanges qui croulent sur la capacité syndicale ouvrière, ne cachent pas de nouveaux pièges. On voudrait conserver cette remarquable machine de guerre, ou plutôt cette entreprise de construction d'une unité d'action intersyndicale C.G.T., C.F.T.C., C.G.T.F.O., F.E.N. que rien n'a ébranlée pendant quatre semaines, mais on se demande par quels moyens, avec quel aliment, avec quel moteur elle peut continuer et surtout ne pas se déformer sous la pression du politique

Nous ne dirons pas que tout cela est clairement exprimé dans toutes les conversations des militants syndicalistes mineurs ou autres dans les Bourses du Travail de la Loire, mais que tous ces problèmes sont latents dans toutes les conversations. C'est de cette atmosphère que procède la rentrée raisonnée mais sans enthousiasme des mineurs de la Loire. C'est une bataille bien terminée, mais il semble qu'il y avait presque une guerre à gagner, après un aussi sensationnel départ en campagne. L'impression de frustration vient aussi de ce qu'on se sent un peu tout à coup replongé dans une espèce de grisaille quotidienne comme ces soldats sans armes qui s'étaient préparés pour un autre combat. Par contre, s'il y a une défaite qu'il ne faut pas laisser dissimuler, c'est celle d'un pouvoir qui, après ses reculades successives et ses mensonges dissimulés, fourre son ordre de réquisition dans sa poche en proclamant avec ses plus engageants sourires qu'il n'y a ni vainqueurs ni vaincus.

**Le Noyau R.P. de la Loire.**

## OPINION PUBLIQUE ET GRÈVES

De tous temps l'opinion publique a constitué un facteur important de succès dans les batailles corporatives ou sociales.

Mais le cercle des soutiens moraux et matériels des grévistes était restreint. Il ne dépassait guère, à côté des prolétaires, les petits ou moyens fonctionnaires, une fraction d'intellectuels. Les traditionalistes et tous ceux qui, de loin ou de près, profitent de la plus-value réalisée aux dépens des prolétaires ou ont intérêt à ménager les collecteurs de plus-value, étaient contre la grève, du paysan au technocrate, du prêtre de village à l'évêque...

Aujourd'hui, du moins avec les mineurs — car les conditions de travail d'au moins une partie d'entre eux, ceux du fond, frappent au moins les sentimentaux de toute origine — les frontières de classe s'estompent. Les ingénieurs se solidarisent avec leurs subordonnés, les exécutants du bas de l'échelle ; l'évêque tout comme le doyen de la faculté prennent position pour les mineurs, dans les comités de solidarité toutes les classes sociales sont représentées, y figurent même les représentants du parti qui a le pouvoir et a poussé les mineurs à la grève ; au conseil général, l'unanimité se fait, représentant direct du gouvernement y compris, pour faire un versement en faveur des grévistes. On quête à la porte des églises comme à celle de la Bourse du Travail.

Aspect nouveau et définitif (pour la période actuelle, s'entend) de la lutte ouvrière ? Pour aujourd'hui. nous soulignons seulement le fait.

## GRÈVES LICITES ET GRÈVES ABUSIVES

Le patronat n'est pas content. Les arrêts surprises le gênent... et ni le lock-out, ni les licenciements ne parviennent à empêcher cette nouvelle méthode d'action. Il veut bien ne pas contester la licéité de la grève, mais il conteste celle des débrayages.

Jusqu'à ce jour de nombreux tribunaux avaient estimé que le travail au ralenti, la grève surprise étaient illicites parce que « désorganiser la production n'est pas honnête » (arrêt Franchetti, 23-4-1959).

Pourtant à Marseille, un tribunal avait déclaré que des interruptions répétées de travail ne sont pas automatiquement illicites (14-1-1960), mais voici que la cour suprême qui avait jusqu'ici condamné les interruptions de travail répétées et inopinées, dans son arrêt du 18-4-1963, vient déclarer que « Les interruptions répétées de travail ne sont pas en principes illicites » et que « le désir de désorganiser la production ne révèle pas forcément, chez les grévistes une intention malicieuse ou une volonté de nuire », confirmant l'arrêt de la cour d'appel de Nîmes (5-7-1961) qui avait re-

connu que les arrêts de travail peuvent être brefs, soudains, mais complets, collectifs, motivés par des raisons d'ordre professionnel, les salariés ayant le droit de choisir la forme de grève qui leur paraît la plus économique et la plus efficace.

Retenons ces décisions.

## 4 POUR CENT PAR AN

Tel serait le taux d'accroissement des salaires horaires, celui que le grand économiste Schumpeter relevait il y a une vingtaine d'années, le présentant comme la manifestation indiscutable de la marche vers la suppression de la condition prolétarienne.

De juillet 1957 à janvier 1963, les salaires nominaux auraient augmenté de 56 % et les prix (indice des 179 articles) de 33 %. C'est-à-dire que les salaires réels auraient augmenté de 23 %, 4 % par an en moyenne.

Mais si les conditions de travail et de vie évoluent vers une plus grande satisfaction des besoins et plus de sécurité, nous sommes loin encore de la suppression de la condition prolétarienne ; le salarié reste sous la dépendance des propriétaires ou gérants des moyens de production, et il est soumis à des conditions de travail et à une répartition des produits du travail qui lui sont imposées (même en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires).

## CROISSANCE DU PRODUIT NATIONAL

Sans vouloir accorder une valeur absolue à des statistiques établies avec une exactitude et des méthodes bien imparfaites, nous donnons tout de même celles concernant la croissance du produit national brut (ensemble de la production des biens et services, amortissements de l'équipement, productif compris) dans les pays du Marché commun, de 1958 à 1962 :

Italie + 29,6 %
Allemagne + 25,7 %
Pays-Bas + 17,7 %
Fance + 15,6 %
Belgique-Luxembourg + 9,2 %.

Soit pour les six pays, une moyenne de 21,1 %. C'est un rythme record.

# LETTRE D'ORANIE

Il était question de nationaliser les industries, or, la boîte où je suis est la plus importante d'Oran, si cela arrivait je rentrerais en France avec tous les Européens de l'usine, cette solution ne me satisfait qu'à moitié, mais je suis à quelques mois de la retraite...

Si lorsque je serai définitivement fixé, si à la boîte nationalisée, ils ont besoin de techniciens pour la marche de l'usine, je suis prêt pendant un an ou deux à les aider de mon mieux. Mais je voudrais faire cela sur le plan solidarité, en accord avec nos organismes syndicaux.

Je viens pour la première fois, depuis que je suis à Oran, de participer à une manifestation de rue. Elle a eu lieu jeudi pour protester contre l'exécution de Julian Grimau, organisée par l'U.G.T.A. et le F.L.N. ; elle groupait plusieurs milliers de manifestants, tant Arabes qu'Européens, ceux-ci certes peu nombreux et composés surtout d'Espagnols. J'ai cherche parmi ceux-ci des sympathisants C.N.T ou F.A.I Je n'ai pu prendre de contact malgré un insigne rouge et noir au revers de ma veste. Cette manifestation a eu lieu au travers des grandes artères de la ville, interrompant toute circulation jusqu'au consulat d'Espagne où une couronne d'œillets rouges barrée d'un ruban de crêpe fut déposée devant la porte du consulat. Une photo de Grimau fut clouée sur la porte du consulat. Un meeting improvisé eut lieu auquel prirent part un Espagnol dont la langue, c'est un fait qui me semble avoir son importance, était aussi bien comprise de la plupart des Arabes que des Européens, puis un membre de l'U.G.T.A., puis un membre du F.L.N.

Des banderoles sont restées longtemps sous les fenêtres du consulat. Sur ces banderoles on pouvait lire : FRANCO = O.A.S.

Je suis allé au cinéma cette semaine. Il y a les C'est avec un peu de joie que ma reprise de position soit pour un acte de solidarité avec les Espagnols.
actualités algériennes et, pendant vingt minutes, que des manifestations et discours de Ben Bella, comme en France les déplacements de de Gaulle qui occupent l'écarn.

**Un exilé volontaire.**

# DES COMITÉS DE GESTION OUVRIERS, ÇA COMPTE !

Quand on connaît Finidori, on peut être étonné de le voir soudain attacher si peu de prix à l'indépendance du syndicalisme et n'en plus faire une des conditions de tout avenir socialiste et même social tout court.

Mais il est une vérité qui devrait être élémentaire pour tout fidèle R.Piste qui a apprécié les leçons de l'expérience du mouvement ouvrier dont l'Histoire de la R.P. n'est que le contrepoint. Les révolutions ne sont pas des fabrications humaines mais des produits de forces naturelles. Elles ne se font pas. Elles sont. Ce n'est qu'à partir de leur réalité qu'un révolutionnaire peut travailler effectivement. Or, l'exploitation de l'homme par l'homme a lieu d'abord sur le lieu de la production. La première emprise humaine dans quelque révolution que ce soit doit s'exercer sur le point essentiel : celui de la production, l'entreprise.

Il serait certes souhaitable de voir se réaliser sur un point quelconque du globe une révolution donnant d'emblée les points d'appui d'un programme transitoire où l'on constaterait : la libération coloniale, la gestion coopérative des entreprises, l'indépendance syndicale dans la démocratie unitaire, la liberté de l'information de la science et de l'art, le soviétisme de la confrontation des tendances syndicales, des partis politiques et des groupements libertaires, la protection de la libre croyance comme de la libre-pensée, et la séparation des attributions des divers organismes d'administration.

Mais ces relations diverses, les mouvements ouvriers et syndicaux dans les meilleures conditions matérielles et les pays les plus évolués, n'ont pu même encore esquisser entre eux.

Par ordre d'importance, la première des implantations avant même l'indépendance du syndicalisme si on n'a pu malheureusement l'assurer, c'est celle d'organismes de production qui puissent établir sinon la liberté et les diverses superstructures que nous venons d'énumérer, du moins leur seule base économique imaginable pour nous : *Des comités de gestion d'entreprises économiques indépendantes les unes des autres, réglées sur un plan commun et réagissant sur les lois de l'échange vivantes que garantit l'existence d'un marché.*

*COOPERATIVES AUTONOMES, PLAN COMMUN* et *MARCHE LIBRE* sont les trois bases d'un socialisme syndicaliste. Alors que tant de mouvements libres travaillent à forger eux-mêmes les plans d'Etat où ils perdront la liberté, Finidori, malgré l'indifférence déroutante qu'il affiche devant la liquidation de l'indépendance et de la démocratie syndicale, me semble rester dans la bonne tradition de la R.P. en refaisant le premier pas, même s'il n'y en a qu'un à faire dans le bon sens de la liberté à asseoir sur la seule réalité de la gestion ouvrière D'ENTREPRISES AUTONOMES. Après les expériences espagnoles, israéliennes et yougoslaves, il a raison de nous rappeler que nous avons en Algérie sur ce point, la mise en route de nouvelles expériences, auprès desquelles les autres points de notre orientation gardent toute leur valeur, mais sans lesquelles toute notre orientation ne serait que littérature, parce que c'est l'avenir de ces expériences-là qui en est l'unique condition indispensable.

**Jean DUPERRAY.**

# ECHEC DES COMMISSIONS PARITAIRES DANS LE BATIMENT

De tout le patronat français, celui du Bâtiment et des Travaux publics est le plus rétrograde. Bénéficiant d'une situation industrielle favorable par la grande perspective, qu'offre la construction dans notre pays, la crise du logement dans les grandes concentrations urbaines, n'est pas près d'être résolue, non seulement parce qu'il y a augmentation démographique, pas seulement parce que les jeunes générations seront dans quelques années candidats aux fonctions nouvelles, mais encore parce que l'on nous annonce que bientôt 3 millions d'agriculteurs seront libérés de la terre. Donc 5 millions de jeunes plus 3 millions d'agriculteurs disponibles, cela fera 8 millions de candidats aux places vacantes. Ajoutez à cela les travailleurs émigrés du Portugal, d'Italie, d'Espagne venus à l'appel des gouvernements français et attirés par des promesses de hauts salaires, qu'ils n'ont pas dans leur pays d'origine, cela permet au patronat de grands espoirs, dans un recrutement facile, parmi cette main-d'œuvre à bon marché.

Bonne perspective donc, mais aussi situations prospères. Déjà présentement nos féodaux spéculent au maximum sur la situation présente. « Les salaires, que nous vous proposons de signer avec nous, sont tout à fait sans importance, puisque nous appliquons tous un salaire moyen nettement supérieur. Il s'agit, nous disaient-ils, d'une grille minimale de garantie, en dessous de laquelle personne ne pourra descendre. »

Nos patrons craignent-ils une concurrence extérieure au monopole qu'ils exercent présentement sur le marché du travail ? Cet acharnement à vouloir nous faire signer un contrat à tout prix, bien entendu le plus bas possible, m'a donné l'impression que ce qu'ils voulaient obtenir, c'était un double alibi qui leur permettrait, grâce à la caution des délégations ouvrières, de se prémunir contre d'éventuels concurrents étrangers ou nationaux ; en second lieu, la même caution syndicale ouvrière pourrait également leur servir contre de grandes revendications, qui ne vont pas manquer de se produire, dans les mois et les années à venir.

L'accord donc, savamment exploité par leurs services de propagande sur les chantiers, se serait retourné en fin de compte contre les organisations syndicales. Mais celle-ci refusent de signer. C'est alors que les patrons livrés à eux-mêmes, ont pris la décision unilatérale, de fixer les minima de salaires horaires suivants :

| | |
|---|---|
| manœuvre 1er échelon | 1,87 F |
| manœuvre 2e échelon | 2,21 F |
| ouvrier spécialisé 1er échelon | 2,37 F |
| ouvrier spécialisé 2e échelon | 2,52 F |
| compagnon débutant | 2,60 F |
| compagnon 1er échelon | 2,81 F |
| compagnon 2e échelon | 3,09 F |
| compagnon 3e échelon | 3,25 F |

Pour établir ces prix horaires minima, les employeurs parisiens se réfèrent à des coefficients nettement trop bas, dès leurs origines et qui furent hélas signés en 1960 et 1961 par les trois organisations ouvrières CGT, CGT-FO et CFTC.

Nous avons dit à l'époque, alors que nous étions autonomes, ce que nous pensions : de tels accords, constitueraient à longue échéance, disions-nous, une trahison des intérêts futurs des travailleurs du bâtiment et des travaux publics.

Aujourd'hui l'échéance montre que nous avions raison. Cela prouve aussi que le réformisme ne paye pas, et si quelquefois il entretient des illusions par les quelques bribes que le patronat accorde pour l'entretenir, l'exemple des mineurs prouve que l'action directe menée rondement permet d'autres satisfactions.

Laissons là la théorie, pour examiner les conséquences néfastes d'un tel comportement. Les salaires figurant dans le tableau ci-dessus sont l'œuvre unique du patronat, mais par la référence aux accords de 1959-1960-1961 il tend à cerner les trois organisations signataires, en tissant grâce aux commissions paritaires, sa toile d'araignée où sont tombés les moucherons opportunistes du bâtiment. Seul le patronat savait ce qu'il faisait, pas tellement pour l'immédiat mais pour l'avenir. Tant de naïveté de la part des militants ouvriers des trois organisations est pardonnable pour les jeunes, mais pas pour les vieux chevaux du réformisme et de l'opportunisme cégétiste et des calculateurs complices de la CFTC.

A présent, quoi faire ?

Un redressement syndical dans notre industrie est plus que nécessaire si chacun veut s'y mettre. Il n'est pas encore trop tard, il n'est du reste jamais trop tard pour bien faire, mais il faut que les compagnons retrouvent le chemin de leurs organisations syndicalistes. Or, toutes ne sont pas syndicalistes au sens ouvrier du terme. Un redressement peut s'opérer dans une organisation démocratique, c'est-à-dire où on pratique la démocratie. Nous avons fusionné avec FO dans ce but et déjà nous obtenons des résultats positifs. A tous ceux qui hésitent et scrutent l'horizon nous disons que leur attentisme n'a que trop duré et qu'ils doivent venir joindre leurs efforts aux nôtres. Notre syndicalisme n'est pas l'apanage d'un homme ni d'une obédience quelconque, d'aucun parti, d'aucune religion. Il est le contraire de tout cela, il est libre dans toute l'acception du terme. Ce syndicalisme-là, camarades ouvriers, vous appartient ; il sera votre œuvre. Il sera ce que vous voudrez qu'il soit ; ce syndicalisme, c'est l'avenir heureux de tous les travailleurs du bâtiment et des travaux publics ; c'est la lutte directe que nous devons reprendre, si nous voulons faire aboutir toutes nos revendications, en assumant nous-mêmes notre avenir social, par l'amélioration de la condition ouvrière en général, des travailleurs du bâtiment en particulier.

A vous de jouer ! Quittez la nature où vous vous êtes réfugiés, elle n'est pas payante à longue échéance, car nous sommes sûrs que vous rougissez de jouer les pique-assiettes éternellement, si toutefois vous restez des militants ce que je pense le plus amicalement, soit dit en passant.

J'ai dit plus haut que le patronat de ce pays avait de bonnes perspectives devant lui, sans aucun doute possible. Notre industrie est une des plus marquantes et aussi une des plus humaines, car ce que nous faisons reste, à moins d'un cataclysme. Notre œuvre est la plus grande utilité. Nous sommes fiers d'être, parmi l'ensemble des travailleurs de ce pays, des compagnons aimant leur métier. Nous avons pleinement conscience de ce que par ailleurs on attend de nous, mais nous sommes pour le travail bien fait, et non bâclé, pour l'art, pour la beauté de nos cités et non pour la laideur.

Aussi, ce faisant nous pensons aux jeunes auxquels nous faisions allusion plus haut. A quelle porte frapperont-ils pour trouver du travail ? Nous aimerions quant à nous qu'ils s'orientent vers le bâtiment. Hélas ! le tableau des salaires ci-dessus n'est guère attrayant pour eux (et nous l'avons fait remarquer aux patrons). Pas étonnant donc qu'ils se dirigent ailleurs. Actuellement les chantiers ont une main-d'œuvre composée de 80 % d'émigrés. Pourquoi le Français déserte-t-il le bâtiment ? Ne cherchez pas, c'est parce qu'il n'est pas payant, quand je dis cela, il s'agit pour moi du salaire de base naturellement, car les autres formes de rémunération sont dignes d'un autre âge et indignes d'un compagnon qui se respecte.

**P. RIGUIDEL dit DICHAMP.**

---

Daniel GUERIN « croit devoir nous informer fraternellement » que les Editions Julliard publieront, le 1er juin 1963, son livre : «

**FRONT POPULAIRE**
**REVOLUTION MANQUEE**
**TEMOIGNAGE**

# Le M. S. U. D. contre l'intégration du syndicalisme

L'Association pour un Mouvement syndical uni et démocratique (M.S.U.D.) a tenu, le 12 mai, une réunion de travail sur le thème : Refus d'intégration du syndicalisme dans l'Etat. Une centaine de militants se sont réunis sous la présidence des trois promoteurs du mouvement : Forestier (FEN) ; Lapeyre (FO) ; Pastre (CGT).

Le schéma introductif a été présenté par Paul Ruff (FEN). Pour lui, le refus d'intégration est une conséquence nécessaire de principe de l'indépendance du syndicalisme. Il n'y aurait pas de question nouvelle si les sollicitations actuelles du pouvoir en France et ses objectifs plus ou moins avoués n'étaient pas un danger parfaitement défini. Ruff insiste cependant sur ce point : notre opposition à toute intégration du syndicalisme dans l'Etat n'est pas circonstancielle. Si le schéma de rapport cite comme exemples d'intégration le corporatisme mussolinien, le front du travail hitlérien, la charte du travail de Pétain, les pseudo-syndicats espagnols, il cite aussi la situation syndicale en URSS où il s'agit également de « solidariser les organisations syndicales et les organismes d'Etat ».

Le rapport de Ruff énumère les techniques d'intégration qui vont de la séduction à la mainmise de l'Etat sur les syndicats. Il montre comment « la présence » peut conduire à la complicité. Où commence l'intégration ? Certainement, par la participation à l'un des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) caractéristiques de l'Etat, mais aussi par la prise de responsabilités, sans contrôle réel des syndiqués, dans des organismes où l'Etat prend ses décisions économiques. Le rapport insiste enfin sur la liaison qui existe entre la résistance à l'intégration et la réunification des forces syndicales que conditionne la démocratie interne du mouvement syndical, sur les bases définies par le MSUD.

La discussion du rapport introductif de Ruff amena à la tribune *Lambert* (des employés de la Sécurité Sociale - FO). Pour lui, la position de la CFTC sur la planification démocratique, sur le partage du pouvoir économique, conduit droit à l'intégration. De même, la réponse des patrons chrétiens à ces propositions, une certaine action pour la reconnaissance de la section d'entreprise, le livre récent de M. Bloch-Lainé sur « le statut nouveau de l'entreprise », une certaine conception élargie de la politique de présence, tout cela, c'est la voie ouverte vers l'intégration du syndicalisme dans l'Etat et le corporatisme.

*Riguidel* (du Bâtiment, FO) constate actuellement des poussées extérieures au mouvement syndical pour refaire une fois encore l'unité dans la confusion. C'est le moment de se montrer vigilant. Il faut bien insister sur ce point : l'indépendance, nous la revendiquons à l'égard de tous les gouvernements, y compris ceux qui se disent ouvriers. Quant à l'intégration dans l'Etat, ce n'est pas nouveau. Il y a longtemps que c'est commencé, avec la prise des places bien rémunérées dans les organismes multiples créés par l'Etat. Le corps du syndicalisme n'est peut-être pas complètement engagé, mais il a eu au moins une jambe de prise. Et pourtant, l'action des mineurs, qui fut profitable à de nombreuses corporations, nous a montré où est l'efficacité réelle.

*Lubin* (FO) estime que ce sont les défaillances ouvrières qui sont les causes principales de la survivance du capitalisme. La misère prolétarienne n'existe plus, du moins au 3e degré, comme on dit d'une brûlure. Les négociations sont nécessaires pour le mouvement syndical, mais celui-ci ne doit jamais s'engager. Par exemple, la participation des syndicats à la construction du 4e Plan fut une erreur. C'est la carte de 1975-1980 que nous jouons. C'est pourquoi il ne faudrait pas opposer l'intérêt ouvrier et l'intérêt général. Les syndicats se doivent de montrer, par un programme d'ensemble, que les deux sont liés et que l'intérêt général est au bout de l'action ouvrière.

*Desvalois* (Syndicat National des Instituteurs) se félicite que cette question ait été mise à l'étude par le MSUD. A l'occasion de notre affirmation du refus de l'intégration dans l'Etat laquelle ne pose aucun problème, il est nécessaire de redéfinir la vocation du syndicalisme. Il y a peut-être eu une perversion de l'idée syndicale. Sous le prétexte d'efficacité, n'avons-nous pas assisté à une lente intégration du syndicalisme dans l'Etat ?

Le problème de la réunification syndicale est lié à celui de l'intégration. A cet égard, les prises de position du MSUD ont été utiles. Elles ont sans doute arrêté, ou au moins freiné, la CFTC sur une voie dangereuse. Les dangers insidieux d'intégration sont peut-être plus importants que la menace brutale. Il faut veiller à ne pas faire partie de ces nouveaux « notables » que veut créer le pouvoir.

*Albert Sadik* (des Correcteurs, CGT) pense que les problèmes syndicaux ne se posent pas en 1963 comme en 1906. Avant l'intégration du syndicalisme dans l'Etat, il y a eu une intégration des partis politiques dans le mouvemet syndical. Pour l'orateur, les trois internationales syndicales ont leur sièges respectifs à Moscou, à Washington et à Rome. Pour s'opposer aux objectifs du pouvoir, il suffira que les représentants des syndicats refusent de siéger dans un Conseil Economique aux pouvoirs élargis. Sadik dénonce la tendance générale vers un régime technocratique. Le syndicalisme ne doit pas seulement critiquer mais il doit opposer son propre plan, qui doit tendre, en particulier, au service public gratuit.

*Dupuy* (de la FTICAM, Fédération des Techniciens, Ingénieurs et Cadres de la Métallurgie) estime que notre position de refus, s'il s'appuie sur la tradition, découle ainsi d'une condition circonstantielle : le désir mal déguisé du pouvoir de subordonner les syndicats. La finalité du mouvement syndical reste évidemment la disparition du salariat et du patronat, mais les deux ont évolué depuis 1906. Le pouvoir absolu du patronat a été fortement ébranlé en 1936. En outre, aujourd'hui, le patron est le plus souvent l'Etat. Notre opposition à l'intégration dans l'Etat, doit se doubler et se renforcer d'un programme général, économique et social, des syndicats.

*Lauré* (FEN) ne croit pas que le refus des organisations syndicales serait général devant d'habiles propositions du gouvernement. C'est pourquoi il pense que l'unité reconstituée, avec ses garanties indispensables, serait la meilleure sauvegarde contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

*Forestier* (FEN) déclare qu'il lui serait au moins aussi facile de motiver son refus d'intégration devant un pouvoir à idéologie ouvrière que face au pouvoir actuel. Il pense que le syndicalisme s'est trop cantonné à une partie seulement de sa tâche : la bataille revendicative. Il a souvent négligé l'autre partie de son action : l'anticipation, la construction anticipatrice, la transformation de la société. Ainsi, il a laissé le champ libre à la politique.

En acceptant de fonder la hiérarchie des salaires sur le plus pauvre, le plus exploité d'entre nous, nous nous sommes adaptés à une conception corporatiste de la société. La classe ouvrière aussi, dans ses aspirations immédiates actuelles, s'est adaptée à une conception bourgeoise de la société. C'est pourquoi les ouvriers d'aujourd'hui ne sont pas insensibles à l'association capital-travail. Le syndicalisme ne doit pas accepter une position mineure, réduite à la revendication quotidienne. Ainsi, il résisterait mal à l'intégration dans l'Etat. Le syndicalisme doit penser à construire l'avenir. Et il doit s'en donner les moyens.

A la suite de cet échange de vues, le camarade Paul Ruff a complété son rapport. Celui-ci sera publié. En attendant, les militants présents ont énuméré, dans une motion finale, les points sur lesquels ils se trouvaient fondamentalement d'accord contre l'intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Une Commission a rédigé un appel spécial rappelant, à l'occasion du Congrès de la CGT, la nécessité de l'unité syndicale et des conditions qui en garantissent la durée, conditions énumérées dans les divers documents du MSUD.

# Notes d'Economie et de Politique

## APPEL AUX 121

S'il est une chose à la fois absurde et criminelle, c'est bien celle-ci : plus d'un an après les accords d'Evian, plus d'un an après que l'Etat français a reconnu le bien-fondé de la lutte des Algériens pour leur indépendance, ceux des Français qui ont aidé les Algériens dans leur combat, ceux qui ont contribué ainsi à atteindre le but que le gouvernement français a considéré lui-même, en signant les accords d'Evian, comme légitime... sont toujours en prison ou en exil.

C'est à peu près comme si, après la proclamation de l'innocence de Dreyfus par l'autorité judiciaire, ceux qui avaient proclamé les premiers cette innocence et avaient aidé à la faire reconnaître, les Zola, les Picquart, avaient été contraints de demeurer en exil ou en prison.

L'Etat de M. de Gaulle a libéré les Algériens qui avaient tué des Français, et il a bien fait, mais il se refuse à libérer des Françaises et des Français qui ont simplement aidé des Algériens à passer les frontières ! Ce serait ridicule, si ce n'était odieux !

Je ne vois pas trop, personnellement, ce que l'on pourrait faire pour attirer l'attention sur cette monstruosité, et la faire cesser. Il doit y avoir cependant des moyens d'agir.

Peu après qu'aient été arrêtés les derniers de ces courageux Français et Françaises qui s'étaient rendus coupables d'aide au F.L.N., un manifeste qui portait 121 signatures était publié ; les signataires s'y déclaraient totalement solidaires de tous ceux qui avaient aidé le F.L.N. de quelque manière que ce soit.

Or, aujourd'hui, ceux dont nous nous sommes déclarés solidaires sont toujours en prison. Allons-nous continuer à nous taire, allons-nous, par notre silence contribuer à les laisser endurer indéfiniment leur martyre ? Est-ce que nous ne serions plus solidaires avec eux ? Sommes-nous de ceux qui abandonnent leurs blessés aux mains de l'ennemi après la victoire ?

Je le répète, personnellement je ne vois malheureusement pas pour l'instant quelle action concrète et efficace nous pourrions faire, car il est bien entendu qu'une simple déclaration platonique ne servirait à rien — mais d'autres que moi pourraient peut-être penser à la chose, et trouver.

Les promoteurs du manifeste des 121 ont rendu, par leur initiative audacieuse, un service important à la cause de l'indépendance de l'Algérie ; je les conjure de chercher à en rendre un autre, non moins important, à ceux des Français qui ont agi, risqué et souffert pour cette cause.

## NATIONS ET EMPIRE

Maintenant que presque partout dans le monde les luttes de classes se sont assoupies, et que, d'autre part, l'infériorité présente de l'U.R.S.S. en fusées intercontinentales permet aux pays de l'Ouest de respirer, la grande question qui apparaît au premier plan de l'actualité est celle-ci : Nations ou Empire ? Autrement dit : les peuples européens continueront-ils à vivre séparés en des Etats nationaux distincts, ou bien se fondront-ils au sein d'un Etat unique, d'un empire ?

Il est peut-être utile d'abord de définir avec quelque précision ce qu'il faut entendre par « nation » et par « empire ».

En gros, disons qu'une nation est un groupe d'hommes qui ont la même « culture », c'est-à-dire qui possèdent la même langue et des traditions identiques, qui possèdent les mêmes concepts juridiques, reçoivent le même genre d'instruction et vivent généralement depuis assez longtemps au sein d'un même Etat.

Par contre, un empire consiste dans la réunion en un seul Etat de nations différentes.

Mais ici, il faut faire une distinction.

Il y a, en effet, deux sortes d'empires, ceux que l'on peut appeler les empires coloniaux, et les autres.

Les premiers, comme l'empire britannique ou l'empire français des débuts de ce siècle, comprennent des peuples entièrement différents. Leurs langues n'ont rien de commun et pas davantage leurs traditions, leurs croyances ou leurs modes de vie ; il n'est point jusqu'à la couleur de leur peau qui parfois diffère. Aussi ne peut-il y avoir entre ces peuples si dissemblables que des rapports de pure force, des rapports de domination : il y a le peuple impérial et les peuples sujets.

Du fait qu'ils sont fondés exclusivement sur la force, ces empires sont plus ou moins éphémères.

Les empires de la seconde catégorie sont les empires proprement dits. Ils englobent, eux, des peuples qui sont distincts, certes, mais qui sont *parents*. Les parlers de ces peuples ne sont pas identiques, mais ces parlers appartiennent à un même groupe de langues ; leurs traditions sont en grande partie communes ; ils ont vécu souvent les mêmes événements bien que se trouvant parfois de part et d'autre de la barricade ; de même, leurs connaissances techniques et scientifiques sont à peu près du même niveau. En un mot, ils appartiennent à une même civilisation.

L'existence des empires de cette seconde catégorie est plus durable que celle des empires coloniaux, et leur cohésion est d'autant plus grande que les différents peuples qu'ils renferment sont plus proches.

De ces empires proprement dits, l'histoire nous offre un certain nombre d'exemples.

Tous ceux qui ont existé ont un point commun : celui d'apparaître au déclin d'une civilisation, alors que les peuples qui y participent ont déjà donné — pendant qu'ils en étaient encore au stade de la nation — tout ce qu'ils avaient à donner. Une fois réunis en un empire, ces peuples peuvent durer encore de longs siècles, connaître la prospérité, la richesse, la puissance, mais leur apport au progrès humain s'amenuise de plus en plus jusqu'à devenir nul. Finie l'éclosion des idées nouvelles ; finie l'ère des grandes découvertes qui transforment non seulement notre vie quotidienne mais notre vision du monde ; finies les luttes de classes, et finies le révolutions. L'empire est un bâton de vieillesse qui assure parfois la survie et même le bonheur des vieillards, mais ceux-ci demeurent des vieillards.

Tel fut l'empire qui, sous la prééminence successive des Assyriens, des Chaldéens et des

Perses réunit en un seul Etat pendant la première moitié du premier millénaire avant notre ère, les diverses nations du Nil, de l'Euphrate et du Fertile Croissant, qui, au cours des millénaires précédents avaient créé sur leurs terres irriguées, en des Etats distincts, la première véritable civilisation qu'ait connue le monde.

Tel fut plus tard l'empire romain qui devait réunir en son sein pendant, lui aussi, un demi millénaire, tous les peuples de cette bordure méditerranéenne qui, à l'époque des Cités, avaient créé le grand commerce maritime international, base de la civilisation antique, mère de la nôtre.

Or, tout indique que l'Europe est en train de prendre le même chemin : les nations qui ont fait la civilisation moderne se dirigent plus ou moins confusément, plus ou moins consciemment, vers leur fusion au sein d'un même Etat, d'un même empire.

Tout, en effet, les y invite.

Les peuples européens, tout au moins au sens restreint que l'on donne présentement au mot d'Europe, sont étroitement parents.

Leurs langues appartiennent toutes à un même groupe linguistique, celui des langues germano-latines ; je veux dire qu'elles sont toutes composées de mots dont les racines sont, les unes germaniques, les autres latines. La proportion entre les mots d'origine germanique et les mots d'origine latine, varie beaucoup selon la langue considérée, mais ce n'est qu'une question de proportions. La langue où cette proportion se rapproche le plus de l'unité est l'anglais (1), ce qui fait que la langue anglaise peut être considérée comme étant, de toutes, la plus européenne.

D'autre part, leur histoire est la même. Les pays du sud, l'Italie et l'Espagne n'ont pas plus échappé aux invasions barbares que la Grande-Bretagne, et depuis la fin des invasions, l'histoire de chacun de ces pays n'est guère que l'histoire de ses démêlés avec les autres. Bien qu'affectés d'un coefficient affectif différent selon le peuple considéré, Azincourt est un souvenir commun aux Anglais et aux Français, Sedan un souvenir commun aux Allemands et aux Français, et Waterloo un souvenir commun à presque tous les peuples d'Europe.

De l'Atlantique à l'Oder et à la plaine danubienne, l'Europe est donc une, elle renferme plusieurs nations, mais ce sont des nations étroitement parentes qui sont donc aptes à former un empire. Et il va sans dire que ce n'est certes pas parce que l'une d'elles est séparée des autres par un bras de mer qu'on franchit en moins d'une heure par le bateau et en quelques minutes avec l'avion, qu'elle n'est point apte à appartenir au même empire qu'elles.

Mais il faut aller plus loin.

L'Europe géographiquement parlant, ne comprend pas tous les Européens. Si l'on peut considérer qu'au-delà de l'Oder et du Danube l'Europe n'est plus peuplée d'Européens parce qu'il s'agit alors d'hommes d'une autre culture, d'une culture qui n'est plus germano-latine, mais slavo-mongole, une culture qui, bien plus qu'européenne, est un pont entre la culture européenne et la culture asiatique, on doit en revanche considérer comme des Européens les Américains du Nord, bien que tout un océan les sépare de l'Europe. Car l'Amérique du Nord est peuplée d'hommes de même langue, de même technique, de même instruction que les peuples d'Europe. L'Amérique préfigure d'ailleurs déjà à elle seule l'empire européen, puisque ceux qui l'habitent sont un mélange, une fusion de tous les peuples d'Europe, Irlandais, Scandinaves, Allemands, Italiens ont participé à son apport sanguin au moins autant proportionnellement à leur nombre, que les Anglais ou les Hollandais. Seuls peut-être les Français et les Espagnols n'ont pas contribué aussi largement à son peuplement ; leur apport cependant n'est point négligeable.

L'Europe, c'est donc aussi bien l'Amérique du Nord que l'Europe occidentale ; les Américains sont aussi européens que nous-mêmes, et il serait aussi absurde de les exclure d'une Europe unifiée, d'un empire européen, que de vouloir en exclure les Britanniques. C'est l'O.T.A.N., beaucoup plus que le Marché commun qui est la première ébauche de l'empire européen. L'O.T.A.N. est même déjà cet empire, mais un empire réduit à ses attributions militaires.

Si bien que la vraie question qui se pose aujourd'hui est de savoir si cet empire, purement militaire aujourd'hui, cessera d'être exclusivement militaire pour devenir un empire complet, exerçant toutes les fonctions d'un Etat à l'égard des nations qui le composent.

A cette question il me semble difficile de répondre autrement que par l'affirmative.

Tout, en effet, pousse les pays européens dans cette direction, aussi bien leurs nécessités internes que les contraintes extérieures.

Les nécessités internes, c'est avant tout, l'obligation de produire en masse.

Toute production exige maintenant, d'une part, des études préalables très poussées qui demandent un matériel très compliqué et un personnel très spécialisé, le tout, donc, très coûteux, et, d'autre part, un outillage de fabrication non moins perfectionné et non moins coûteux. Ce sont deux choses qu'il faut, bien entendu, amortir. L'amortissement du « capital fixe» se trouve donc occuper une place beaucoup plus importante dans le coût de production que ce n'était le cas autrefois. Pour que cet amortissement par objet produit ne soit pas trop élevé, il importe donc, beaucoup plus qu'autrefois, qu'il soit réparti sur un nombre considérable d'objets, autrement dit qu'il puisse être utilisé à une production « de masse ». Mais, pour pouvoir produire « en masse », il faut pouvoir vendre « en masse ». Etre donc assuré d'un marché extrêmement étendu.

Or, qui dit marché extrêmement étendu, dit nécessairement marché international. Un marché qui déborde des frontières du pays producteur. Or, pour être certain de pouvoir disposer d'un marché qui déborde des frontières de l'Etat où l'on se trouve, il faut être certain que les frontières des autres pays ne vous seront pas fermées par des droits de douane, des contingentements, ou même des interdictions pures et simples.

Un marché sûr n'existe qu'à l'intérieur des frontières du pays où l'on produit ; pour être sûr de disposer d'un marché très étendu, il faut donc produire à l'intérieur d'un Etat très étendu, c'est-à-dire, en fait, d'un empire.

C'est cette nécessité de la production et de la vente en masse, par suite des dimensions prises par le capital fixe, qui a, hier, amené la création du Marché commun européen et c'est elle qui, aujourd'hui, pousse à la création de l'empire européen, car un marché commun entre nations demeurées indépendantes peut toujours être disloqué par la volonté ou la mauvaise volonté de l'un ou l'autre des parti-

(1) En ouvrant un dictionnaire anglais au hasard, j'ai trouvé 30 mots d'origine germanique et 15 d'origine latine, sur les 45 (allant de **foam** à **follow**) que contenait la page.

cipants, tandis qu'un empire ne peut prendre fin que par une révolution. Un marché commun fournit la possibilité de vendre en masse, mais seul un Etat commun assure la continuité de cette possibilité.

Quant à la contrainte extérieure qui pousse à l'empire, elle provient de l'existence d'autres empires, l'empire russe et l'empire chinois.

C'est cette contrainte extérieure qui a déjà amené la constitution de l'empire militaire qu'est l'O.T.A.N. et c'est elle surtout qui obligera à la création d'un empire complet, car toute préparation sérieuse à une guerre sérieuse ne peut être obtenue lorsqu'elle dépend à chaque instant du bon vouloir de toute une série d'Etats ; elle ne peut être assurée que sous la direction d'un Etat unique. Les cafouillages qui ont lieu actuellement à propos de l'organisation d'une armée nucléaire dépendant directement de l'O.T.A.N. en sont une preuve éloquente.

Aussi en s'opposant obstinément à l'unité européenne, en prétendant ne considérer ni les Anglais ni les Américains comme des Européens, en voulant conserver l'indépendance nationale au sein d'alliances purement contractuelles et temporaires, et, plus encore, en mettant à chaque occasion le plus possible de bâtons dans les roues qui doivent assurer le fonctionnement de l'Alliance atlantique, M. de Gaulle rend de plus en plus sensible, et de plus en plus impérieuse la nécessité de dépasser le stade de l'alliance pour atteindre celui de l'empire ; il se trouve être ainsi devenu, selon le processus dialectique habituel, l'un des agents les plus efficaces de la disparition des nations.

## UN CADEAU ET UNE EXIGENCE

Le traité franco-allemand qui est présentement soumis à la discussion des Comités du Bundestag et qui va être soumis à la ratification du Parlement français est l'un de ces traités qui, *sauf sur un point*, n'engagent à rien.

Il consiste essentiellement à prévoir que des consultations périodiques auront lieu entre les principaux ministres des deux pays. Or, se consulter, ça n'oblige à rien. On comprend cependant qu'une telle disposition ait parue choquante aux partisans d'une Europe unie, car si l'Europe doit s'unifier, si les partenaires du Marché commun, en particulier, doivent avoir de plus en plus une politique commune, cette politique doit être décidée *par tous ;* aucune consultation ne doit donc avoir lieu entre certains d'entre eux sans que les autres soient invités à y participer. C'est là, cependant, plutôt affaire de forme que de fond.

Mais il y a, en outre, dans le projet de traité, une disposition qui impose, elle, une obligation très stricte, et cette obligation est très grave.

Cette disposition est celle qui oblige l'Allemagne à faire enseigner dans ses écoles, comme *première* langue étrangère, le français. Cela est très grave, non seulement parce qu'elle fait du traité un traité « inégal », étant donné que cette obligation de l'Allemagne n'a en contrepartie aucune obligation de la France, (la France demeurant entièrement libre d'enseigner ou de ne pas enseigner l'allemand), mais aussi et surtout parce qu'elle va à l'encontre de l'unification du monde, et tout particulièrement de l'unification du monde occidental.

Une nation, c'est avant tout une langue ; de même, une supra-nation, c'est avant tout une langue auxiliaire commune. L'empire romain avait le latin comme langue auxiliaire commune, et celui du Proche-Orient l'araméen, semble-t-il.

Si l'Europe entend réellement s'unifier économiquement et politiquement, il lui faut donc une langue auxiliaire commune, une langue qu'on ne parlera peut-être pas chez soi, mais qu'on sera capable de parler et de comprendre lorsqu'on aura à s'entretenir avec le ressortissant d'un autre pays européen.

Or, cette langue auxiliaire commune ne peut être que l'anglais.

J'en ai déjà indiqué les raisons ici même il y a quelques années ; je n'y reviendrai pas (2). Les faits d'ailleurs le montrent de plus en plus, car, de plus en plus, c'est l'anglais que, dans tous les pays de langue non anglaise, on apprend.

Et cela, en Allemagne notamment. Jusqu'à aujourd'hui, c'est l'anglais qui est la première langue étrangère dans les lycées allemands, et non le français. Or, si le traité franco-allemand était appliqué (heureusement qu'il ne le sera certainement pas au moins sur ce point), il n'en serait plus de même : les jeunes Allemands devraient apprendre le français qui ne leur servira à rien ou presque à rien, et ignorer l'anglais qui seul peut leur ouvrir des portes partout dans le monde.

Aucune disposition ne peut donc être plus réactionnaire, c'est-à-dire plus à contre-courant de l'évolution. Elle n'a pu être imposée que par un minus entiché de ses souvenirs d'école.

Loin de proscrire l'anglais ou de le réduire au rôle de langue secondaire, il faut donc, au contraire, en promouvoir l'enseignement partout, et tout particulièrement dans ceux des pays de la future Europe dont l'anglais n'est pas la langue.

Par contre, l'Angleterre, et aussi l'Amérique ont des systèmes absurdes de mesures. Des systèmes qui ne sont soumis à aucune règle générale et dans lesquels le moindre calcul est extrêmement compliqué. L'Europe continentale a, elle, au contraire, un système de mesures parfaitement cohérent et avec lequel les calculs sont particulièrement faciles ; c'est le système décimal.

Or, si l'unification de l'Europe demande une langue auxiliaire commune, elle demande tout autant un système de mesures commun ; le système de l'Europe continentale, le système décimal doit donc devenir la règle pour toute l'Europe.

En imposant celui-ci à l'Angleterre on ne ferait d'ailleurs que précipiter sa marche sur une voie où il lui a déja fallu d'elle-même s'engager.

En effet, le gouvernement anglais a récemment fait part de son intention de remplacer son actuel système monétaire par un nouveau système de l'Europe continentale, le système c'est le système métrique qui, depuis longtemps déja, est utilisé dans les laboratoires scientifiques de Grande-Bretagne ; un micron y est un millième de millimètre tout comme en France ou en Allemagne, et non un douze millionième de pouce, ou quelque chose comme cela, ainsi que le voudraient les habitudes britanniques.

Aussi, proposerai-je pour le jour où les négociations reprendraient avec l'Angleterre au sujet

---

(2) Cependant, je demande encore une fois pardon à nos camarades espérantistes, interlinguistes, etc. de ne pas être de leur avis. Je continue à penser qu'une langue n'a de chances de devenir vraiment une langue internationale qu'à la condition d'être déja une langue nationale largement parlée.

de son entrée dans les organisations européennes, le marché suivant : la langue anglaise sera enseignée comme langue obligatoire dans toutes les écoles secondaires des pays du marché commun, mais, en contre-partie, l'Angleterre adoptera comme seul système de mesures le système décimal.

Qu'on m'excuse si je reviens une fois de plus sur ce sujet, mais la croyance que la hausse des salaires est nécessairement en retard sur la hausse des prix est un préjugé si répandu et si dangereux qu'au risque de paraître rengaine, il me semble nécessaire de publier, chaque fois que l'occasion s'en présente, des chiffres qui prouvent le contraire (3).

Or donc, entre janvier 62 et janvier 63, c'est-à-dire au cours de l'année dernière, les prix de détail en France (indice des 250 articles) ont progressé, d'après les statisticiens, de 5,3 % tandis que le salaire horaire du manœuvre métallurgiste, qui est souvent considéré comme un indice de l'évolution générale des salaires en France dans l'industrie *privée*, a crû de 9,4 %, soit donc une augmentation du salaire réel de 4 % environ.

Mais, répétons-le à nouveau : il serait tout-à-fait faux de croire que l'augmentation des prix entraîne *automatiquement* celle des salaires. Elle facilite simplement, du fait de la grande activité économique qu'elle provoque, la lutte des ouvriers contre leurs patrons, et c'est cette lutte, lutte individuelle ou collective, qui permet d'obtenir la hausse des salaires réels. Si cette lutte n'a pas lieu, si la classe ouvrière demeure passive, si elle ne profite pas de la « haute conjoncture » comme disent les gens savants, non seulement ses salaires nominaux n'augmenteront pas plus vite que les prix, mais ils augmenteront moins vite, et peut-être même resteront tels quels.

**Robert LOUZON.**

(3) Bien entendu, ces chiffres n'ont que la valeur qu'ont les statistiques, mais le fait qu'ils ont été établis en des pays différents, à des moments différents, par des organismes différents, leur confère une autorité particulière.

---

# Structure économique et syndicalisme au Liban

Le syndicalisme libanais — comme tant d'autres aspects de la vie libanaise — occupe une place à part parmi les pays arabes. Cette originalité résulte principalement de la structure économique et sociale du Liban, dont l'origine et la distribution du Revenu National nous donnent une image frappante.

En effet, alors que la population est en majorité rurale (60 % de la population totale), le revenu de l'exploitation agricole ne constitue que 20 % du Revenu National ; encore ce revenu est-il largement détourné par une classe de propriétaires terriens résidant dans les villes, souvent riches commerçants (ce qui est un élément du féodalisme économique et politique). Aux dépens du milieu rural, le milieu urbain prend une importance croissante (migration importante des villages vers Beyrouth). La part de l'activité industrielle dans le Revenu National est de 13 % pour 6 % de la population active, mais le phénomène essentiel est la *part démesurée prise par le commerce (30 %) et les services* (transports, propriété imobilière, finance et assurances, tourisme) qui fournissent ensemble 58 % du Revenu National.

Sur une population active potentielle d'environ 800.000 (population totale : 1.600.000), la population réellement au travail n'est que de 580.000 (450.000 ont un emploi permanent, 130.000 un emploi occasionnel), alors que l'emploi des enfants est très répandu : Le revenu moyen par tête est le plus élevé pour l'Afrique et l'Asie (environ 250 dollars) mais le chômage et la prédominance des secteurs du commerce et des services entraînent un profond déséquilibre dans la répartition du revenu national: 58 % sont distribués sous forme de profits et d'intérêts, 12 % sous forme de rentes et seulement 30 % sous forme de salaires. Pour donner leur sens réel à ces chiffres, il faut cependant préciser qu'à côté des secteurs agricole, industriel et commercial, il y a deux classes très importantes en nombre : les propriétaires-terriens — gros et petits — et les employeurs et travailleurs indépendants, dans l'industrie, l'artisanat et les transports. Cette répartition dessine trois groupes principaux : un groupe à bas revenu, en-dessous de 2.000 livres libanaises = 3.340 F. par an (70 % de la population active : ouvriers agricoles, petits propriétaires, employés du commerce et de l'artisanat) ; un groupe à revenu moyen entre 2.000 et 5.000 livres libanaises = 8.350 F. (15 % : ouvriers industriels, salariés des services et des transports) ; enfin, un groupe riche au-dessus de 5.000 LL (15 % de la population, 40 % du Revenu National : fonctionnaires, banquiers, industriels, hommes d'affaires, gros propriétaires).

Cette structure économique et sociale (chômage, importance des petits propriétaires et artisans indépendants, rôle économique considérable de la famille) ne facilite pas l'éclosion d'un syndicalisme dynamique. Sur une main-d'œuvre urbaine de 150.000 travailleurs, 30.000 seulement sont syndiqués ; quant aux 110.000 ouvriers agricoles, ils ne sont pas organisés du tout. Les 80 Unions locales et de métier sont regroupées dans cinq organisations différentes.

*La Ligue des Syndicats des ouvriers et salariés* (président : Hussein Ali Hussein), peu représentative et très gouvernementale, est très pro-occidentale (affiliée à la CISL) ; il en est de même pour les *Syndicats Unis* (président : Gabriel Khoury ; banques et chemins de fer), largement apolitiques ; *la Fédération des Syndicats du Nord du Liban* n'est pas affiliée à la CISL mais son caractère pro-occidental et anti-communiste est des plus nets. Ces trois organisations coordonnent leur action sur le plan national depuis 1962 dans une *Confédération Libanaise du Travail.* Gabriel Khoury, délégué au Congrès de Berlin de la CISL en juillet 62 a bien illustré leur orientation politique : « notre idéologie est la lliberté et non la lutte des classes, non la dépossession du riche. Nous croyons dans la collaboration avec le gouvernement et le capital pour la création d'un système social qui donnera au travailleur une part honorable du revenu national. En ce qui concerne notre phillosophie économique, nous sommes comme l'AFL-CIO en Amérique ». De plus, leurs ressources étant insuffisantes en raison de la faible proportion de syndiqués, le gouvernement les subventionne. M. Hussein Ali Hussein assure cependant que l'indépendance syndicale reste entière !

*La Fédération des Syndicats Indépendants* (métallurgie, dockers) est plus intéressante ; elle est influencée par certains éléments du Ba'ath (socialistes arabes) et adopte une attitude neutre à l'égard des deux Fédérations mondiales ; elle reste cependant assez faible.

*La Fédération des Syndicats des Travailleurs* (9 unions) est, elle aussi, très faible ; elle est dominée par les communistes et adhère à la FSM.

En définitive, le syndicalisme libanais est faible et reste à l'écart des tentatives de regroupement sur le plan arabe, ce qui fait contraste avec le syndicalisme syrien, qui s'inscrit dans un contexte économique et social moins « aberrant » et plus typique des pays arabes.

**Henri STERN.**

QUERELLES DE LANGAGES

# MARCHE A L'UNITÉ ET DÉMARCHES NATIONALISTES

Le titre d'un article du « Figaro Littéraire » du 11-5-63 avait attiré mon attention : *la jeunesse belge voit déjà plus loin que l'Europe.* Pierre Fisson a écouté parler librement quinze étudiants de l'Université de Louvain, le Président de l'Association des Etudiants flamands, un professeur de l'Université, le directeur du Collège européen de Bruges (post-université qui forme, après la licence, les futurs fonctionnaires européens) et un « syndicaliste » de la jeunesse ouvrière chrétienne. Et voici les conclusions de la transcription objective des propos recueillis :

« *Les Belges sont fédéralistes, ils pressentent que l'intégration européenne, les regroupements régionaux, les possibilités d'emplois nouveaux, les problèmes flamands, les problèmes des minorités, tous les problèmes belges sont là en suspens devant l'Europe. Pour beaucoup de jeunes, l'Europe est déjà dépassée et c'est le monde qu'ils regardent.* »

Selon Pierre Fisson, les Belges qu'il a entendus : Flamands ou Wallons, semblent d'accord pour reprocher aux Français de ne concevoir l'Europe que sous leur direction. « *Quand ils veulent, cela marche, quand ils ne veulent pas, ça s'arrête... Ils refusent l'intégration. Avez-vous déjà vu le gouvernement français abandonner ses prérogatives ? Ce qu'il signe à Bruxelles ou à Rome, c'est signé de la main droite et escamoté de la main gauche.* »

Les étudiants belges reprochent à leurs camarades français un nationalisme tenace, à la fois spontané et profond. Pierre Fisson a senti quelque regret dans cette accusation « comme si le nationalisme français ou autre garde encore son attrait ».

C'est possible. Cependant le président de l'Association des Etudiants flamands exprime à ce sujet des idées intéressantes :

« *Les frontières sont toutes artificielles. Des villes, des régions entières appartiennent naturellement à des régions d'où on les a coupées. Bruxelles, Mons, appartiennent naturellement à la région de Lille, Roubaix et Tourcoing. La Flandre appartient aux basses terres de Hollande.*

« *Nous sommes cinq millions de Flamands ; rattachés à la Hollande, nous formerions une force culturelle de dix-sept millions d'habitants.* »

Que les frontières de tous les pays soient artificielles, c'est une vérité à peu près générale. Il suffit pour le prouver que les frontières ne soient indécises et contestées que lorsque les Etats ne sont pas solidement constitués. On ne peut nier le caractère historiquement normal de la formation d'une nation, mais si le développement d'une nation aboutit ordinairemnet à l'institution d'un Etat politiquement indépendant, la réciproque n'est pas obligatoirement vraie.

Un Etat peut être une institution purement artificielle, imposée par des forces extérieures aux nations. C'est en particulier le cas de la Belgique. La révolution de 1830 naquit sans doute d'un mouvement spontané de la bourgeoisie belge, soumise aux Pays-Bas par le Congrès de Vienne de 1815 en sa volonté d'équilibre conservateur et de stabilité réactionnaire. Mais l'indépendance belge ne s'accomplit que par le jeu de la politique franco-anglaise opposée à « l'ordre » représenté par la Prusse, la Russie et l'Autriche.

La neutralité belge acceptée par les deux blocs de puissances en 1830 n'a pas résisté au choc sanglant des impérialismes en 1914. Pendant l'entre-deux-guerres, la Belgique, plus vulnérable parce que ses provinces industrielles comptèrent pendant des siècles parmi les plus avancées économiquement, subit des crises assez redoutables pour provoquer la première conception du planisme. La guerre de 1939-1945 ébranla une unité factice qu'un centralisme rigoureux ne pouvait maintenir. On a pu s'étonner en ces derniers temps de la violence des oppositions entre Wallons et Flamands. On sait que lors de la grève générale de 1961, l'unité du mouvement ouvrier en subit les redoutables effets. Le regretté André Renard, secrétaire général démissionnaire de la Centrale belge, semblait même disposé à subordonner l'action syndicale à la bataille autonomiste en Wallonie.

## UN NATIONALISME ARTIFICIEL...

On comprend donc parfaitement la profession de foi du président des étudiants flamands. On comprend aussi les formules du syndicaliste chrétien Gérard Théry : « *Les jeunes ouvriers belges sont attirés par l'Europe, mais aussi par le monde. La Belgique est bien placée, sans complexes. Nous sommes un petit pays et nous n'avons pas de langue. Nous ne pouvons pas nous replier sur nous-mêmes, puisque nous n'existons pas.* »

Cette vocation européenne, à tendances « mondialisantes », même si elle n'aboutit pas aux claires formules de l'internationalisme ouvrier, mérite certainement d'être encouragée. A une condition essentielle. C'est qu'en niant l'existence d'une nation artificielle, elle ne provoque pas la naissance d'un nationalisme aussi artificiel et proprement réactionnaire.

On attribue certes au cléricalisme, à la résistance au progrès social, aux conceptions antilibérales, les succès du mouvement flamingant. L'obligation du bilinguisme dans les écoles belges jouerait en faveur des Flamands qui parlent ordinairement les deux langues, contre les Wallons qui ne connaissent bien que le français.

Il est possible que ce soient là des arguments tendancieux utilisés par les Belges francophones. Mais il est certain qu'ils sont portés par la propagande flamingante elle-même.

Le président de l'Association des Etudiants flamands déclare : « *Nous sommes la première génération d'étudiants flamands à avoir pu faire toutes nos études dans notre langue propre : le flamand. Au vingtième siècle ! On croit rêver !* ».

C'est un rêve, en effet, mais qui heurte quelque peu la réalité du vingtième siècle. L'université du Moyen Age ne devient le « pays latin » à Paris, que parce que la langue latine permettait à des maîtres éminents français, anglais, allemands, italiens d'être compris par des « escholiers » venus de toutes les provinces de la chrétienté. Les Daces ou Danois dont le collège s'élevait sur la Montagne Sainte-Geneviève auraient-ils pu revendiquer le droit de « poursuivre leurs études dans leur langue propre » ?

Ce besoin d'une langue universelle s'affirmait dès les premières grandes civilisations antiques. N'est-ce pas grâce au bi-linguisme (grec et égyptien) de la fameuse inscription de Rosette que Champollion put percer le mystère des hiéroglyphes ?

Le grec fut longtemps, même dans l'Empire

romain, la langue universelle des gens cultivés. C'est en grec que Marc-Aurèle écrivit ses Pensées. Au IIIe siècle, une rupture décisive se produisit et le latin devint le véhicule des disciplines impériales, puis des dogmes de l'Eglise romaine. Et si des langues nationales se formèrent au Moyen Age par les déformations du latin, ce fut cependant le latin littéraire et savant qui permit les illuminations de l'humanisme et de la Renaissance.

Il est absurde de prétendre maintenir la primauté du latin, redevenue langue morte incapable de s'adapter aux nécessités de la pensée moderne. Mais encore plus absurde et beaucoup plus réactionnaire d'opposer à une langue dont l'usage ne se limite pas aux frontières d'une nation, un vocabulaire et une syntaxe si strictement localisés qu'un Hollandais a quelque peine à comprendre un Flamingant.

### DES « AUTONOMISMES REACTIONNAIRES »

Quand nous parlons de l'absurdité d'un nationalisme artificiel, nous pensons d'abord à la Belgique. Il est vrai que la frontière franco-belge reste purement politique. Nos livres de morceaux choisis portent d'admirables poèmes du Belge Emile Verhaeren et d'harmonieuses descriptions du Belge Maurice Maeterlinck. Nous lisons le Belge Charles Plisnier comme les « Suisses » J.-J. Rousseau et Ramuz, sans être gênés par les douanes fiscales.

Et cependant, on constate les prétentions du Vlaamse Vrienden in Frankrijk dont l'organe « *Notre Flandre* » paraît à Lille... pardon à Rijsel (cf. *la Wallonie libre* d'avril 1963) ? Ce n'est plus le doux patriotisme local de l'étudiant flamand, il s'agit d'un « panflaminguisme » provocant et annexionniste. (1)

Les natifs de Flandre française s'étalent en effigie dans une impressionnante galerie de famille. Il s'agit par exemple de Malraux, né à Dunkerque, et de Mongénéral lui-même, né à Lille d'une famille originaire de Valenciennes. Horrible prétention ? « Charlemagne » se demandait ironiquement si les « Européens » imaginaient Shakespeare ou Gœthe en « volapuck ». Mais lui, annexé par les Flamingants, ne devrait-il pas parler aussi bien en flamand qu'en allemand ?

Nous avons connu dans le passé trois exemples de régionalisme linguistique. Le provençal qui n'a rien produit, hors les œuvres de Mistral. L'alsacien qui fut revendiqué par les autonomistes réactionnaires. Enfin, le breton, dont la diffusion fut organisée par un adroit commerçant fondateur d'une entreprise touristique. A l'Exposition internationale de 1937, le pavillon breton ouvrait ses portes entre les deux portraits d'autonomistes notoires : Marcel Cachin et l'évêque de Quimper. Dans les camps de prisonniers en 1940, nos camarades bretons bénéficièrent grâce à cette propagande de quelque faveur provisoire. Ce fut le seul résultat tangible de l'autonomisme.

Car les revendications bretonnes, paysannes et ouvrières s'expriment en français. Comme Messali Hadj, Bourguiba et Ben Bella ont toujours usé de notre langue pour dénoncer notre colonialisme.

Nous nous excusons auprès des autonomistes de toute origine, mais la diffusion de la langue française en France et en Europe au XVIIIe siècle ne s'explique pas par l'autoritarisme nationaliste ou la volonté centralisatrice de l'Etat. Ce fut au contraire une des manifestations pré-révolutionnaires les plus caractéristiques. Ce sont les émigrés protestants français qui, selon le grand historien de la langue française : Ferdinand Brunot, portèrent hors frontières leur haine de l'absolutisme royal, exprimée dans la langue de Molière et de La Bruyère. Ce furent les compagnons du Tour de France et les colporteurs de libelles interdits qui enseignèrent le français dans toutes nos provinces. Et c'est la langue des philosophes et des encyclopédistes qui apparaissait comme la langue européenne par excellence, à tel point que l'on rédigea en français un traité russo-turc où ne s'exprimait aucun intérêt purement français.

Cette primauté de notre langue s'imposait donc naturellement par le libre jeu des éléments économiques et intellectuels (la France était en 1789 la nation la plus peuplée de toute l'Europe, après la Russie qui d'ailleurs la dépassait à peine : 30 millions d'habitants contre 25 millions). Que la première place appartienne aujourd'hui à la langue anglaise, c'est en vertu d'une nécessité historique indéniable. On peut descendre dans un port quelconque d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, avec l'anglais comme seul viatique. Et que l'on ne se laisse pas influencer par de lourds dénombrements arithmétiques. La langue indienne littéraire resterait l'apanage d'une élite fort réduite. Selon une de nos amies qui connaît et aime le peuple indien, l'anglais reste le seul moyen de communication entre les villages distants de 100 kilomètres. Chez nous, ceux qui ont suivi le procès du réseau Jeanson ont apprécié la bouffonnerie de la traduction en arabe littéral de l'acte d'accusation qui, pour les traducteurs jurés, n'était... que de l'hébreu !

### LE BI-LINGUISME
### HERITAGE FRUCTUEUX DU COLONIALISME

Une fois de plus, il faut nous défendre contre l'accusation de servir un impérialisme. L'association du monde « bilingue » qui tendait à rendre obligatoire pour tous les peuples intégrés dans l'Occident ou en dépendant, l'usage du français et et de l'anglais, groupait des personnalités politiques aussi différentes que Daladier, Delbos, Gérard Jaquet, P.-O. Lapie, Guy Mollet, André Mutter, Paul Raynaud, Pierre-Henri Teitgen, même Michel Debré. D'éminents érudits comme Albert Dauzat ou critiques comme Emile Henriot acceptaient aussi, par souci de réalisme efficace, la solution franco-anglaise.

C'est ainsi que nous comprenons l'affaire. Il n'est pas question ici d'un choix motivé par des motifs politiques ou intellectuels. Nous prenons le monde tel qu'il est. Est-ce aux impérialismes de Londres et de Paris que l'on doit la diffusion des deux langues? Si cette thèse s'admet malgré son excessive simplification, elle n'impose pas de briser par volonté antiimpérialiste une unité de civilisation mondiale partiellement réalisée.. Ce n'est pas le seul patrimoine que les usurpateurs coloniaux laissent à leurs ennemis et héritiers. Dans les ex-colonies françaises et anglaises, il est des villes, des installations et des équipements conçus sans doute dans l'intérêt de colonisateurs et qui peuvent être utilement exploités par les ex-colonisés. Revenir pour se libérer à des coutumes ou des langages archaïques c'est justifier à posteriori le colonialisme qui prétendait représenter la civilisation.

D'ailleurs la langue anglaise comme autrefois la langue grecque fut un instrument de commerce mondial et à ce titre éleva les vaincus à la hauteur de partenaires. C'est en anglais que les Etats-Unis d'Amérique proclamèrent la rupture avec l'Angleterre. C'est en anglais que les Noirs d'Amérique motivent leur lutte contre la discrimination raciale. Et la communauté de langue n'atténue pas la virulence des oppositions.

---

(1) Notons une contradiction qui prouve l'absurdité de ces... postulats géographiques. L'un rattache Bruxelles à Lille. L'autre annexe Lille aux Pays-Bas.

L'Etat d'Irlande, pour affermir son indépendance, a ressuscité la vieille langue gaélique. Mais en 1950 nous lisions sur les murs d'un aéroport irlandais des affiches portant des textes officiels en gaélique, avec dans une deuxième colonne leur traduction anglaise. Car si la persistance des idiomes locaux s'explique dans le peuple indien demeuré analphabète en sa grande majorité, sous la domination anglaise, le peuple irlandais connaissait et utilisait la langue anglaise, depuis des siècles.

**LE PRIVILEGE DES CASTES ET DES MANDARINS**

Evidemment, toutes ces survivances dégagent le charme poétique ordinaire des vieilles complaintes, des vieilles chansons de toile, des enluminures médiévales. Nous n'y sommes pas insensibles. Mais il y a temps pour tout. Pour la rêverie sur des ruines, pour l'attendrissement mouillant les pages jaunies de l'album de famille... et pour l'activité moderne, son expression par des hommes d'aujourd'hui en un langage du vingtième siècle.

On sait que nous ne sommes pas d'accord ici entre nous sur les responsabilités du conflit israélo-arabe. Ceux qui regrettent la constitution d'un Etat politique, l'émigration plus ou moins volontaire des Arabes de Palestine, ne sont pas décidés à soutenir la démagogie des dictateurs arabes qui excitent leurs peuples contre les Juifs, afin de dévoyer de légitimes mécontentements. On n'est pas sioniste, parce que l'on admire les réalisations socialistes du peuple d'Israël. Mais on n'est pas antisémite en jugeant d'une lamentable bouffonnerie la renaissance de l'hébreu, comme langue officielle. (2)

Ici, comme dans le cas des latinistes occidentaux, des mandarins de l'ancienne Chine, il s'agit bien de séparer le peuple de la culture, de soumettre les travailleurs, les techniciens, les politiques à l'omnipotence d'une caste sacerdotale qui ne survit que par ce fétichisme archaïque.

Un moindre mal : l'enseignement obligatoire de l'anglais? Sans doute. Quoi que l'on prétende, nous n'avons jamais souffert dans l'exercice de notre profession de notre ignorance des langues mortes. Mais depuis quarante ans, nous souffrons presque quotidiennement de notre connaissance insuffisante d'une seule langue vivante étrangère. Encore, avons-nous profité de classes secondaires. Les ouvriers de notre génération, les militants les plus actifs et les plus intelligents n'avaient jamais dépassé le cours complémentaire où l'on n'enseignait à cette époque aucune langue vivante. Et dans nos collèges d'aujourd'hui les résultats en cette matière restent particulièrement décevants.

Alors on fait appel aux spécialistes polyglottes. Monatte nous raconta l'histoire de cette délégation syndicaliste française trahie par son interprète Charles Rappoport dans une conférence d'avant 1914 où dominait la langue allemande. Et les grands de ce monde ne sont pas garantis contre de tels accidents. Le traducteur du président Kennedy parlant à l'Hôtel de Ville de Paris, se signalait par une inintelligence flagrante de l'anglais comme du français.

Le bilinguisme obligatoire faciliterait sans doute les contacts inernationaux. Mais outre l'effort difficile demandé à nos militants d'aujourd'hui, il ne permettrait pas les conversations entre les « rank and file », et les « prises directes » à la base dans les pays où le peuple ignore le français autant que l'anglais.

**LA LANGUE INTERNATIONALE... QUI DOIT « FAIRE » LE GENRE HUMAIN**

Il faudrait donc envisager sérieusement la formation et la diffusion d'une langue internationale.

On entend les objections. La plus répandue et la plus frappante, c'est que le langage est une création naturelle, spontanée et permanente, parlé d'abord par le peuple, constitué par les écrivains qui ont taillé leurs chefs-d'œuvre dans cette matière première, transmise par tradition orale. Malheureusement, dans notre propre histoire, c'est le mouvement inverse qui s'est produit. Le fonds primitif laissé par les Celtes en Gaule, les apports germaniques, sans être négligeables, n'auraient certainement pas suffi pour alimenter des relations humaines normales. Du grec au latin littéraire, du latin littéraire au latin populaire, du latin populaire au roman puis au français, c'est par un millénaire de déformations... « orales » que l'on a abouti à la langue du XVI° siècle. Et celle-ci fut régularisée et disciplinée par l'intervention consciente et systématique des érudits, des écrivains et des grammairiens. C'est par voie d'autorité autant que par l'usage que notre langue s'est fixée. Et les réformes de l'orthographe, si justifiées qu'elles soient, ne sont que difficilement tolérées, et rarement admises officiellement. Lorsque le linguiste soviétique, N. Marr, prévoyait « *une langue universelle, création consciente et artificielle de l'humanité* », son anticipation n'était pas aussi hasardeuse qu'on veut bien le dire. Et si la prévision d'une littérature couronnant après plusieurs générations l'usage de cette langue universelle peut paraître grotesque à... Charlemagne, c'est peut-être parce qu'il raisonne comme ces clercs du XV° siècle qui proscrivaient la vulgaire langue française de tous leurs débats intellectuels.

Une langue écrite devient obligatoirement une création artificielle, un système de « conventions », justifiées d'abord par l'usage, puis réglant l'usage par la contrainte.

Malheureusement, l'autre objection majeure est beaucoup moins contestable. C'est l'impossibilité d'un accord sur une langue internationale. On compterait 200 langues internationales auxiliaires dont une dizaine seulement seraient utilisées : l'espéranto, l'ido, l'interlinguis, le néo-latino, le novial, l'interglossa, le basic-english, l'occidental, l'interlingua.

Or, dans cette recherche d'une langue *auxiliaire*, ce qui compte uniquement, c'est l'efficacité. En 1922, j'ai assisté à un congrès espérantiste, et j'ai constaté que les participants appartenant à presque toutes les nations européennes étaient capables non seulement de converser aisément sur des sujets familiers, mais encore de discuter des problèmes sociaux les plus lourds et les plus riches d'idées. Une telle démonstration m'avait paru suffisamment convaincante.

Hélas ! à la même époque, espérantistes et idistes se lançaient dans des polémiques et des bagarres d'une violence insupportable. Aujourd'hui, alors que l'espéranto comptait des adhérents, des cours, des publications dans tous les pays d'Europe et jusqu'en Inde et au Japon, de bons camarades dépensent une énergie inlassable à propager l'interlingua.

Ce sectarisme se justifie-t-il par un rigorisme scientifique ? Quand cela serait, cela ne l'excuserait pas. Car il fallait s'en tenir à ce qui existait,

---

(2) Dans « **Evidences** », revue de « l'American Jewish Comittee » — numéro de janvier 1954 — on oppose l'hébreu classique au populaire yiddish. On sait que la filiation de celui-là à celui-ci n'est nullement établie. Mais il fallait « l'hébreu »... langue étrange « pour recréer un minimum de discipline dans l'émotion comme dans la raison ». En fait, on ne peut nier que cette recréation artificielle isole le peuple juif de la communauté des peuples civilisés. Mais l'hébreu fut toujours la langue des rabbins, comme le latin est celle des curés.

sans exclure des réformes ultérieures, élaborées et décidées après des examens sérieux, aboutissant à des combinaisons longuement mûries, qui n'auraient pas désorienté et paralysé le mouvement.

Cependant le recul de l'espéranto déterminé d'abord par les victoires du fascisme et du national-socialisme fut accéléré jusqu'à l'anéantissement par la volonté stalinienne.

Il est établi en effet que N. Marr considérait l'espéranto comme la base la plus solide d'une langue universelle. En 1950, il fut impitoyablement et solennellement condamné par Staline. Pourquoi ? Lucien Laurat qui n'était certainement pas acquis aux thèses de N. Marr a fort clairement précisé dans sa brochure « *Staline, la linguistique et l'impérialisme russe* » le motif déterminant du tournant imposé par le sanglant potentat de Moscou. Il s'agissait tout simplement de justifier la « russification » des pays satellites, qui, à la différence des peuples orientaux de l'ancien empire des tzars, jouissaient de la culture occidentale et disposaient de langues nationales séculaires.

Le stalinisme et ses héritiers ont détruit les espoirs espérantistes, comme ils ont brisé l'Internationale et corrompu l'internationalisme. Ceux qui célèbrent encore cette année, la journée internationale du Premier Mai par une parade militaire plus avilissante que les exhibitions hitlériennes, ne peuvent tolérer ces tentatives d'unification du monde par l'organisation ouvrière et par la langue universelle.

Liquider le stalinisme c'est essentiellement « reconstruire « l'Internationale qui « *fera le genre humain* » et par voie de conséquence imposera le moyen de parler et d'écrire pour tous les hommes, d'entendre ce que pensent et ce que disent tous les hommes.

**Roger HAGNAUER.**

---

# Un Lycée « Simone Weil » à Saint-Etienne

*Le 27 avril dernier, Simone Weil a été publiquement honorée à St-Etienne, au Lycée de jeunes filles qui porte son nom. Plusieurs de nos camarades stéphanois ont participé à cette manifestation.*

*Aujourd'hui, Simone Weil, disparue encore jeune dans la tourmente de la guerre, est honorée par les notables et les pouvoirs. Surtout, sans doute, en raison d'une conversion tardive, et encore mal définie. Mais de son vivant, la brillante intellectuelle Simone Weil ne recevait pas de l'Université des hommages, mais des remontrances, des blâmes et des sanctions. Simone Weil honorait l'Université qui ne l'honorait pas. Les temps sont changés. Les élèves du Lycée de St-Etienne ne se représenteront peut-être jamais exactement qui fut cette frêle jeune femme dont le nom orne maintenant le fronton de leur école.*

*Nous ne savons pas ce que serait devenue Simone Weil si elle avait vécu. Mais nous savons que lorsqu'elle vivait, elle était avec les ouvriers, aussi avec les combattants républicains espagnols. Qu'elle est morte pendant la guerre, victime volontaire de son héroïque abnégation.*

*Travaillant en usine en 1936, elle écrivit sur* « Juin 1936 » *une étude, publiée dans la R.P. Nous en reproduisons l'extrait que Hagnauer a placé dans les textes commentés de son livre :* Joies et fruits de la lecture. *Car le grand écrivain que fut Simone Weil collaborait à la « Révolution Prolétarienne » :*

Enfin, on respire ! C'est la grève chez les métallos. *Le public qui voit* tout ça de loin *ne comprend guère. Qu'est-ce que c'est ?* Un mouvement révolutionnaire ? Mais tout est calme. Un mouvement *revendicatif ?* Mais pourquoi si profond, si général, si fort, et si soudain ?

Quand on a certaines images *enfoncées* dans l'esprit, dans le cœur, dans *la chair* elle-même on comprend. On comprend tout de suite. Je n'ai qu'à *laisser affluer les souvenirs.*

Dès qu'*on a senti la pression s'affaiblir*, immédiatement les souffrances, les humiliations, les rancœurs, les amertumes silencieusement *amassées* pendant des années ont constitué une force suffisante pour *desserrer l'étreinte*. C'est toute l'histoire de la grève. Il n'y a rien d'autre.

Des bourgeois intelligents ont cru que *la grève avait été provoquée* par les communistes *pour gêner* le nouveau gouvernement. J'ai entendu moi-même un ouvrier intelligent dire qu'au début la grève avait sans doute été provoquée par les patrons pour gêner ce même gouvernement. Cette rencontre est drôle. Mais aucune provocation n'était nécessaire. On pliait sous le joug. *Dès que le joug s'est desserré*, on a relevé la tête. Un point c'est tout.

Il s'agit, après *avoir* toujours *plié, tout subi*, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, *d'oser enfin se redresser*. Se tenir debout, prendre la parole à son tour. Se sentir des hommes, pendant quelques jours. Indépendamment des revendications, cette grève est en elle-même une joie. Une joie pure. Une joie sans mélange.

Oui une joie. J'ai été voir les copains dans une usine où j'ai travaillé il y a quelques mois. J'ai passé quelques heures avec eux. Joie de pénétrer dans l'usine avec l'autorisation souriante d'un ouvrier qui garde la porte. Joie de trouver tant de sourires, tant de paroles *d'accueil fraternel*. Joie d'entendre, au lieu du *fracas impitoyable* des machines, symbole si frappant de la dure nécessité sous laquelle on pliait, de la musique, des chants et des rires. On se promène parmi ces machines *auxquelles* on a donné pendant tant et tant d'heures le meilleur de sa substance vitale, et elles se taisent, elles ne coupent plus de doigts, elles ne font plus de mal. Joie de passer devant les chefs la tête haute.

Joie de vivre, *parmi ces machines muettes, au rythme* de la vie humaine — le rythme qui correspond à la respiration, *aux battements* du cœur, aux mouvements naturels de l'organisme humain et non à la *cadence imposée* par le *chronométreur*. Bien sûr, cette vie si dure recommencera dans quelques jours. Mais on n'y pense pas, on est comme les soldats en permission pendant la guerre. Et, puis, quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que *le silence, la contrainte, la soumission*. Des souvenirs qui *mettront* un peu de fierte au cœur, qui *laisseront* un peu de chaleur humaine sur tout ce métal.

Les militants ont, en ces jours, une terrible responsabilité. Nul ne sait comment les choses tourneront. *Plusieurs catastrophes* sont à craindre. Mais aucune crainte n'efface la joie de voir ceux qui toujours, par définition, courbent la tête, la redresser. Ils n'ont pas, quoi qu'on suppose du dehors, *des espérances illimitées*. Il ne serait même pas exact de parler en général d'espérance. Ils savent bien qu'en dépit des améliorations conquises *le poids de l'oppression sociale*, un instant écarté, va retomber sur eux. Ils savent qu'ils vont se retrouver sous une domination dure, sèche et sans égards. Mais *ce qui est illimité*, c'est le bonheur présent. *Ils se sont enfin affirmés.* Ils ont enfin fait sentir à leurs maîtres qu'ils existent. Se soumettre par force, c'est dur ; laisser croire qu'on veut bien se soumettre, c'est trop. Aujourd'hui, nul ne peut ignorer que ceux *à qui on a assigné* pour seul rôle sur cette terre de plier, de se soumettre et de se taire plient, se soumettent et se taisent seulement dans la mesure précise où ils ne peuvent pas faire autrement. *Y aura-t-il autre chose ?* Allons-nous enfin assister à *une amélioration effective* et durable des conditions du travail industriel ? L'avenir le dira ; mais cet avenir, il ne faut pas l'attendre, il faut le faire.

# LA GRÈVE DES MÉTALLOS ALLEMANDS

Une grève, comme chaque action qui ébranle « l'équilibre » quotidien, offre l'avantage de rendre parfaitement intelligibles certaines choses cachées, en général, par « l'harmonie » de la vie ordinaire. C'était le cas de la grève des métallos allemands déclenchée le 29 avril : ne nous avait-on pas dit que les ouvriers allemands étaient contents de leur sort, que le « miracle économique » avait rendu parfaitement superflues les « méthodes dépassées » de la lutte violente dans les relations sociales ? Bref, un affrontement dur semblait parfaitement invraisemblable dans un pays où les représentants de tous les partis politiques, y compris des socialistes, font de la paix sociale leur profession de foi principale.

Comment expliquer, alors, que la lutte déclenchée le 29 avril prenait aussitôt un caractère aigu, que l'ordre de grève, lancé par le syndicat de la métallurgie, fut, le lendemain, suivi par un ordre de « lock-out » des patrons dans ce pays de Bade-Wurtemberg où les villes de Stuttgart et de Mannheim apparaissent comme les bastions traditionnels du syndicalisme ouvrier ?

Les adversaires dans cette lutte avaient des raisons très précises de ne point céder, tout au moins au début : le syndicat de la métallurgie, le plus combatif de la République fédérale, avait réclamé, au début des négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention de salaires, une augmentation de 8 %. Cela correspondait, en gros, à une forte augmentation des prix qui avait annulé, en partie, les avantages obtenus lors du dernier accord sur les salaires, conclu dix-huit mois auparavant.

En plus, le syndicat, fort de ses 1,9 million d'adhérents, subissait quelque peu la pression de la « base » qui, elle, a quelques raisons de se méfier du « miracle économique ». Pourquoi ? Un coup d'œil rapide sur quelques chiffres suffit pour en donner les raisons : en 1963, les salaires moyens dans la métallurgie allemande sont assez modestes. Selon les indications données par le syndicat (et non contestées par le patronat), les 2,5 millions d'ouvriers occupés dans la métallurgie « se font », en moyenne, 650 marks (à peu près 780 F) par mois ; mais il s'agit là du salaire brut, qui se réduit, déduction faite des impôts et prestations sociales, à 535 marks mensuels pour une semaine de travail de 45 heures.

Ce n'est pas tellement brillant. Dans la Ruhr, centre de l'industrie allemande, un ouvrier qualifié arrive à toucher 610 marks, et les femmes, elles, ne peuvent pas prétendre à plus de 330 marks. On voit bien que le « miracle économique » ne se situe guère là où on l'aurait supposé...

La vérité est que le syndicalisme allemand, subissant les conséquences de la situation telle qu'elle se présentait au lendemain de la guerre, était alors fort sage, trop sage, alors que le patronat, moins scrupuleux et plus conscient de ses intérêts, avait très bien mené sa barque : aussitôt la stabilisation économique réalisée, en 1950, il y avait déjà un écart énorme entre les profits réalisés par le puissant patronat de la métallurgie et les salaires relativement modestes des ouvriers. N'en doutons pas : c'est là que réside, tout au moins en partie, une des raisons du fameux « miracle économique ».

Depuis ce temps, les organisations syndicales et en particulier celle de la métallurgie, n'ont fait que « courir » pour ratrapper ce retard, sans jamais y arriver, car les augmentations obtenues dans les dix dernières années n'étaient jamais à la mesure du « boom » économique dont faisait état, avec quelque fierté, la presse aux ordres des patrons.

La tactique du syndicat, déclenchant la grève le 29 avril, après avoir épuisé toutes les possibilités de négociations, était celle-ci : obtenir 8 % d'augmentation des salaires pour l'ensemble de la métallurgie, ce chiffre correspondant, en gros, à ce qu'on pouvait considérer comme « raisonnable », vu la forte hausse des prix intervenue depuis un an. La direction syndicale avait élaboré une méthode de combat qui, à première vue, semblait excellente : la lutte ne devait s'engager que dans le pays de Bade-Wurtemberg ; elle ne devait concerner que 100.000 ouvriers sur les quelque 400.000 métallurgistes de la région, avec, comme but, de peser sur les positions faibles du patronat, de diviser celui-ci et de le forcer ainsi, à reprendre la négociation ou à capituler.

Le lendemain du déclenchement de la grève, qui fut précédé par un vote où les ouvriers syndiqués se prononçaient à une majorité de 89 % en faveur de la lutte, le patronat répliqua par le lock-out de l'ensemble des ouvriers métallurgistes, bouleversant, ainsi, les plans du syndicat. Qu'est-ce qui a décidé le patronat à avoir recours à ce moyen de lutte que, la dernière fois, il avait utilisé lors d'une grève des métallos en 1928 ?

Trois raisons, semble-t-il :

1. Il s'agissait de donner un coup d'arrêt brutal à toutes les revendications présentes... et futures, dans une conjoncture économique où, incontestablement, on assiste à un certain « essoufflement » de l'économie dû à un ralentissement du rythme des commandes ;

2. il s'agissait de « briser » le syndicat de la métallurgie qui, à cause de son dynamisme, gêne à la fois le gouvernement, le patronat, et... la social-démocratie, car le syndicat de la métallurgie reste fort attaché à un certain nombre de « vieilles notions » du mouvement ouvrier que d'autres considèrent comme « dépassées » ;

3. enfin, le patronat entendait, par ce moyen de lutte, « vider » la caisse du syndicat qui traditionnellement accorde des prestations fort considérables aux ouvriers en grève, et... « lock-outés », prestations qui deviennent possibles grâce aux cotisations élevées des syndiqués.

L'ordre de grève fut suivi avec une discipline admirable par les 100.000 ouvriers auxquels il fut donné. A Mannheim et à Stuttgart, en particulier, on constatait un réel enthousiasme dans les usines, également parmi les nombreux ouvriers étrangers travaillant dans cette région. Le journal de grève, publié quotidiennement était excellent, rédigé en termes clairs, expliquant bien l'enjeu de la lutte.

La mesure de lock-out, prise par le patronat, augmentait incontestablement la combativité des ouvriers. On se disait : lorsque les ouvriers de la Ruhr entreront dans la lutte, « ce sera formidable », ce sera la plus grande lutte ouvrière qu'aura connue l'Allemagne, depuis longtemps. »

Mais les choses devaient prendre une tournure tout à fait différente. Le patronat, quelque peu étonné et dérouté par l'ampleur de la lutte, subissant une certaine pression des « petits » patrons qui eux, craignaient de subir une « saignée » sérieuse dans le cas d'une lutte prolongée, faisait discrètement savoir qu'il était prêt à reprendre la négociation...

Auparavant, la négociation n'était jamais allée bien loin : 8 % réclamait le syndicat ; rien, répondait, d'abord, le patronat, pour finalement offrir 3,5 %, tout en criant misère. L'intervention

du gouvernement, de M. Erhard, en particulier, qui craignait une grève générale des métallos avec un appui éventuel de l'ensemble des organisations syndicales), devait se révéler décisive. Les négociations menées sous l'égide du futur chancelier, ont abouti, finalement, à un compromis qu'on peut considérer comme honorable pour le syndicat : 5 % d'augmentation des salaires à partir du mois d'août 1963, 2 % de plus à partir du mois d'avril 1964.

Compromis honorable, car « l'ambiance » dans la République fédérale n'était pas bonne : la presse, presque sans exception, était hostile au syndicat de la métallurgie, qualifiant la grève comme une « catastrophe nationale » ; la social-démocratie, elle, craignait les effets de la grève, redoutant, en particulier, que sa bonne réputation électorale puisse être mise en doute par des gens « peu raisonnables », mais qu'elle ne pouvait pas ouvertement désavouer ; enfin, l'ensemble des autres organisations syndicales, tout en appuyant la lutte des métallos, souhaitaient, malgré tout, un compromis, car elles n'étaient pas réellement préparées — ni moralement ni « psychologiquement » — à se mesurer dans une lutte gigantesque avec le patronat et le gouvernement qui l'appuyait sans défaillance.

Au cours des négociations, menées sous l'égide de M. Erhard, celui-ci avait déployé d'immenses efforts pour « raisonner » les représentants du syndicat de la métallurgie et pour les amener à se contenter d'une augmentation de 3,5 %, offerte par les patrons.

Les délégués syndiqués, d'abord décidés à obtenir un minimum de 6 % ont finalement consenti à accepter 5 %, et 2 % de plus l'année prochaine. Il est vrai que cette attitude leur a valu des reproches amers de la part des éléments les plus dynamiques du syndicat, à Mannheim et à Stuttgart. Ce n'est pas à nous de décider si ces reproches sont justifiés ou non. Un élargissement de la grève aux métallurgistes de la Ruhr aurait créé une situation extrêmement grave, et aurait abouti, avant tout, à un lock-out de 2,5 millions d'ouvriers. Il s'agissait de réfléchir avant de prendre une responsabilité de cette ampleur...

Il reste que ce mouvement social d'une semaine a été plein d'enseignements pour le syndicalisme allemand : le patronat allemand a clairement fait comprendre que « c'en est assez » (comme on a pu le dire dans de nombreux tracts distribués, par ses soins, aux ouvriers). « C'en est assez », cela veut dire que le patronat allemand, sentant un certain « emballement » de l'économie veut, malgré tout, sauvegarder l'ensemble de ses profits qui, de 1950 à 1963, ont plus que tripé : et c'est cela, essentiellement, le « miracle économique ».

D'où la mesure du lock-out, avertissement très sérieux pour le mouvement syndical allemand, et non seulement pour le syndicat de la métallurgie qui a réussi, cette fois-ci, à « s'en sortir » sans grand dommage. Mais les prochaines luttes sociales en Allemagne risquent d'être encore plus dures que celle qui a tenu en haleine, du 29 avril au 7 mai, l'ensemble de la population allemande. « C'est un patronat, disait Otto Brenner, président du syndicat, qui est resté fidèle à lui-même, depuis la République de Weimar, en passant par le nazisme jusqu'à nos jours... »

**Gérard SANDOZ.**

---

# PERSPECTIVES DU SYNDICALISME EN GRÈCE

Le syndicalisme grec suit son évolution traditionnelle que l'on peut appeler sa domestication. En fait, l'indépendance et la liberté relatives du syndicalisme grec ne fut réelle que pendant une période courte, de sa naissance en 1909-1913 à l'époque de Venezilos qui, réalisant la politique moderne de la bourgeoisie, disait aux ouvriers : « Organisez-vous », et, en créant les premières bourses du travail, il favorisa la floraison des syndicats libres.

C'est à l'inauguration de la Bourse du travail que Papandréou (l'actuel chef combatif de l'opposition démocratique du Pouvoir), en pleine jeunesse de l'époque toute endoctrinée de socialisme allemand, a prononcé cette phrase :

« Les ouvriers sont les hirondelles qui apporteront le printemps à la société de demain ».

Hélas ! deux guerres, trois dictatures militaires, deux insurrections communistes, n'ont pas donné aux ouvriers l'indépendance et la liberté syndicale. Le centralisme démocratique, appliqué en Grèce par le communisme, a fait des ravages parmi les cadres émancipés des ouvriers : épurations, autocritiques, assassinats ont conduit les syndicats vers leur soumision au Parti, et aux équipes de direction staliniennes.

Depuis la Libération, la reconstruction des syndicats, sous l'égide des communistes, a trouvé une certaine stabilité passagère. Les communistes ont appuyé les syndicalistes de droite tels que MM. Laskaris, Calomiris et l'actuel Makris. Ce sont eux une fois en place, qui ont installé leurs cadres et leurs clientèles et à la première occasion fournie par les communistes par la gymnastique des grèves politiques se sont séparés et ont apporté désormais leur service inconditionnel aux pouvoirs successifs.

Une tentative de Stratis resté fidèle au syndicalisme traditionnel pour créer un mouvement autour du syndicalisme libre n'a pas donné des résultats positifs, il fut combattu par la droite, ainsi que par la gauche et pas assez aidé par le F.S.I.

Les communistes étant en Grèce dans l'illégalité, le Pouvoir a installé les syndicats à sa dévotion pour soutenir sa politique favorable au capitalisme banquier. Fixer le montant des salaires selon les impératifs du profit capitaliste et pour une nouvelle technocratie mercantile, parasitaire, avec les faveurs spéciales pour la consommation des produits de luxe pour les nouveaux riches. Sous les yeux des Américains, prêts à consolider dans la Méditerranée les entreprises dites «libres» du gros profit pour les riches, mais laissant le 30 % de la population en chômage permanent et le reste sous-alimenté.

Le Pouvoir actuel pour dominer la situation présente avec son adhésion au Marché Commun, est à la recherche d'une couverture syndicale agréée par l'Occident et en accord avec le traité de Rome. Ainsi est proposé un projet de loi anti-ouvrier d'intégration à l'Etat des syndicats existants dont voici un résumé :

1. Cotisations obligatoires des salariés et distribution des fonds par le Ministre du Travail aux syndicats pour leur gestion.
2. Etablissement des contrats collectifs conformes au Marché Commun, ayant valeur légale par les syndicats agréés par le Pouvoir.
3. Contrôle par la police des assemblées syndicales pour soutenir les bureaux élus contre toute opposition.

Ce projet de loi n'a pas encore été voté, car il y a une vive réaction chez les ouvriers qui font des grèves de protestation. Il rencontre même une certaine opposition parlementaire et provoque même une réaction hostile jusque chez les amis des ministres.

Si cette loi était adoptée elle assurerait une vie tranquille aux « fromagistes » éprouvés des syndicats conformistes.

La C.I.S.L. et ses syndicats européens pourraient s'intéresser à cette situation et intervenir pour défendre le respect de la démocratie syndicale en Grèce et une administration autonome des syndicats. **J. CONSTANTIS.**

# Au Brésil, la bureaucratie syndicale liée au pouvoir

Pour ce Brésil immense, contrasté suivant les régions, où tous les stades de civilisation se retrouvent à des distances parfois réduites, il est imprudent de vouloir appliquer nos formules pour caractériser des phénomènes sociaux souvent originaux.

Continent bien plus que nation, le Brésil ne supporte pas davantage les généralités. Quoi de commun entre Bahia, dont les vieilles structures patriciennes résistent aux lents changements que provoque une urbanisation progressive, et Sao Paulo, cœur industriel de la région méridionale, ou Curitiba qui compte aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'habitants ? Même les thèmes qui paraissent le mieux connus pour avoir fréquemment été traités dans la presse internationale, comme celui des « favellas », changent d'aspect, de couleur et de signification, dès lors qu'ils sont étudiés non pas de l'extérieur, par des observateurs touristes, mais par des habitants et des participants. Pour qui a vécu l'existence quotidienne des « favellas » il est impossible de confondre ces communautés d'Africains campant sur le hauteurs de Rio, avec les cohues des « villas miseria » du Grand Buenos Aires, ou les foules loqueteuses des « poblaciones callampas » de Santiago du Chili. Origines, climat, organisations sociales, morale de comportement diffèrent profondément.

Pour nous, qui abordons volontiers les problèmes sociaux sous l'angle de la prise de conscience, de la forme d'association et des méthodes de lutte de la classe ouvrière, il nous faut aussi prendre garde aux parallélismes trompeurs et faciles, fruits d'un commun vocabulaire et non d'une parenté entre situations.

Du syndicalisme d'importation — véhiculé par les anarchistes et les socialistes européens immigrés à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècle — il ne demeure que des traces marginales décelables dans quelques corporations et dans de rares villes. Sans écarter la possibilité d'une renaissance d'un mouvement syndicaliste authentique, c'est-à-dire animé et contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, le panorama présent ne permet aucune illusion. Le type de dirigeant syndical est aujourd'hui le « pelego », le bureaucrate d'appareil, conditionné par ses intérêts d'intermédiaire et non par une vocation de militant. L'origine du mot est d'ailleurs significative. Le « pelego » est la couverture que l'on pose sur le dos du cheval pour protéger celui-ci du contact de la selle. Dans la machine syndicale, le « pelego » est le fonctionnaire qui assure la liaison entre la masse des salariés et l'administration officielle. Couramment il est synonyme de gangster au petit pied, ou de débrouillard, en cheville avec les autorités d'Etat ou les patrons. Par définition il est inamovible.

La législation du travail et les règlements qui président au fonctionnement des syndicats assurent et provoquent l'existence de cette bureaucratie, sorte de prolongement naturel du ministère du Travail, collaboratrice précieuse des comités électoraux, ou alliée des super-comités électoraux que sont les groupes de pression, les partis et les équipes de rechange du pouvoir, qu'il soit fédéral ou d'Etat.

La législation du travail favorise cette bureaucratie. Le système mis en place par le Président Getulio Vargas dans les années 1937-1945 (Estado novo) visait, sur le plan syndicat, à se faire porter par la poussée ouvrière, mais non à lui donner l'occasion de s'exprimer ou d'intervenir. C'était du péronisme avant Peron. Les syndicats étaient reconnus, encouragés même, mais ils devaient se couler dans le moule préfabriqué du gétulisme. Les cotisations syndicales étaient retenues sur la paie, et leur somme répartie pour assurer le fonctionnement d'un immense appareil, lui-même contrôlant celui des multiples services sociaux, et seul reconnu par l'administration d'Etat.

Aujourd'hui encore ce système fonctionne, avec de tristes conséquences pour le mouvement ouvrier. Dès qu'il met le nez dans les questions syndicales, le salarié sort de sa classe pour entrer dans la caste des mandarins ou des apprentis-mandarins syndicaux. Il a droit à plusieurs heures payées pour assumer ses responsabilités de délégué ; il entre en contact avec les professionnels du syndicat ; il est généralement perdu comme militant pour ses compagnons de travail. Certes, il existe des exceptions puisqu'il existe des hommes dévoués, incorruptibles. Mais dans ce cas même, c'est souvent contre la bureaucratie syndicale qu'il faut dès lors lutter. Par ailleurs, l'immensité des villes, l'éparpillement des entreprises et des usines sont autant d'obstacles au fonctionnement démocratique d'un syndicat. Le caractère champignonesque de nombreuses industries, l'énorme brassage des populations se conjuguent avec l'absence d'une longue pratique de participation syndicale, avec le manque de tradition syndicaliste, rompue d'abord par la mainmise communiste sur les syndicats dans les années vingt à trente, puis effacée par les régimes de force dès les années trente.

Les masses ouvrières continuent d'exister bien sûr. Mais il s'agit de masses, de cohues mobilisables, influençables, manipulables, et non de fractions conscientes participant à une politique de classe. Elles sont objet davantage que sujet. Si bien que les états-majors politiques s'en donnent à cœur joie. A commencer par les communistes qui mènent leur double jeu habituel : cultiver et exploiter les mécontentements et les frustrations du salarié de base, tout en pratiquant une subtile politique d'alliance et de compromis avec les groupes de « pelegos ». Les autres fractions sont également d'une extraordinaire habileté dans la fabrication de « cocktails » à base de groupes de pression souvent fondamentalement antagonistes mais occasionnellement apparentables.

Ainsi, au début de mars dernier, la position du président Goulart se trouvant affaiblie par l'opposition de divers groupes parlementaires et par la mise en discussion de sa politique extérieure, un conglomérat de forces se crée pour lui offrir une base « populaire ». Le « Comando Geral dos Trabalhadores », sorte de bureau de liaison syndicale où se retrouvent communistes et nationalistes, reçoit l'appui du ministre du travail, Almino Afonso, dans sa demande de se transformer en Confédération générale du Travail et d'être reconnue officiellement comme telle. (Il existe un texte législatif qui interdit la création d'une Centrale unique).

Avec autant d'agilité et de rapidité la contre-manœuvre s'effectue. D'abord l'armée, qui par la voix du ministre de la Guerre, Amauri Kruel, blâme le général Ferreiras Alves pour s'être mêlé de petite politique. Puis Goulart lui-même, qui craint de payer par l'effondrement de son difficile équilibre gouvernemental le soutien de la coalition national-communiste, remercie les forces populaires, mais rejette la création d'une C.G.T. Sans compter que Carlos Lacerda, gouverneur de l'Etat de Guanabara, c'est-à-dire de Rio de Janeiro et d'une partie de sa banlieue, fait savoir qu'il ne tolèrera pas de manifestation sur son territoire, pas plus qu'il n'a autorisé la tenue de la conférence continentale en faveur de Cuba castriste. A Sao Paulo, où les forces syndicales sont plus imposantes que dans la capitale, les courants « démocratiques » rejettent l'idée d'une centrale unique et plus encore celle d'une C.G.T. aux mains des communistes.

Le rideau se baisse sur un tableau. Il se relève aussitôt sur le suivant. Il faut une grande habitude dans le jeu d'interprétation politique — sport dans lequel excellent divers groupes d'intellectuels socialement intégrés mais verbalement révolutionnaires — pour dénicher la classe ouvrière, ses intérêts ou sa volonté, dans ce cirque tropical. Ce qui ne signifie pas que la classe ouvrière ne soit pas une réalité. C'est la conscience d'elle-même qui lui fait défaut. Du moins dans ce jeu public.

**L'ITINERANT.**

# L'assassinat de Grimau et la colère du diable

Empressons-nous de rendre l'hommage de notre profonde admiration au courage et à la dignité de Julian Grimau. Il a eu le comportement d'un homme et ceci a du mérite.

En marge du respect que nous portons au dévouement — à l'abandon, plutôt, de soi-même — à un idéal, rien ne nous empêche d'examiner le retentissement considérable que son exécution a eu dans le monde.

Le régime espagnol a commis un acte monstrueux dont, sans doute, les conséquences se feront sentir pendant longtemps. Grimau fut retrouvé mourant sur le trottoir du commissariat de police après sa détention et, tout nous porte à penser qu'après l'avoir torturé et, le croyant mort, les policiers l'ont jeté d'un deuxième étage pour masquer l'assassinat en suicide. Guéri, on le juge ; aucun fait précis ne lui est reproché si ce n'est celui d'être communiste et d'avoir été, il y a 25 ans, chef d'une brigade de police ; condamné à mort, on l'exécute en faisant fi de toutes les pétitions de clémence adressées par les sommités internationales.

Le sentiment d'indignation manifesté partout est plus que justifié, et nous nous y associons pleinement ; l'indignation que le professeur Giorgio La Pira, maire de Florence, a si bien exprimée dans son deuxième télégramme adressé à Franco après l'exécution de Grimau : « Vous avez taché de sang la noble terre d'Espagne et la terre de tous les peuples et de tous les continents. Que Dieu vous pardonne ce crime qui a éveillé une douleur si profonde et que la compassion et la peine que nous ressentons puissent se convertir en levain pour accélérer l'irrésistible mouvement de libération du peuple espagnol d'une tyrannie qui scelle douloureusement avec du sang son déclin définitif. »

—o—

Pareille atrocité est suivie d'un montage fâcheux que nous regrettons. Le P.C. espagnol, bien épaulé par le P.C. de tous les pays, nous donne un aperçu de son art publicitaire en exploitant à l'infini un fait douloureux.

Un mois à peine avant l'exécution de Grimau, dans une publication libertaire, nous disions : « Tout le monde sait que le régime franquiste s'est assis sur un million de cadavres. Il a exécuté, entre avril 1939 et juin 1944, d'après la Commission Internationale de Juristes : 192.684 peines de mort, les exécutions extra-légales, très nombreuses, ne rentrant pas en ligne de compte, et, il tuerait encore s'il le jugeait nécessaire, c'est-à-dire, s'il n'avait liquidé toute l'élite d'hommes de l'opposition que la guerre n'avait pas engloutis. »

Il est exact que Franco a tué Grimau ; mais il n'est pas moins exact que le P.C. a fait tuer Grimau.

Personne qui prétende connaître le régime franquiste n'était en droit d'ignorer qu'étant donné sa brutalité, et son besoin de faire peur, au dedans comme au dehors, le régime ne pardonnerait pas à un communiste à qui il pouvait reprocher une activité répressive, car si le régime a été implacable pour tous, il l'était davantage contre la police et les militaires.

Le P.C. possède, certes, des militants moins connus des autorités franquistes. Bien sûr, mais les militants moins connus ne sont pas susceptibles de procès retentissants et il fallait cela au P.C. Tout récemment, on a jugé Pedro Ardiaca, ex-directeur d'un journal communiste et membre du Comité Central du P.C. espagnol, sans que rien de retentissant aie marqué ni sa détention ni son jugement, bien qu'il soit un militant fortement connu. Les formations politiques et syndicales ont marqué le coup au cours de l'année. Les jeunes Basques ont été condamnés pour avoir tenté de faire sauter un train chargé de calotins et phalangistes ; la C.N.T. a eu le procès de l'année avec le jeune Conill et ses camarades, et le séquestre du Consul de Milan qui l'a sauvé de l'échafaud ; toute l'opposition, de la C.N.T. aux catholiques, a eu sa participation dans les grèves et a subi l'inévitable répression. Seulement, le P.C., absent partout, reste en perte de vitesse et il fallait que Franco lui prête la main pour la relance ; voilà qui est fait. Maintenant, il faut faire du bruit à sens unique et on le fait bien.

La Conférence Extraordinaire de l'Europe Occidentale, pour l'Amnistie, réunie à Paris à la suite de l'affaire Grimau, nous avait déçu pendant un moment. La présence de personnalités respectables de tous les milieux contrariait l'ambiance singulière qui tentait de faire du P.C. le seul opposant au régime. Il a bien fallu montrer toute l'affreuse réalité, à savoir que Franco a fusillé 200.000 Grimau qui n'avaient pas la carte du P.C. et que la solidarité internationale devait aller à toutes les victimes du régime franquiste.

Malgré la réaction internationale qu'a provoqué cet événement odieux, le régime espagnol n'est pas vaincu. Mais l'émotion provoquée partout dans le monde par son dernier crime l'incite à réfléchir et à comprendre que l'anticommunisme à la manière franquiste est périmé à partir du moment où l'épouvantail du communisme n'empêche plus personne de dormir.

Mais la situation en Espagne se détériore sensiblement, la classe ouvrière ressent de plus en plus les effets de l'inflation, après une montée des prix qui vient réduire considérablement ce qu'on avait acquis l'année dernière par une grève d'une ampleur et d'une durée extraordinaires. De ce fait, l'opinion prévoit généralement qu'au cours des mois à venir, de nouvelles perturbations sociales pourraient amener la faillite du régime. A moins que le P.C. ne vienne le souver en tentant de politiser l'action sociale à l'intérieur de l'Espagne.

L'exécution de Grimau est un crime à la mesure de la cruauté du régime, mais une certaine façon de faire ressemble trop, malheureusement, à la colère du diable.

M. FABRA.

---

A propos du « complot des blouses blanches »

## PITEUSES RÉPONSES DE DEUX MÉDECINS STALINIENS

Dans notre dernier numéro, nous avons publié, entre autres citations, une déclaration de dix médecins parisiens « éminents », déclaration reproduite par « L'Humanité » du 27 janvier 1953 approuvant Staline d'avoir démasqué des « médecins terroristes... Criminels d'autant plus odieux qu'ils ont abusé de la confiance de leurs malades pour attenter à leur vie ».

La mort de Staline devait, sauver *in extremis* ces médecins dont les crimes étaient évidemment pure invention et que leurs dix « éminents » confrères de Paris dénonçaient comme « un groupe dont les « agents français et sionistes des services américains se faisaient les complices ».

A l'occasion de l'anniversaire de cette déclaration publique mémorable, *la Commission pour la Vérité sur les crimes de Staline* a adressé, le 9 janvier dernier, une lettre aux dix malheureux signataires, les docteurs Yves Cachin, Henri Chrétien, Jean Dalsace, Hector Descamps, Pierre Frumusan, Paul Hertzog, H.P. Klotz, Victor Lafitte, Raymond Leibovici, Jeanne Lévy.

Elle leur demandait s'ils maintenaient les termes de leur déclaration. Les membres de la Commission posaient, dans cette lettre, une série de questions précises aux dix signataires, des questions relatives à leur information, à la valeur de cette information et au jugement qu'ils portent maintenant sur les méthodes qui les avait amenés à porter leurs accusations sans fondement.

A la date du 24 avril, deux seulement de ces grands intellectuels avaient répondu à Mme G. Altman, secrétaire de la Commission.

Voici la réponse du Dr Jean Dalsace, ancien chef

de consultations à la Clinique gynécologique de la Faculté de Paris (11 janvier 1963) :

« *Vous ne vous étonnerez pas que je ne réponde pas à votre questionnaire. Je ne dois cette explication qu'à mes amis. S'ils me la demandent, je me ferai un plaisir de vous la communiquer dès qu'ils auront pu en prendre connaissance.* »

Pourquoi donc Jean Dalsace est-il aujourd'hui si discret et si réservé ? Pourquoi n'a-t-il pas eu cette réserve et cette discrétion en 1953 ? Alors, il ne s'en tenait pas à une communication entre amis. Il faisait une déclaration publique. Ce n'est pas à ses amis qu'il doit des explications. C'est à ceux qu'il a insultés à un moment tragique, et à tous ceux qu'il a trompés alors.

Voici la réponse du Dr H. P. Klotz, médecin de l'Hôpital Bichat (8 février 1963) :

« *Si je prends la peine, malgré mes nombreuses occupations, de répondre à votre lettre, c'est pour mieux marquer l'importance qu'ont pour moi les problèmes auxquels s'intéresse votre Comité. Je m'empresse d'ajouter qu'il ne me sera pas possible de répondre une autre fois à une éventuelle lettre que votre Comité jugerait bon de m'adresser à nouveau.*

« *Les réponses aux différentes questions que vous me posez peuvent se résumer en une seule : des gens de bonne foi se sont trompés parce qu'ils ont cru, sans les mettre en discussion, à des informations dont ils n'étaient pas à même de vérifier le bien-fondé. Ce fut là leur erreur.* »

Le Dr Klotz reconnaît son erreur qu'il explique par une information non vérifiée. C'est sans doute aussi en raison de ses « nombreuses occupations » qu'en 1953, le Dr Klotz a dénoncé à la vindicte publique — sans vérification — des innocents chargés d'accusations absurdes. Que n'a-t-il dit alors, tout simplement, qu'il n'avait pas le temps ! Il se serait évité « une erreur » qui, dans un tel cas, est beaucoup plus qu'une erreur. Un intellectuel, un médecin peut-il invoquer « sa bonne foi » quand il se trompe aussi lourdement sans avoir seulement pris le temps de vérifier ?

Pour une information plus complète, rappelons que Khrouchtchev, dans son rapport au XXe Congrès, le 25 février 1956, a dit notamment, à propos du « complot des blouses blanches » :

« *Ce cas ignoble fut monté par Staline. Il ne disposa pas cependant du temps nécessaire pour le mener à bonne fin (du moins comme il l'entendait), et c'est pour cette raison que les médecins sont encore en vie. Actuellement tous sont réhabilités ; ils occupent les mêmes fonctions qu'auparavant. Ils soignent des personnalités haut placées, y compris des membres du gouvernement ; ils possèdent toute notre confiance et ils accomplissent leur tâche honnêtement, tout comme ils le faisaient dans le passé.* »

---

# A travers les LIVRES

## SPARTACUS

par F.A. RIDLEY
Frank Maitland, éditeur Kenardington, 1963

Spartacus est et demeure le héros éponyme de la révolution. Son nom est l'étendard commun sous lequel peuvent se retrouver, quelles que soient leurs idées particulières, tous ceux qui veulent libérer les classes travailleuses de l'exploitation dont elles sont victimes.

Spartacus est cela, non seulement parce qu'il combattit ce qui fut le plus grand état de servitude de l'homme, l'esclavage, non seulement parce qu'il fut celui qui s'approcha le plus de la victoire, mais aussi, et peut-être surtout, parce qu'il fut le dernier de sa lignée.

Aussi faut-il se féliciter de ce que notre camarade Ridley ait cru bon de ranimer dans la mémoire des peuples de langue anglaise l'histoire et la signification de la guerre de Spartacus, en consacrant à ce dernier un petit opuscule, plein de verve et d'idées.

Plein de verve, car l'histoire des trois années de campagne de Spartacus, assez compliquée en raison des constantes allées et venues de son armée vers le nord et vers le sud, sans causes bien apparentes pour nous, n'est pas facile à conter sans ennui. Or, Ridley s'en est très bien tiré. On suit, avec une passion qui ne se relâche pas un instant les péripéties de la campagne ; on exulte à chaque nouvelle victoire ; on espère, jusqu'à la dernière ligne, bien que connaissant d'avance le dénouement, que Spartacus et ses gladiateurs, et ses esclaves, et ses paysans sans terre finiront par triompher.

Ce récit passionnant est accompagné, comme il se doit, de quelques chapitres où l'auteur examine l'importance historique du spartakisme.

Le fait capital, à cet égard, est que le soulèvement de Spartacus est le dernier des soulèvements d'esclaves.

Avant Spartacus, les esclaves s'étaient déjà révoltés à maintes reprises. Ridley a signalé les principales de ces révoltes, notamment les deux grandes « guerres serviles » de Sicile qui, guère plus de cinquante ans avant Spartacus, devaient durer, dans l'ensemble, une dizaine d'années et dont la première parvint à organiser une véritable république prolétarienne dans la grande île italienne.

Mais il y en eut bien d'autres.

Dès le cinquième siècle avant l'ère chrétienne, c'est-à-dire dans les débuts de l'histoire de Rome, on signale deux tentatives, faites coup sur coup par les esclaves pour s'emparer du Capitole, cependant que dans une grande ville étrusque voisine, les esclaves parvenaient à s'emparer du pouvoir. Plus tard, durant la guerre contre Hannibal, les esclaves romains profitèrent de l'occasion qui leur était offerte par les défaites de leurs maîtres : ils tentèrent un coup de main sur Rome, et dans les années qui suivirent on ne signale pas moins de quatre complots d'esclaves, en différents points d'Italie.

Or, après Spartacus, c'est fini ! Plus de complots ni de soulèvements. Rome et son empire vont durer encore plus de cinq siècles, et l'esclavage plus encore ; mais les esclaves cesseront de se révolter. On signale bien encore deux petites émeutes sous Tibère et sous Néron, mais ce sont les dernières étincelles d'un feu qui s'éteint ; après, plus rien, plus rien !

Pourquoi plus rien ? Il y a là une énigme que l'historien se doit de chercher à élucider ; Ridley n'y a pas manqué.

Ridley voit dans la naissance du christianisme la cause essentielle de la disparition de l'esprit de révolte chez les esclaves, et je pense qu'il a tout à fait raison.

« L'avenir en ce monde, dit Ridley, était désormais sans espoir pour la classe des esclaves. En conséquence, leur seule espérance ne pouvait être que dans un autre monde, supra-terrestre, où les « diktats » de César ne règneraient pas et où d'instrument de supplice la croix serait devenue le symbole du salut. »

C'est tout à fait exact.

Dans ses débuts, c'est-à-dire tout de suite après Spartacus, le christianisme eut comme dogme essentiel le « millénarisme » : Jésus va revenir un jour prochain sur la terre pour y établir « mille ans » de bonheur.

Alors, si c'est vrai, à quoi bon se démener pour améliorer son sort ? A quoi bon risquer la mise en croix, châtiment habituel des esclaves révoltés, puisque celle de Jésus suffit pour assurer mille ans de justice et de bonheur ?

Nous assistons d'ailleurs de nos jours à un phénomène analogue. La volonté révolutionnaire du prolétariat occidental n'a-t-elle pas été remplacée par l'espoir d'un communisme qui serait apporté tout chaud par les Russes, grâce aux réalisations spectaculaires de leur technique et la puissance invincible de leurs tanks ?

Cependant, si ce substitut religieux a servi sans aucun doute d'« ersatz » à l'idée révolutionnaire, il n'aurait tout de même point suffi, à mon sens, pour apaiser aussi complètement la lutte de classe des esclaves, si l'esclave n'avait point vu dans le même temps sa condition s'améliorer.

S'améliorer de deux manières.

D'une part, sous l'influence principalement des stoïciens, l'esclave fut traité moins durement par ses maîtres ; d'autre part et surtout, l'esclave eut désormais de fortes chances de sortir de sa condition d'esclave. L'affranchissement qui n'avait guère été jusqu'à Spartacus qu'une mesure assez exceptionnelle, devint, sous l'empire, extrêmement commun. Tout esclave un peu dégourdi pouvait avoir l'espoir désormais d'être un jour affranchi.

Couplée avec la croyance religieuse en un monde meilleur qui s'établirait sans qu'on ait d'autres efforts à faire que d'y croire, l'amélioration de leur sort a dû contribuer à mettre fin aux révoltes des esclaves, tout comme, couplés avec la croyance en Moscou, la Sécurité Sociale, les retraites, et surtout l'espoir dans la « promotion sociale », c'est-à-dire la possibilité accrue d'accéder à la classe bourgeoise, sinon soi, du moins ses enfants, ont détruit la volonté révolutionnaire chez les prolétaires européens d'aujourd'hui. La conjonction des deux phénomènes, l'espoir messianique et les réalisations réformistes, est capable à toutes les époques de tuer la lutte de classes ; *mors immortalis*, disait Marx : seule la mort est immortelle !

Cependant, si la mort est immortelle, la venue à la vie ne l'est pas moins, tout au moins sur notre globe. Avec la fin de Spartacus, la lutte des esclaves disparait ; mais d'autres luttes sociales, dont la dernière en date est celle du prolétariat industriel, apparurent, et si cette dernière disparait à son tour, d'autres, un jour rallumeront le flambeau. — *R.L.*

***

## UN CENTENAIRE PARLE

par Nicolas STOINOFF
aux Editions « Notre Route », Boite Postale 81-20, Paris XX^e^. Le vol. 8,50 F.

Il a fallu la mort récente du vieil anarchiste bulgare Nicolas Stoïnoff pour attirer l'attention sur lui, et qu'il ait vécu jusqu'à sa centième année... Ainsi, malgré l'étouffement des voix libres derrière le rideau de fer, voici une noble parole qui se fait encore entendre, au moins parmi nous. Autant que nous puissions en juger par l'autobiographie qui vient d'être traduite en français, c'est d'une figure assez exceptionnelle que nous avons à faire connaissance. Educateur, instituteur et militant socialiste, au sens le plus large du mot, libertaire intégral, tolstoïen, naturiste, opposé à toute organisation où l'autorité ne vienne pas de la base, adversaire de toute « chefferie » et de tout ordre imposé, « objecteur de conscience » résolu en son dégoût du métier militaire et sa résolution non-violente, il affronta toujours courageusement la clique des ambitieux et des nantis, plus ou moins officiels. D'origine paysanne, il est pour la terre-mère, contre l'urbanisation excessive des modernes. Surtout, il est contre l'Etat, et ce qu'il appelle le « Capitanisme », les directeurs de toutes sortes. « Autour d'une vie modeste », tel est le sous-titre par lui donné à ces souvenirs directs et vivants, pages d'histoire qui, en particulier, montrent à ceux qui veulent voir que l'instauration du communisme en Bulgarie et d'autres « démocraties populaires » n'a pas tellement innové dans le sens « progressiste », au contraire souvent.

Il est, disent ses éditeurs, le fondateur du syndicalisme révolutionnaire en Bulgarie. En tout cas, un révolutionnaire d'une espèce non brutale, ni armée. — *Louis SIMON.*

---

## Un pionnier de la coopération :
## Achille DAUDÉ-BANCEL

Le mois dernier, le mouvement coopératif a perdu l'un de ses plus valeureux animateurs. Achille Daudé-Bancel, qui vient de mourir à l'âge de 93 ans, restera un exemple rarement égalé d'une longue carrière militante : plus de soixante-dix années d'une activité débordante au service de la justice sociale et de l'émancipation ouvrière.

Séduit par le côté réaliste de la coopération comme facteur de lutte contre l'assujettissement économique, il se distingua par son dévouement et ses écrits, et fut appelé par l'éminent sociologue Charles Gide, en 1902, pour assurer le secrétariat de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation, puis plus tard, en 1912, lors de la fusion avec d'autres organisations coopératives, il devint secrétaire général de la Fédération nationale des coopératives de consommation.

Ce n'est pas en quelques lignes que l'on peut retracer les multiples domaines de son action propagandiste. Il y faudrait consacrer des pages et des pages.

Ce petit homme, très tôt condamné par la Faculté à la suite d'une affection de poitrine, sut réagir d'une façon étonnante et fit montre, jusqu'à son dernier jour, d'une puissance de travail peu commune.

Outre différents ouvrages et brochures, il entretenait une nombreuse correspondance et, tout en assurant jusqu'au bout la parution trimestrielle de sa revue *Terre et Liberté*, il continua sa collaboration à de nombreuses publications où il défendait ses conceptions de socialisme coopératif.

Il est mort « sur le tas ».

C'est une des grandes figures du mouvement social qui disparait et dont le nom, comme celui de Charles Gide, restera attaché à l'histoire de la coopération et de la libération de l'homme. — *N.F.*

---

# D'où vient l'argent ?

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Baufrère (Paris), 30 ; Jean-Pierre Belliard (Calvados), 30; Joseph Bracops (Belgique), 49; Laurent Centene (Pyrénées-Orientales), 25; Pierre Chambon (Paris), 30; Josette et Jean Cornec (Finistère), 30; René Courdavault (Charente-Maritime), 50; René Daniel (Finistère), 25; Clément Delsol (Paris), 25; Nicolas Faucier (Seine-et-Oise), 30 ; Pierre Ferrand (Seine), 30; M.-M. Gilberton (Loire), 25; Jacques Hervé (Indre-et-Loire), 50 (deux ans); Isaac Laufer (Paris), 50; Yves Lévy (Seine-et-Oise), 30; Marcel Marcadet (Seine-et-Oise), 30; Georges Maupioux (Seine), 40; René Michaud (Seine-et-Oise), 30; J. M... Loire), 25; Henri Ploquin (Seine), 30; Francis Ruh (Paris), 25; Louis Simon (Seine), 30; Paul Sirieix (Rhône), 25; Pierre Thiry (Ain), 50; Fernando Valera (Paris), 25; Jean Vidal (Haute-Loire), 30. — Total : 849 francs (dont 235 en mars et 614 en avril)

### LA SOUSCRIPTION

T. Altaffer (Paris), 3; Léon Ancely (Seine), 3; R. Barbet (Somme), 5 ; Joannès Bardin (Paris), 5 ; B. Barlet (Loire), 5; Georges Benézé (Seine), 5; Jacques Bethoux (Isère), 3; Marcel Béty (Loire-Atlantique), 3; Paul Boissel (Ardèche), 5; Denise Caminade (Seine), 5; Yves Caps (Gironde), 2; Georges Chéron (Paris), 5 ; Etienne Chevance (Côtes-du-Nord, 2,50; Gabriel Chirat (Seine), 5; Jean-Jacques Claudet (Paris), 5; Julien Desachy (Oise), 5; Constant Di Luccio (Algérie), 5; P. Divet (Ille-et-Vilaine), 5; Maurice Dommanget (Oise), 5; Marcel Dreux (Alpes-Maritimes), 3; Jean Duperray (Loire), 6; Maurice Duval (Paris), 5; Félix Escoffier (Vaucluse), 5; Louis Farvacque (Nord), 5; Fédération de l'éducation nationale (Paris), 6; Auguste Fornerod (Suisse), 7; Francinelle (Belgique), 10; Pierre Gamache (Isère), 5 ; J. Gavard-Gaton (Paris), 5 ; Jean Genevrier (Loire), 5; Gilbert Germain (Paris), 3; Marius Giraud (Seine), 5; Félix Guyard (Seine-et-Marne), 5; R. G... (Seine-et-Marne), 4; A. Hennaut (Belgique), 7; G. Hubert (Charente), 5; Edmond Humeau (Paris), 5; Henriette Ith (Suisse), 20; J. Kersulec (Finistère), 3; Mme Armand Lagain (Côtes-du-Nord), 5; René Lagneau (Moselle), 5; Marguerite Landry (Vienne), 5; André Langlois (Seine), 1; I. Laufer (Paris), 1.000; Raymond Le Rai (Seine), 5; Mahny (Belgique), 20; Jean Maitron (Seine), 5; Marcel Martin (Paris), 5; Louis Martinollet (Aude), 10 ; Louis Mersch (Paris), 3 ; André Moine (Paris), 5; Jean Moni (Bouches-du-Rhône), 5; Emmanuel Mormiche (Deux-Sèvres), 5; Yvette Nicaise-Pierre (Rhône), 5; Pierre Palix (Var), 2; Georges Petit (Paris), 5; Jean Piney (Seine-et-Marne), 5; Marc Prevotel (Paris), 5; Lucien Puget (Oise), 3; Félix Rivière (Rhône), 10; Paul Roche (Alpes-Maritimes), 10; C. Rozet (Loire), 5; Paul Ruff (Paris), 5; Henri Sorin (Loire-Atlantique), 5; L. Taragnat (Seine), 5; Paul Travail (Gard), 5; Trellu (Finistère), 5; Gaston Vaillant (Seine), 5; Jean Vernet (Ardèche), 5. — Total : 1.364,50 francs (dont 104 en mars et 1.260,50 en avril).

# LES FAITS DU MOIS

**JEUDI 4 AVRIL.** — La **France** et la **République Arabe Unie** rétablissent leurs relations diplomatiques.

Nouveaux débrayages surprises à la **R.A.T.P.** et aux **P. et T.**

Le président Kennedy condamne les raids des **exilés cubains.**

A Toulouse, congrès du **Syndicat national de l'Enseignement secondaire.**

A Paris, fin du congrès de **l'Enseignement technique.**

**SAMEDI 6 AVRIL.** — Reprise quasi-totale du travail dans les mines.

Acceptation des propositions gouvernementales à **l'Eclairage de France.**

Le Parti communiste décide de contrôler **l'Union des étudiants communistes.**

**En Argentine,** capitulation des insurgés de la marine.

**LUNDI 8 AVRIL.** — Au Laos, Moscou et Londres lancent un appel commun pour l'arrêt des combats.

**La Yougoslavie** adopte sa troisième constitution depuis 1946.

**MARDI 9 AVRIL.** — Elections **Canadiennes** : nette progression libérale.

Aux Elections municipales au **Chili** : succès des démocrates-chrétiens.

A Dijon, congrès de **l'Union Nationale des Etudiants.**

**MERCREDI 10 AVRIL.** — Publication de l'encyclique « **Pacem in terris** ».

Au conseil de l'**O.T.A.N.**, débat sur le projet de force nucléaire unilatérale.

**Manifestation de Noirs aux Etats-Unis** à Birmingham (Alabama).

En désaccord avec Kennedy, M. Miro Cardona abandonne la présidence du Conseil cubain **antifidéliste.**

**JEUDI 11 AVRIL.** — Disparition au large de Boston du sous-marin atomique américain : **Thresher.**

**L'Egypte,** la **Syrie** et **l'Irak** signent un accord de principe pour la constitution d'un Etat fédéral sous la présidence de Nasser.

Attentat, à **Alger,** contre M. Khemisti ministre des Affaires étrangères.

**VENDREDI 12 AVRIL.** — Manifestation des cheminots à **Dacca** (Pakistan), bagarres : 19 blessés.

Le président **Kennedy** lance un avertissement contre l'augmentation des prix de l'acier.

**SAMEDI 13 AVRIL.** — Nouveaux incidents raciaux à Birmingham (**Alabama - Etats-Unis**).

**LUNDI 15 AVRIL.** — **Au Laos,** trève conclue entre neutralistes et pro-communistes dans la plaine des Jarres.

M. Leaster Pearson, leader libéral, appelé à former le nouveau gouvernement **canadien.**

**MARDI 16 AVRIL.** — **A Londres,** 70.000 pers[illegible] participent à la « marche antinuclé[illegible]

**MERCREDI 17 AVRIL.** — Londres [illegible] d'accord pour créer un éta[illegible] [illegible]re au sein de **l'OTAN.**

Visite de M. Co[illegible] [illegible] au **Japon.**

**JEUDI 18 AVR[illegible]** [illegible] Bella devient secrétaire généra[illegible] [illegible]eau politique du **F.L.N.**

[illegible] Madrid procès de Julien Grimau, leader communiste.

**VENDREDI 19 AVRIL.** — Condamnation à mort de Julian Grimau à **Madrid.**

**SAMEDI 20 AVRIL.** — Exécution de Julian Grimau **à Madrid** qui provoque une vive émotion dans le monde entier.

Allocution radiotélévisée du **Général de Gaulle.**

Grève générale en **Guyane britannique.**

**LUNDI 22 AVRIL.** — **En Jordanie,** troubles nassériens. L'armée parait contrôler la situation. Démission du gouvernement.

**MARDI 23 AVRIL.** — **Cuba** libère 21 Américains, les **Etats-Unis** relâchent 3 Cubains.

**MERCREDI 24 AVRIL.** — Elections professionnelles à la **Régie Renault** : avance communiste.

**VENDREDI 26 AVRIL.** — Grève des ouvriers du bâtiment à **Lorient** et à **Nantes.**

Visite de M. Willy Brandt bourgmestre de **Berlin-Ouest,** à Paris.

**SAMEDI 27 AVRIL.** — Arrivée à **Moscou** de Fidel Castro.

**DIMANCHE 28 AVRIL.** — Rupture des relations diplomatiques entre **Haïti** et la **République dominicaine.**

Election présidentielle en **Autriche** ! réélection de M. Adolf Schaerf, social-démocrate.

**LUNDI 29 AVRIL.** — Grève des métallurgistes en **Allemagne fédérale.**

**MARDI 30 AVRIL.** — Elections **Italiennes** : Recul des démocrates-chrétiens, avance des libéraux, des communistes et des socialistes démocratiques.

---

# *D'où vient l'argent ?*

**MOIS DE MARS 1963**

**RECETTES :**

| | | |
|---|---|---|
| Abonnements ordinaires ........ | 932,85 | |
| Abonnements de soutien ........ | 235,— | |
| | | 1.167,85 |
| Souscription .......................... | | 104,— |
| Vente au numéro ...................... | | 91,— |
| Divers ..................................... | | 102,— |
| Pour les mineurs ...................... | | 479,— |
| Total des recettes .......... | | 1.943,85 |
| En caisse à fin février .............. | | 1.376,76 |
| | | 3.320,61 |

**DEPENSES :**

| | | |
|---|---|---|
| Téléphone ................................ | | 54,25 |
| Frais d'expédition ..................... | | 50,— |
| Autres frais généraux ................ | | 81,— |
| | | 185,25 |
| En caisse à fin mars : | | |
| Espèces .................... | 16,51 | |
| Chèques postaux ............ | 3.118,85 | |
| | | 3.135,36 |
| | | 3.320,61 |

**MOIS D'AVRIL 1963**

**RECETTES :**

| | | |
|---|---|---|
| Abonnements ordinaires ........ | 1.800,— | |
| Abonnements de soutien ........ | 614,— | |
| | | 2.414,— |
| | | 2.414,— |
| Souscription .......................... | | 1.260,[illegible] |
| Vente au numéro ...................... | | 8,50 |
| Vente de brochures .................. | | 68,35 |
| Pour les mineurs ...................... | | 991,— |
| Total des recettes .......... | | 4.742,35 |
| En caisse à fin mars ................ | | 3.135,36 |
| | | 7.877,71 |

**DEPENSES :**

| | | |
|---|---|---|
| Impression et papier R.P. fév. 1963 ...... | | 1.281,20 |
| Impression et papier R.P. mars 1963 ...... | | 1.281,20 |
| Frais d'expédition ........................ | | 156,05 |
| Autres frais généraux ...................... | | 225,— |
| Achat de brochures ........................ | | 2,50 |
| Pour les mineurs .......................... | | 1.470,— |
| Total des dépenses .......... | | 4.415,95 |
| En caisse à fin avril : | | |
| Espèces .................... | 190,16 | |
| Chèques postaux ............ | 3.271,60 | |
| | | 3.461,76 |
| | | 7.877,71 |

*(Voir le détail des abonnements de soutien et de la souscription permanente en page 28. La souscription en faveur des mineurs page 8.)*

VOUS POUVEZ ENCORE VOUS PROCURER :

**LA CHINE**
par Robert LOUZON

PRIX : 4 Fr.

---

**TROIS SCISSIONS SYNDICALES**
par Pierre MONATTE

PRIX : 6,90 Fr.

---

**LES JOIES ET LES FRUITS DE LA LECTURE**
par Roger HAGNAUER

PRIX : 6 Fr.

---

**L'EXPRESSION ECRITE ET ORALE**
par Roger HAGNAUER

PRIX : 9,45 Fr.

**En vente à la « Révolution Prolétarienne » - C.C.P. 734-99 Paris**

---

LES BROCHURES DE L'UNION DES SYNDICALISTES :

**L'ACTUALITÉ DE LA CHARTE D'AMIENS**
par Roger HAGNAUER

PRIX : 1 Fr.

---

**EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?**
par Pierre DICHAMP

PRIX : 1 Fr.

---

**LE SYNDICALISME LIBERTAIRE ET LE "WELFARE STATE"**
par Evert ARVIDSSON

PRIX : 2 Fr.

---

**PRESENCE DU SYNDICALISME LIBERTAIRE**
par Louis MERCIER

PRIX : 3 Fr.

---

**REVOLUTION ET CONTRE- REVOLUTION A CUBA**

PRIX : 3 Fr.

**Commande à R. MARCHETI, 103, rue Orfila, Paris 20e**
**C.C.P. 7473-08 Paris**

Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris 12e. Le gérant : Roger HAGNAUER.
Travail exécuté par des ouviers syndiqués.